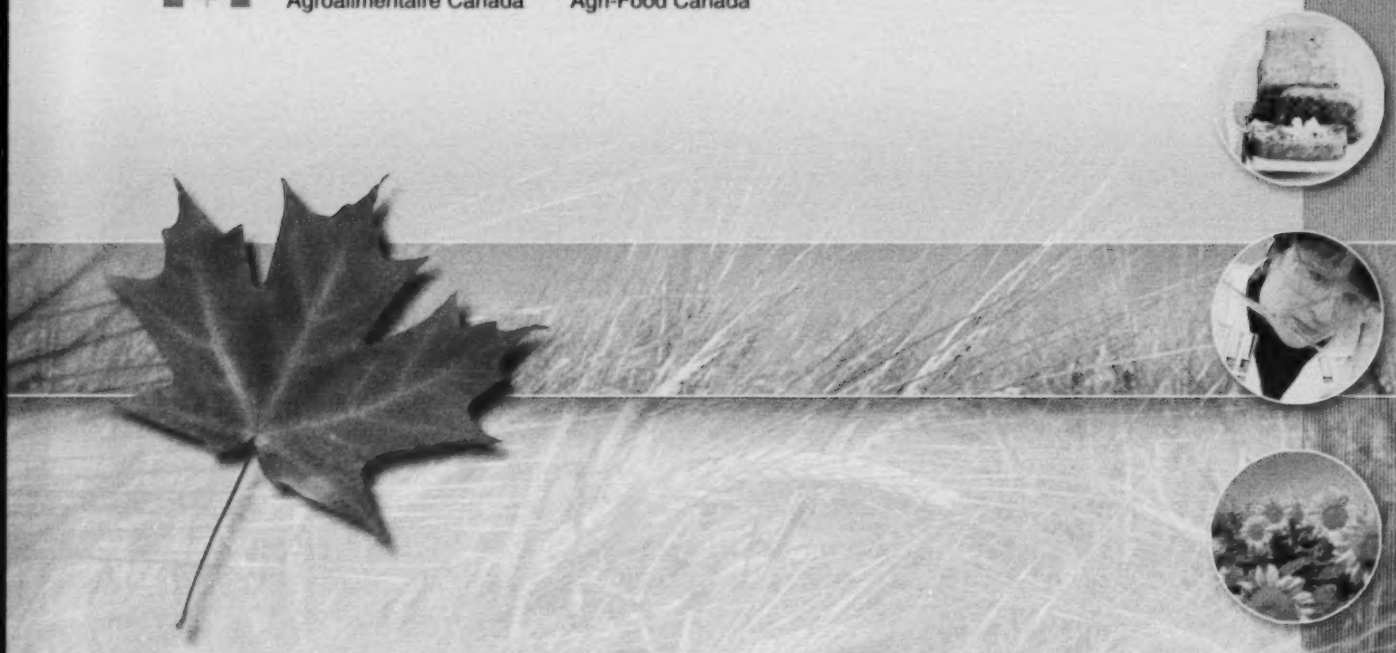
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada



Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

2011

Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Chargée de projet
Kathleen Kittson

Équipe de projet
Julie Smith, Charlene Saunders, Nasreen Islam et d'autres membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité.

La présente publication renferme des données et des analyses provenant des quatre divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Février 2011

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

NOTE AUX LECTEURS
La présente publication se fonde sur les plus récentes données connues en août 2010.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivalent pas à la somme de leurs éléments.

AVIS IMPORTANTS

Droits d'auteur ou de copie

Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents sur ce site sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

Copie non commerciale

L'information présente dans cette publication y a été fourni afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement que :

L'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; que l'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit identifié comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec l'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Reproduction à des fins commerciales

La reproduction à de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC cherche à s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'addresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et Services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0S5

copyright.droitdauteur@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Documents d'une tierce partie

Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication du gouvernement du Canada sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la copie.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2011

Publication 11279F
ISSN 1708-4164
ISBN 978-1-100-95941-2
Catalogue A38-1/1-2010F-PDF
Projet 10-040-r

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse dans l'Internet, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca/pol/pub

Also available in English under the title: *"An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS XI

FAITS SAILLANTS XIII

SECTION A

Section spéciale *1*

A1. Entreprises de jeunes agriculteurs 3

SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne *15*

B1. PIB et emploi 17

B2. Commerce international 23

B3. Investissements en R-D dans l'agriculture primaire et la transformation des aliments 35

B4. Croissance de la productivité 43

SECTION C

Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire *51*

C1. Consommateurs 53

C2. Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) 63

C3. Transformation des aliments et des boissons 71

C4. Agriculture primaire 89

C5. Intrants de l'agriculture primaire 109

C6. Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales 117

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire *127*

D1. Dépenses publiques 129

D2. Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays 135

ACRONYMES/SIGLES 139

GLOSSAIRE 141

Composantes du système agricole et agroalimentaire canadien 141

Types de fermes 144

Définitions du revenu agricole 145

Catégories commerciales 147

Catégories d'aide gouvernementale 147

Mesures d'aide gouvernementale 148

Terminologie économique et statistique 149

Terminologie environnementale 150

Unités de mesure 152

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES 153

Liste des graphiques

Section A – Section spéciale

A1 : Entreprises de jeunes agriculteurs ***3***

A1.1 Répartition des fermes par groupe d'exploitants agricoles, 2008 4
A1.2 Nombre moyen d'années d'expérience en agriculture de l'exploitant le plus âgé, 2008 4
A1.3 Nombre et proportion des EJA par type de ferme, 2008 5
A1.4 Distribution des EJA et de toutes les entreprises agricoles par type de ferme, 2008 5
A1.5 Nombre et proportion des EJA, par catégorie de revenu, 2008 6
A1.6 Nombre et proportion des EJA par province, 2008 6
A1.7 Superficie moyenne des terres possédées et des terres louées, 2008 7
A1.8 Revenu brut par dollar d'actif agricole selon le type de ferme, 2008 8
A1.9 Revenu brut par dollar d'actif agricole selon la taille de la ferme, 2008 8
A1.10 Ratio de marge bénéficiaire selon le type de ferme, 2008 9
A1.11 Ratio de marge bénéficiaire selon la taille de la ferme, 2008 9
A1.12 Sources de revenu des familles agricoles, 2008 10
A1.13 Ratio de la dette sur l'actif par type de ferme, 2008 11
A1.14 Frais d'intérêt en pourcentage du revenu brut par type de ferme, 2008 11
A1.15 Valeur nette moyenne par type de ferme, 2008 12
A1.16 Valeur nette moyenne selon la catégorie de revenu, 2008 12

Section B – Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

B1 : PIB et emploi ***17***

B1.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2009 18
B1.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1997-2009 18
B1.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2009 19
B1.4 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1997-2009 19
B1.5 Contribution de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB des provinces, 2009 20
B1.6 Contribution des provinces au PIB canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2009 20
B1.7 Part de l'emloi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2009 21
B1.8 Contribution des provinces à l'emploi dans le secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2009 21

B2 : Commerce international ***23***

B2.1 Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2009 24
B2.2 Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2009 24
B2.3 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2009 25
B2.4 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2009 25
B2.5 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1997-2009 26

B2.6 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1997-2009 26
B2.7 Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits, 2009 27
B2.8 Composition des importations canadiennes par catégorie de produits, 2009 27
B2.9 Destinations des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers, 2009 28
B2.10 Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers : indices des prix et des volumes, 1988-2009 28
B2.11 Destinations des exportations canadiennes d'oléagineux et de leurs produits, 2009 29
B2.12 Exportations d'oléagineux et de leurs produits : indices des prix et des volumes, 1988-2009 29
B2.13 Destinations des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale, 2009 30
B2.14 Exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale : indices des prix et des volumes, 1988-2009 30
B2.15 Importations canadiennes de fruits, de légumes et de leurs produits selon l'origine, 2009 31
B2.16 Importations canadiennes de fruits, de légumes et de leurs produits : indices des prix et des volumes, 1988-2009 31
B2.17 Importations canadiennes de boissons selon l'origine, 2009 32
B2.18 Importations canadiennes de boissons : indices des prix et des volumes, 1988-2009 32
B2.19 Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers selon l'origine, 2009 33
B2.20 Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers : indices des prix et des volumes, 1988-2009 33

B3 : Investissements en R-D dans l'agriculture primaire et la transformation des aliments **35**
B3.1 Dépenses publiques en R-D dans l'agriculture dans le monde par région, 1976-2000 36
B3.2 Rendement des principales cultures à l'échelle mondiale, 1961-2008 36
B3.3 Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1990-91 à 2009-10 37
B3.4 Les dépenses publiques en R-D destinées au secteur agricole et agroalimentaire, en pourcentage de la valeur ajustée de la production, 1986-2009 37
B3.5 Dépenses réelles du secteur privé en R-D dans l'agriculture primaire, 1980-2009 38
B3.6 Dépenses en R-D des Saskatchewan Pulse Growers et prélèvements, 1984-2008 38
B3.7 Rendements indexés du blé, 1972-2006 39
B3.8 Taux de rentabilité interne (TRI) de la R-D canadienne dans l'agriculture, diverses années 39
B3.9 Production de canola au Canada, 1980-2009 40
B3.10 Production de légumineuses au Canada, 1990-2009 40
B3.11 Dépenses réelles du secteur privé en R-D dans la transformation des aliments, 1980-2009 41
B3.12 Activités de R-D selon la source, 2005-2007 41
B3.13 Dépenses en R-D de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons en pourcentage de la valeur ajoutée totale, 1994-2005 42

B4 : Croissance de la productivité **43**
B4.1 Indices du volume de la production brute dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 44
B4.2 Indices de la quantité d'intrants dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 44
B4.3 Indices de la PTF dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 45
B4.4 Contribution annuelle moyenne de la croissance des intrants et de la croissance de la PTF à la croissance de la production brute globale dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 45
B4.5 Indices du volume de la production brute d'animaux vivants et de leurs produits au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 46
B4.6 Indices du volume de la production brute des cultures au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 46
B4.7 Indices de la quantité d'intrants en énergie, en matériaux et en services au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 47
B4.8 Indices de la quantité de main-d'œuvre salariée au Canada et aux États-Unis, 1961-2005 47
B4.9 Indices de la PTF dans les industries des aliments, des boissons et du tabac au Canada et aux États-Unis, 1987-2006 48

B4.10 Indices de la PTF dans les industries des aliments, des boissons et du tabac et de l'ensemble des industries manufacturières au Canada, 1987-2006 48
B4.11 Contribution annuelle de la croissance des intrants et de la PTF à la croissance de la production brute au Canada et aux États-Unis dans les industries des aliments, des boissons et du tabac, 1988-2006 49

Section C – Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

C1 : Consommateurs **53**
C1.1 Répartition des dépenses personnelles consacrées aux biens, 2009 54
C1.2 Répartition des dépenses personnelles consacrées aux services, 2009 55
C1.3 Revenu disponible réel par habitant, 1981-2009 55
C1.4 Dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments, 1981-2009 56
C1.5 Dépenses personnelles par habitant consacrées aux aliments en pourcentage des dépenses personnelles globales, 1981-2009 56
C1.6 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu au Canada et aux É.-U., 2008 57
C1.7 Part des dépenses des ménages consacrée à l'achat d'aliments et de boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE, 2008 57
C1.8 Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments et de l'ensemble des produits, 1982-2009 58
C1.9 Inflation des prix de détail des aliments au Canada par catégorie, 2008 et 2009 58
C1.10 Consommation de produits laitiers, de fruits et de légumes, de graisses et d'huiles par habitant, 1990-2009 59
C1.11 Consommation de bœuf, de porc et de volaille par habitant, 1990-2009 59
C1.12 Pourcentage de répondants ayant une grande confiance ou une certaine confiance dans la capacité du système alimentaire de gérer les enjeux suivants, 2010 60
C1.13 Pourcentage des répondants ayant une grande confiance ou une certaine confiance dans la capacité du système alimentaire canadien de gérer les questions de salubrité alimentaire suivantes, 2004, 2006 et 2010 60
C1.14 Pourcentage des répondants qui recherchent toujours ou souvent les caractéristiques suivantes lors de leurs achats à l'épicerie et de leurs repas au restaurant, 2010 61
C1.15 Répartition en pourcentage des répondants ayant affirmé qu'ils ne recherchaient jamais ou recherchaient rarement des produits biologiques selon la principale raison donnée pour ne pas avoir acheté des produits biologiques, 2010 61
C1.16 Répartition en pourcentage (des répondants qui recherchent souvent, toujours ou occasionnellement des produits locaux) selon le « principal avantage » évoqué pour expliquer l'achat d'aliments produits localement, 2010 62
C1.17 Pourcentage répondants qui recherchent souvent, toujours ou occasionnellement des produits locaux selon la réponse à l'affirmation « Lors de mes achats à l'épicerie, je suis prêt à payer plus cher pour me procurer des produits locaux », 2010 62

C2 : Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) **63**
C2.1 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen, 1990-2009 64
C2.2 Part du chiffre d'affaires des chaînes de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens par région, 2009 64
C2.3 Part de marché des quatre plus grands détaillants de certains pays, 2009 65
C2.4 Ratio moyen de la marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2009 65
C2.5 Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente, 1999 vs 2009 66
C2.6 Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires total des produits alimentaires par rayon, 2009 66
C2.7 Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2009 67
C2.8 Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2009 67
C2.9 Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants, 2009 68

C2.10 Part de marché des services alimentaires selon la catégorie, 2009 69
C2.11 Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boisson, 1999-2008 69
C2.12 Marché des services alimentaires institutionnels, 2008 70

C3 : Transformation des aliments et des boissons ***71***

C3.1 Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2006 72
C3.2 Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière par secteur, 2009 73
C3.3 Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière par secteur, 2009 73
C3.4 Valeur des expéditions du secteur de la transformation des aliments et des boissons, 1992-2009 74
C3.5 Croissance annuelle moyenne de la valeur des expéditions réalisées par le secteur de la transformation des aliments et des boissons, 2004-08 et 2009 74
C3.6 Répartition des expéditions du secteur de la transformation des aliments et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2008 75
C3.7 Ratio de concentration (RC4) dans le secteur de la transformation des aliments, 2008 75
C3.8 Taux d'exportation dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par sous-secteur, 2009 76
C3.9 Taux d'importation dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par sous-secteur, 2009 76
C3.10 Part des exportations sous-sectorielles dans l'ensemble des exportations d'aliments et boissons, 2009 77
C3.11 Destinations des exportations du secteur de la transformation de viande, 2009 77
C3.12 Destinations des exportations du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux, 2009 78
C3.13 Destinations des exportations du secteur des fruits de mer, 2009 78
C3.14 Coûts des intrants variables dans le secteur de la transformation des aliments, 2008 79
C3.15 Indice des prix des intrants, industrie de la transformation des aliments, 1997-2006 79
C3.16 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie des aliments et des boissons et dans le secteur manufacturier en général, 1991-2009 80
C3.17 Investissements en immobilisations de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 1990-2009 81
C3.18 Immobilisations dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 1961-2009 81
C3.19 Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie de la transformation des aliments et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2009 82
C3.20 Ratio de la dette sur l'avoir propre dans l'industrie de la transformation des aliments et le secteur manufacturier en général, 1999-2009 82
C3.21 Pourcentages des unités commerciales ayant innové au cours de la période, 2005-2007 83
C3.22 Étendue de l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2005-2007 83
C3.23 Acquisition ou intégration de technologies de pointe par les unités commerciales selon la méthode, 2005-2007 84
C3.24 Effets de l'adoption de technologies de pointe dans la transformation des aliments (parmi les unités commerciales utilisant des technologies de pointe), 2005-2007 85
C3.25 Stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments par pays d'origine, 2000-2009 86
C3.26 Stock d'IDE dans le secteur de la transformation des boissons et du tabac par pays d'origine, 2000-2009 86
C3.27 Stock d'IDE sortant dans la transformation des aliments par pays de destination, 2000-2009 87

C4 : Agriculture primaire ***89***

C4.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 2006 90
C4.2 Nombre et taille des fermes au Canada, 1941-2006 91
C4.3 Répartition des fermes par province, 2006 91
C4.4 Principales productions par province et par territoire 92
C4.5 Recettes du marché par catégorie de produit, 1990 et 2009 93
C4.6 Recettes du marché par région et par catégorie de produit, 2009 93
C4.7 Prix du maïs, du blé et du soja au Canada, 1982-2009 94
C4.8 Cycle des prix des bovins, 1980-2009 94
C4.9 Recettes du marché par produit, 2000-2009 95

C4.10 Recettes du marché par région par rapport à la moyenne quinquennale, 2009 95
C4.11 Recettes monétaires agricoles, revenu net comptant et dépenses d'exploitation nettes, 1990-2009 96
C4.12 Revenu net réalisé et paiements directs, 1990-2009 96
C4.13 Valeur ajoutée nette à l'agriculture, 1991-2009 97
C4.14 Répartition de la valeur ajoutée nette en agriculture, 2009 97
C4.15 Répartition des fermes et des revenus d'exploitation par catégorie de revenu, 2008 98
C4.16 Répartition des revenus d'exploitation totaux par catégorie de revenu, 1993-2008 98
C4.17 Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes, 2008 99
C4.18 Revenu d'exploitation net moyen par province, 2008 99
C4.19 Revenu d'exploitation net moyen par type de ferme, 2008 100
C4.20 Revenu d'exploitation net moyen par type de ferme, 1995-2008 100
C4.21 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, fermes non constituées en société, 2007 101
C4.22 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, fermes non constituées en société, 2004-2007 101
C4.23 Revenu moyen des familles agricoles par type de ferme, 2007 102
C4.24 Revenu moyen des familles agricoles selon le groupe typologique, 2007 103
C4.25 Définition des types de fermes 103
C4.26 Revenu familial des familles agricoles, familles non agricoles rurales et familles non agricoles urbaines, 2002-2006 104
C4.27 Revenu familial médian après impôts – familles agricoles, familles non agricoles rurales et familles non agricoles urbaines, 1992-1996, 1997-2001 et 2002-2006 104
C4.28 Revenu familial avant impôts selon la source – familles agricoles, familles non agricoles rurales et familles non agricoles urbaines, 2002-2006 105
C4.29 Revenu familial moyen après impôts par quintile de revenu familial, 2002-2006 105
C4.30 Valeur nette moyenne totale par type de ferme, 1995-2008 106
C4.31 Valeur nette moyenne totale des fermes par province, 2006-2008 106
C4.32 Éléments d'actif, de passif et valeur nette en moyenne par type de ferme, 2008 107
C4.33 Valeur moyenne des quotas des fermes soumises à la gestion de l'offre, 1997-2008 107
C4.34 Ratio de la dette sur l'actif de l'ensemble des fermes, 1995-2008 108
C4.35 Ratio de la dette sur l'actif par type de ferme, 2008 108

C5 : Intrants de l'agriculture primaire 109

C5.1 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles 110
C5.2 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2009 111
C5.3 Répartition de l'emploi en agriculture primaire, 2009 112
C5.4 Dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie, 1990-2009 113
C5.5 Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1991-2009 113
C5.6 Production d'engrais par année de fertilisation (de juillet à juin), 2006-2009 114
C5.7 Expéditions d'engrais au Canada par année de fertilisation (de juillet à juin), 2001-2009 114
C5.8 Prix des engrais par région par année de fertilisation (de juillet à juin), 2001-2009 115
C5.9 Prix canadiens et internationaux des céréales fourragères, 1991-2009 116
C5.10 Prix canadiens des veaux d'engraissement, 1991-2009 116

C6 : Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales 117

C6.1 Utilisation des terres agricoles au Canada, 1991-2006 118
C6.2 Expéditions d'engrais aux marchés agricoles canadiens par teneur en éléments nutritifs, 1990-2006 118
C6.3 Proportion des fermes de culture et des terres cultivées irriguées, 2006 119
C6.4 Sources d'eau des terres agricoles irriguées, 2007 119
C6.5 Pratiques de travail du sol, 1991-2006 120
C6.6 Pratiques de conservation du sol, 2001-2006 120
C6.7 Pourcentage de fermes qui maintiennent une zone tampon riveraine pour protéger les terres humides et les cours d'eau par province, 2006 121
C6.8 Pourcentage des fermes d'élevage en pâturage offrant au bétail un accès contrôlé aux eaux de surface par province, 2001 et 2006 121
C6.9 Émissions et intensité des émissions du secteur agricole, 1990-2007 122

C6.10 Émissions par catégorie, 1990-2007 122
C6.11 Émissions et absorptions associées à des changements dans la gestion des terres cultivées, 1990 et 2007 123
C6.12 Variation en pourcentage des émissions par unité de production, 1981-2006 123
C6.13 Indices de performance agroenvironnementale, 1981-2006 124
C6.14 Catégories de changement de capacité d'habitat faunique, 1986-2006 125

SECTION D – L'ÉTAT ET LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

D1 : Dépenses publiques ***129***
D1.1 Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire, 1985-86 à 2009-10 130
D1.2 Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire exprimée en chiffres absolus et en pourcentage du PIB, 1985-86 à 2009-10 130
D1.3 Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par province, 2009-10 131
D1.4 Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB du secteur par province, 2009-10 131
D1.5 Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2009-10 132
D1.6 Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2009-10 132
D1.7 Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1990-91 à 2009-10 133
D1.8 Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions, 1991-92 à 2009-10 133
D1.9 Taux combinés fédéraux-provinciaux d'imposition du revenu des sociétés de fabrication et de transformation, Ontario et Québec, 1960-2009 134
D1.10 Stock de l'infrastructure de génie publique par ordre de gouvernement, 1961-2009 134

D2 : Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays .. ***135***
D2.1 ESP, pays sélectionnés, 1986-2009 136
D2.2 Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-1988 et 2007-2009 136
D2.3 Composition du soutien aux producteurs, UE, 1986-1988 et 2007-2009 137
D2.4 Composition du soutien aux producteurs, États-Unis, 1986-1988 et 2007-2009 137

AVANT-PROPOS

Le présent rapport de 2011 donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien.

Ce document de référence polyvalent :

- constitue une introduction au système agricole et agroalimentaire;
- présente un aperçu des transformations structurelles qui s'opèrent dans l'ensemble du système en réaction à divers facteurs;
- contient des données et des renseignements généraux destinés à éclairer les débats publics sur les défis et les possibilités qui se présentent dans le système agricole et agroalimentaire canadien.

Des graphiques et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et décrivent les indicateurs de base du rendement.

Cette vue d'ensemble du système en 2011 débute par une section spéciale qui décrit la réalité des jeunes agriculteurs au Canada, fournit des données sur leur nombre par province, par taille et par type de ferme exploitée et, enfin, fait une comparaison entre les agriculteurs dans d'autres groupes d'âge. Les entreprises de jeunes agriculteurs (EJA), représentant 8 % des fermes, ont mieux performé que les autres types de fermes. Cet aspect est important, car la capacité future du Canada à produire des aliments pour nourrir la population mondiale de même que sa contribution à la vitalité du système agricole et agroalimentaire dépendront du nombre et de la compétence des jeunes agriculteurs d'aujourd'hui.

Le document passe ensuite en revue chaque composante du système en descendant le long de la chaîne alimentaire, du consommateurs aux distributeurs d'aliments, en passant par des transformateurs d'aliments et de boissons, jusqu'aux agriculteurs primaires et aux fournisseurs d'intrants. Il contient aussi une section sur les ressources naturelles disponibles au Canada et sur les effets environnementaux de l'agriculture. Il conclut par un examen des dépenses du gouvernement à l'appui de l'agriculture, et les compare avec les mesures de soutien d'autres pays.

Dans l'économie canadienne, le système agricole et agroalimentaire est considéré une composante très complexe, moderne, intégrée, concurrentielle sur le plan international et revêt de plus en plus d'importance. Ce système est résilient et doit relever d'importants défis et exploiter les opportunités en se restructurant et en s'adaptant à l'évolution des exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à l'intégration à l'échelle nord-américaine et, enfin, à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

ENTREPRISES DE JEUNES AGRICULTEURS (EJA)

- Cette année, la section spéciale met l'accent sur les entreprises de jeunes agriculteurs. Celles-ci représentent 8 % des fermes totales et performent mieux que les autres fermes au Canada. Une grande partie de ces entreprises sont considérées comme étant des exploitations de taille moyenne à très grande. Les EJA sont distribuées de manière équilibrée entre les différents types de fermes, bien que les fermes porcines, les fermes laitières, les fermes de volailles et d'œufs soient un peu plus nombreuses, ce qui dissipe en partie le mythe selon lequel les obstacles à l'entrée des industries de la volaille, des œufs et des produits laitiers empêchent les jeunes agriculteurs de se lancer dans ces types d'exploitations.
- Sur le plan du rendement financier, la plupart des EJA, peu importe le type de ferme ou la taille de l'exploitation, ont tiré de leur actif agricole un revenu brut supérieur à celui des autres entreprises agricoles et ont dégagé des marges bénéficiaires relativement plus importantes. Malgré le fait que les EJA ont en outre enregistré un revenu agricole plus élevé, ils ont cependant un revenu familial total moins important. Les EJA ont touché moins de revenus de placement et de pension que les autres entreprises agricoles.

IMPORTANCE DU SYSTÈME POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

- Le système agricole et agroalimentaire englobe diverses branches d'activités, notamment la fourniture d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, la transformation des aliments et des boissons, la distribution d'aliments, la vente au détail et en gros ainsi que les services alimentaires.
- Il continue à jouer un rôle important dans l'économie du Canada et des provinces, contribuant dans une large mesure au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. En 2009, il a cré directement un emploi sur huit, employant deux millions de personnes et représentant 8,2 % du PIB total.
- Bien que l'agriculture primaire contribue peu à l'économie globale (1,7 % du PIB), elle est au cœur même du système agricole et agroalimentaire. Tout changement sur les marchés des produits de base peut se répercuter sur le rendement de l'agriculture primaire et sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

CONTEXTE GLOBAL

- Les rebondissements des deux dernières années dépendent énormément sur le rendement du système agricole et agroalimentaire; en effet, en 2008 les prix du pétrole brut et des produits de base ont atteint des niveaux sans précédent et ont fléchi ensuite en 2009 à la suite de la grave crise financière mondiale, d'une récession et d'une production de récoltes sans précédent.
- L'instabilité accrue des marchés des produits de base et des taux de change a accentué l'incertitude inhérente à la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires au Canada et à l'échelle mondiale.
- Le secteur agricole et agroalimentaire compte de plus en plus sur les exportations; la part canadienne du commerce mondial des produits du secteur a augmenté depuis les 15 dernières années dans la foulée de la libéralisation du commerce et de l'essor économique mondial. La structure des échanges a aussi changé en raison de l'accroissement des exportations de biens à valeur ajoutée destinées à répondre aux besoins nouveaux.

- De plus, la nouvelle concurrence que posent les économies en plein essor, comme la Chine et le Brésil, a augmenté les défis et les opportunités que présentent les marchés mondiaux.
- Les débouchés extérieurs sont un facteur déterminant de la croissance de la plupart des industries agricoles et agroalimentaires canadiennes. En 2009, le Canada figurait au quatrième rang mondial des pays exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires et au sixième rang des pays importateurs. Ses exportations et importations étaient évaluées à 35,2 milliards de dollars et à 27,9 milliards de dollars, respectivement.
- La compétitivité du secteur dépend de sa capacité à demeurer rentable et viable à long terme par rapport à ses concurrents. La croissance des ventes à long terme sur les marchés intérieur et extérieur révèle que le Canada est demeuré relativement concurrentiel sur les marchés agricoles et agroalimentaires en 2009.

Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

- L'évolution des exigences des consommateurs et de la société entraîne des changements dans l'ensemble du système agricole et agroalimentaire. Les consommateurs réclament des aliments variés, pratiques, respectueux de l'environnement et sains, des aliments qui correspondent à leurs valeurs, comme les produits biologiques et halal, ainsi que des garanties de qualité et de salubrité.
- Au Canada, le coût de l'alimentation figure parmi les plus bas dans le monde, et, ces dernières années, les ménages canadiens ont consacré presque 10 % de leur budget aux achats d'aliments dans les magasins.
- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons se serre de produits primaires. Elle vient au second rang des industries manufacturières au Canada. Elle est importante pour le secteur agricole, étant donné que 42 % de la production agricole lui servent de matières premières.
- En 2009, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a affiché une croissance et a aussi contribué à la hausse du PIB, mais l'augmentation des coûts des intrants, due à la montée des prix et à l'instabilité des taux de change, réduit les marges et a obligé le secteur à modifier ses stratégies commerciales.
- Pour affronter les nouveaux défis et s'adapter aux conditions changeantes du marché, l'agriculture primaire a entrepris de profondes transformations et poursuit sa restructuration, la tendance étant à des fermes moins nombreuses, mais plus grandes. De plus en plus de fermes diversifient leur production, se spécialisent dans certains produits-créneaux comme les produits biologiques, adoptent des méthodes respectueuses de l'environnement ou produisent des biens non traditionnels comme le biogaz et les bioproduits.
- Au Canada, les exploitations agricoles varient selon la taille, l'échelle de production et le type de production. Les exploitants agricoles se distinguent les uns des autres par leurs compétences en gestion et leurs stratégies d'entreprise. Cette diversité peut expliquer les différences de rendement entre les exploitations. Ainsi, certaines familles d'agriculteurs comptent davantage sur un revenu non agricole pour gérer l'incertitude que suscitent les aléas de la production et de la commercialisation, tandis que d'autres diversifient leur production.
- La production brute pour le secteur agricole a augmenté davantage au Canada qu'aux États-Unis pour la période 1961-2005.
- Les fournisseurs d'intrants et de services assurent d'importantes fonctions dans le système agricole et agroalimentaire. En 2009, les producteurs ont engagé des dépenses d'exploitation de plus de 35,3 milliards de dollars, dont la plus grande partie a été consacrée à l'achat d'aliments commerciaux pour animaux. Les diminutions récentes des coûts du carburant, des engrais et des pesticides ont éliminé quelque peu la pression exercée sur les agriculteurs.

Dépenses publiques en faveur du secteur

- L'aide gouvernementale cumulée (fédérale et provinciale) accordée au secteur agricole et agroalimentaire a légèrement augmenté par rapport à 2008-2009 pour atteindre une valeur estimée de 8,4 milliards de dollars en 2009-2010, soit 34 % du PIB total du secteur.
- En 2009-2010, les paiements de programme ont continué à représenter la part la plus importante de l'aide fédérale et provinciale allouée au secteur; suivi des dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.

- L'aide gouvernementale varie selon la province. Ce sont toutefois les agriculteurs de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba qui ont bénéficié le plus de l'aide en proportion du PIB agricole et agroalimentaire provincial.
- Les dépenses publiques en R-D dans le secteur agricole et agroalimentaire sont importantes pour l'innovation et la compétitivité du secteur et augmentent depuis quelques années.
- Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Certains pays ont procédé à des réformes majeures de leur politique agricole, ce qui a donné lieu à une réduction du niveau d'aide et à des changements dans les genres d'aide offerte.
- Mesurée selon l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), l'aide accordée par le Canada pour tous les produits s'élevait à 20 % en 2009, comparativement à 10 % et à 24 % aux États-Unis et en Union européenne, respectivement. En 2009, l'ESP a diminué dans les principaux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui s'explique principalement par la hausse des recettes agricoles brutes et la réduction du soutien des prix du marché qui a découlé de la montée des prix mondiaux.

SECTION A

Section spéciale

Section A1

Entreprises de jeunes agriculteurs

Introduction :

Au Canada, l'avenir de l'agriculture repose surtout sur la capacité du secteur à recruter suffisamment de jeunes agriculteurs possédant les compétences et le savoir-faire requis pour prendre la relève de leurs prédécesseurs de plus en plus vieillissants.

La présente section donne un aperçu des « entreprises de jeunes agriculteurs » (définies comme des fermes exploitées exclusivement par des agriculteurs âgés de 18 à 39 ans) en fournissant des données sur leur nombre relatif, leur répartition selon la taille des fermes et la province ainsi que sur leur rendement financier. Cette analyse ne porte que sur les jeunes agriculteurs qui prennent toutes les décisions d'affaires, de manière à isoler leur influence de celle des jeunes agriculteurs associés à des exploitants plus âgés.

Au Canada, une ferme sur cinq est exploitée par de jeunes agriculteurs

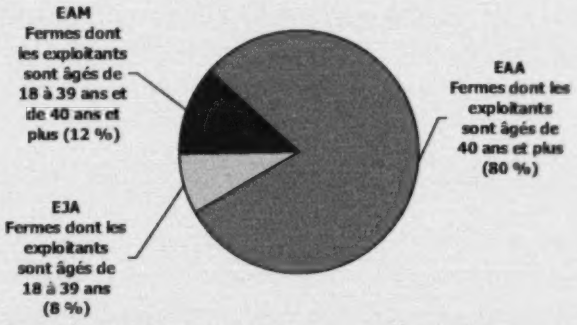
- **En 2008, 20 % des fermes canadiennes étaient exploitées par de jeunes agriculteurs à titre d'entreprise de jeunes agriculteurs (EJA) ou d'entreprise agricole multigénérationnelle (EAM).**

  Près de 8 % des fermes canadiennes étaient exploitées par de jeunes agriculteurs, définies ici comme des entreprises de jeunes agriculteurs (EJA).

  Près de 12 % des fermes étaient exploitées par des agriculteurs de diverses générations (EAM), c'est-à-dire qu'au moins un des exploitants avait moins de 40 ans et les autres 40 ans ou plus.

  Le reste des fermes, soit 80 %, étaient exploitées par des agriculteurs plus âgés (EAA), c'est-à-dire de 40 ans ou plus.

Graphique A1.1
Répartition des fermes par groupe d'exploitants agricoles
2008



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

- **Comme il fallait s'y attendre, les EJA possédaient moins d'expérience en agriculture.**

  Les jeunes exploitants (de moins de 40 ans) avaient en moyenne douze années d'expérience en agriculture.

  Bien entendu, les EAA cumulaient bien plus d'années d'expérience en agriculture. Les exploitants âgés de 60 ans ou plus comptaient en moyenne 40 années d'expérience.

Graphique A1.2
Nombre moyen d'années d'expérience en agriculture de l'exploitant le plus âgé
2008

NOMBRE DE FERMES SELON L'ÂGE DE L'EXPLOITANT LE PLUS ÂGÉ	NOMBRE MOYEN D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE
Moins de 40 ans	12
De 40 à 49 ans	21
De 50 à 59 ans	28
60 ans et plus	40
TOUTES LES FERMES	30

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

NOTE(S) :

CATÉGORIES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES : Les **entreprises de jeunes agriculteurs** (EJA) sont des fermes où tous les exploitants, peu importe leur nombre, sont âgés entre 18 et 39 ans. Les **entreprises agricoles multigénérationnelles** (EAM) sont exploitées conjointement par des jeunes et des exploitants plus âgés (40 ans et plus). Enfin, les **entreprises d'agriculteurs plus âgés** (EAA) sont des fermes dont les exploitants sont âgés de 40 ans et plus.

Les EJA sont plus ou moins bien réparties entre les différents types de fermes

- **Le nombre d'EJA est proportionnellement un peu plus élevé parmi les fermes laitières, porcines et volaille et œufs comparativement à d'autres types de fermes.**

  En 2008, environ 16 % des fermes porcines, 13 % des fermes de volaille et œufs et 10 % des fermes laitières étaient des EJA, tandis que seulement 8 % des fermes de culture de céréales et d'oléagineux et des fermes bovines étaient des EJA.

Graphique A1.3
Nombre et proportion des EJA par type de ferme
2008

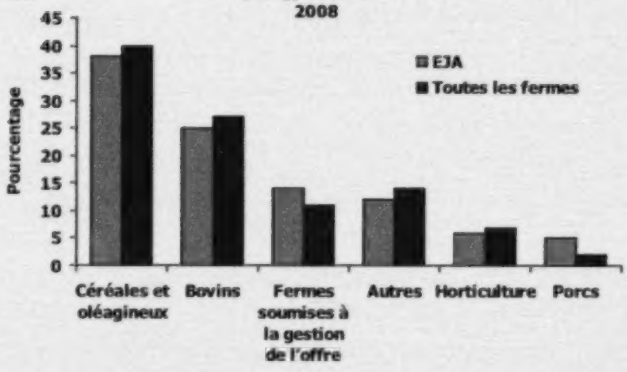
TYPE DE FERME	NOMBRE DE FERMES EJA	PROPORTION DES EJA DANS LE NOMBRE TOTAL DE FERMES
Céréales et oléagineux	4 815	8
Bovins	3 240	8
Autres	1 470	7
Produits laitiers	1 360	10
Horticulture	800	7
Porcs	610	16
Volaille et œufs	430	13
TOUTES LES FERMES	12 725	8

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

- **La plupart des EJA étaient des fermes de culture de céréales et d'oléagineux et des fermes bovines.**

  La majorité des EJA étaient des fermes de culture de céréales et d'oléagineux (38 %) et des fermes bovines (25 %), ce qui correspond à la distribution de l'ensemble des entreprises agricoles par type de ferme.

Graphique A1.4
Distribution des EJA et de toutes les entreprises agricoles par type de ferme
2008



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

Toute proportion gardée, le groupe des EJA comptait davantage de moyennes, grandes et très grandes fermes

- **En 2008, 10 % des moyennes et grandes fermes et 11 % des très grandes fermes étaient des EJA.**

  Dans une certaine mesure, cette distribution peut s'expliquer par le fait que les fermes porcines et celles soumises à la gestion de l'offre étaient généralement de plus grande taille et comptaient proportionnellement plus d'EJA.

  Environ 5 % des fermes évaluées à un million de dollars ou plus étaient des EJA.

  Tout comme l'ensemble des exploitations agricoles était composé d'une proportion appréciable (34 %) de petites fermes, l'ensemble des EJA était aussi composé à 38 % de fermes de petite taille. En chiffres absolus, les EJA comptaient davantage de fermes de petite taille que de toute autre taille.

Graphique A1.5
Nombre et proportion des EJA, par catégorie de revenu
2008

CATÉGORIE DE REVENU	NOMBRE DE FERMES EJA	POURCENTAGE DES EJA DANS LE NOMBRE TOTAL DE FERMES
Petite (10 000 $ à 99 999 $)	4 905	7
Moyenne (100 000 $ à 249 999 $)	3 305	10
Grande (250 000 $ à 499 999 $)	2 515	10
Très grande (500 000 $ à 999 999 $)	1 530	11
Millionnaire (1 000 000 $ et plus)	470	5
TOUTES LES FERMES	12 725	8

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

- **La proportion d'EJA varie d'une province à l'autre.**

  La Saskatchewan et le Québec comptaient proportionnellement davantage d'EJA, soit environ 10 %. La Colombie-Britannique enregistrait la plus faible proportion d'EJA (4 %). En chiffres absolus, la Saskatchewan et l'Ontario comptaient le plus grand nombre d'EJA.

Graphique A1.6
Nombre et proportion des EJA par province
2008

PROVINCE	NOMBRE DE FERMES EJA	POURCENTAGE DES EJA DANS LE NOMBRE TOTAL DES FERMES
Provinces de l'Atlantique	350	7
Québec	2 505	10
Ontario	3 055	8
Manitoba	940	7
Saskatchewan	3 255	10
Alberta	2 260	7
Colombie-Britannique	360	4
CANADA	12 725	8

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

Les EJA ont loué une plus grande partie de leurs terres afin d'augmenter leur capacité de production

- **En général, les EJA semblait exploiter moins d'acres et ont loué davantage de terres que les autres entreprises agricoles.**

  En 2008, les EJA ont loué en moyenne 375 acres, soit 48 % de la totalité des 775 acres exploités en moyenne, alors que les autres entreprises agricoles n'ont loué que 330 acres, ce qui ne représentait que 35 % des 940 acres exploités.

  Par ailleurs, les autres entreprises agricoles possédaient une plus grande proportion des terres qu'elles exploitaient, soit 65 %, alors que les EJA en possédaient (52 %).

  Le nombre moyen d'acres exploités par les EJA était inférieur (775) au nombre moyen d'acres exploités par les autres entreprises agricoles (940).

Graphique A1.7
Superficie moyenne des terres possédées et des terres louées
2008

	EJA	AUTRES FERMES
Terres possédées et exploitées	400 (52 %)	615 (65 %)
Terres louées	375 (48 %)	330 (35 %)
Total des terres exploitées	775 (100 %)	940 (100 %)

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

NOTE(S) :

Les **autres entreprises agricoles** comprennent les EAM et les EAA.

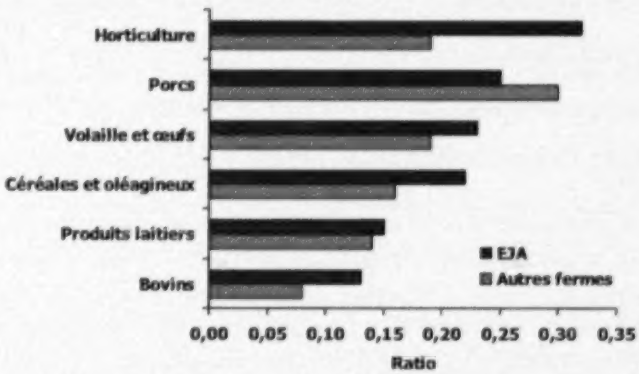
Les EJA ont engendré plus de revenus bruts de leur actif agricole que les autres entreprises agricoles, et cette différence varie selon le type et la taille de la ferme

- **Les EJA, surtout les fermes horticoles, ont engendré plus de revenus bruts de leur actif agricole que les autres entreprises agricoles.**

  Si l'on se fonde sur le revenu brut généré par dollar d'actif agricole, les EJA ont utilisé leur actif agricole plus efficacement que les autres entreprises agricoles, à l'exception des fermes porcines. Quant aux fermes horticoles en particulier, les EJA ont généré un revenu brut de 0,32 $ par dollar d'actif comparativement à 0,19 $ pour les autres entreprises agricoles.

  Les jeunes agriculteurs exploitant des fermes porcines ont tiré de leur actif agricole un revenu légèrement inférieur à celui des autres entreprises agricoles (0,28 $ contre 0,31 $, respectivement).

Graphique A1.8
Revenu brut par dollar d'actif agricole selon le type de ferme
2008

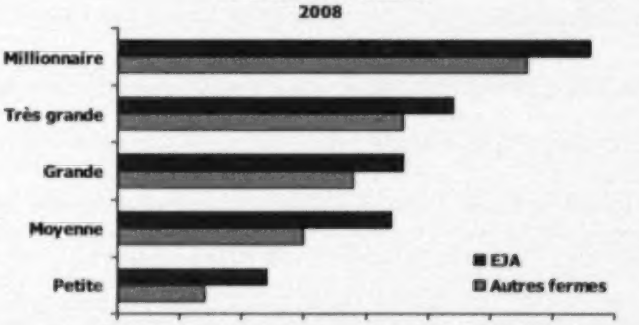


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.
Nota : 1) Tous les ratios sont établis selon la valeur médiane.
2) La valeur de l'actif agricole est exprimée selon sa valeur marchande.

- **Si l'on tient compte de la taille des fermes, les EJA ont tiré de leur actif agricole un revenu brut supérieur à celui des autres entreprises agricoles, peu importe leur taille.**

  Les EJA moyennes ont réalisé un ratio revenu brut/actif en dollars de 0,22 $ comparativement à 0,15 $ pour les autres entreprises agricoles de même taille. Les EJA d'une valeur de 1 millions de dollars ou plus affichaient elles aussi un revenu brut/actif en dollars supérieur à celui des autres entreprises agricoles, soit 0,40 $ comparativement à 0,35 $.

Graphique A1.9
Revenu brut par dollar d'actif agricole selon la taille de la ferme
2008



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.
Nota : 1) Tous les ratios sont établis selon la valeur médiane.
2) La valeur de l'actif agricole est exprimée selon sa valeur marchande.

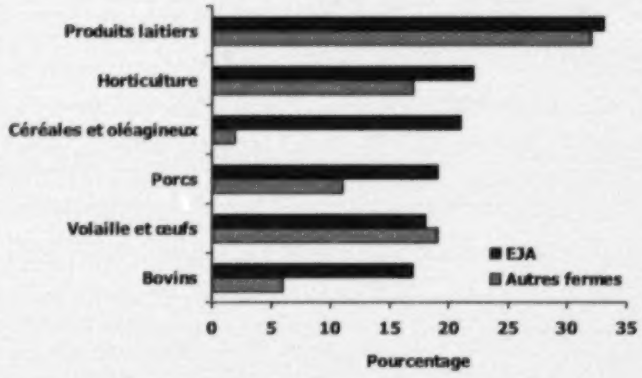
Les EJA ont dégagé des marges bénéficiaires supérieures, ce qui témoigne d'un meilleur rendement agricole

- **Pour la plupart des principaux types de fermes, les EJA ont dégagé des marges bénéficiaires supérieures à celles des autres entreprises agricoles.**

  En 2008, de tous les types de fermes, ce sont les fermes laitières, toutes catégories d'entreprises agricoles confondues, qui ont déclaré les marges bénéficiaires les plus élevées.

  En général, les fermes d'élevage de volaille et de production d'œufs exploitées par de jeunes agriculteurs ont dégagé des marges bénéficiaires légèrement inférieures à celles des autres entreprises agricoles. Par ailleurs, les EJA faisant l'élevage de bovins et la culture de céréales et d'oléagineux ont affiché des marges bénéficiaires nettement plus élevées

Graphique A1.10
Ratio de marge bénéficiaire selon le type de ferme
2008

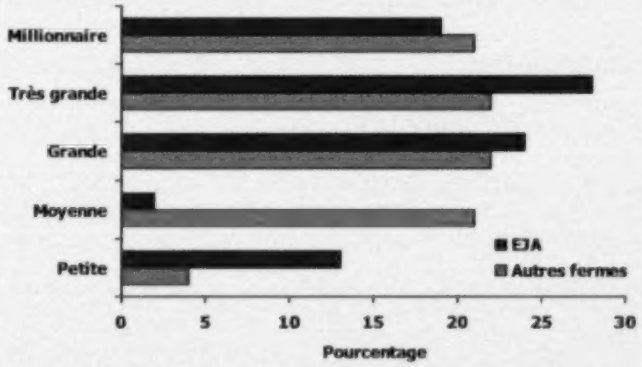


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.
Nota : Tous les ratios sont établis selon la valeur médiane.

- **Les marges bénéficiaires des EJA de certaines catégories de taille étaient supérieures à celles des autres entreprises, particulièrement les petites, les grandes et les très grandes fermes.**

  Les marges bénéficiaires octroyées par les EJA d'une valeur de 1 millions de dollars ou plus, et de taille moyenne étaient inférieures à celles des autres entreprises agricoles de même taille. En moyenne, cependant, les EJA ont réalisé des marges bénéficiaires supérieures à celles des autres entreprises agricoles.

Graphique A1.11
Ratio de marge bénéficiaire selon la taille de la ferme
2008



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.
Nota : Tous les ratios sont établis selon la valeur médiane.

NOTE(S) :

Le ratio de marge bénéficiaire est établi selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Revenus nets d'exploitation + Intérêts débiteurs}}{\text{Revenu brut}}$$

Si on tient compte de toutes les sources de revenus, on constate que les EJA ont tiré plus de revenus de leurs activités agricoles et moins d'autres sources non agricoles que les autres exploitations

- **Les EJA ont tiré en moyenne presque la moitié de leur revenu familial de leurs activités agricoles et une plus petite proportion de leur source de revenu non agricoles comparativement aux autres exploitations.**

  Les EJA ont tiré 48,5 % de leur revenu familial total d'activités agricoles comparativement à 44,2 % pour les autres entreprises agricoles. En chiffres absolus, le revenu provenant de la ferme est presque identique chez les EJA et les autres entreprises agricoles.

  Les revenus non agricoles participaient pour 51,5 % au revenu familial total des EJA, contre 55,8 % dans le cas des autres entreprises agricoles.

  Cependant, parce que les autres entreprises agricoles ont touché des revenus de pension et de placement nettement plus élevés (16 700 $), elles ont enregistré un revenu familial total supérieur à celui des EJA (94 300 $ comparativement à 85 700 $) en termes absolus.

Graphique A1.12
Sources de revenu des familles agricoles
2008

	EJA	AUTRES FERMES
	POURCENTAGE	
Part familiale du revenu net d'exploitation*	39,9	34,5
Salaires agric. et autres salaires payés aux membres de la famille	8,6	9,7
Revenu total de sources agricoles	48,5	44,2
Revenus d'emplois hors ferme	45,7	38,1
Autres revenus hors ferme (placements, pensions, etc.)	5,8	17,7
Revenu hors ferme total	51,5	55,8
REVENU FAMILIAL TOTAL	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.
Nota : *Part familiale du revenu net d'exploitation avant la déduction pour amortissement.

NOTE(S) :

Le **revenu d'emploi hors ferme** : comprend les revenus d'emploi provenant d'autres sources que l'exploitation de la ferme (salaires et traitements bruts) ainsi que les revenus nets d'un travail indépendant non agricole (revenu d'entreprise, honoraires, commissions, revenu de pêche).

Les **autres revenus hors ferme** : comprennent les revenus de placement (intérêts, gains en capital imposables et dividendes) ne provenant pas de l'exploitation de la ferme, les pensions et autres prestations provenant de programmes gouvernementaux destinés aux familles ou aux particuliers ainsi que les autres revenus hors ferme.

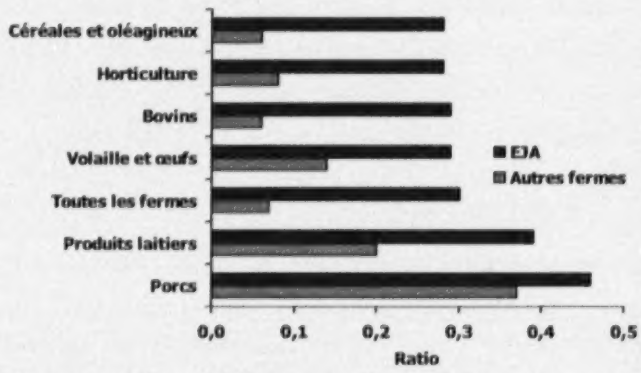
Les EJA affichaient des ratios de la dette sur l'actif le plus élevés que les autres entreprises agricoles, peu importe le type de ferme

- **Les ratios de la dette sur l'actif des EJA étaient nettement plus élevés que ceux des autres entreprises agricoles, peu importe le type de ferme.**

  En 2008, les ratios de la dette sur l'actif les plus élevés ont été enregistrés par les fermes porcines, toutes catégories d'entreprise agricole confondues.

  Les EJA affichent généralement des ratios de la dette sur l'actif les plus élevés que les autres entreprises agricoles parce qu'elles ont probablement contracté davantage de prêts et remboursé une moins grande partie de leurs dettes. Cela s'explique du fait qu'elles viennent de se lancer en affaires et ont moins d'expérience; elles n'ont donc que récemment investi dans des terres, des bâtiments, de la machinerie, du matériel, des immobilisations nouvelles et des contingents, de sorte qu'elles ont probablement un haut niveau de la dette sur l'actif.

Graphique A1.13
Ratio de la dette sur l'actif par type de ferme
2008

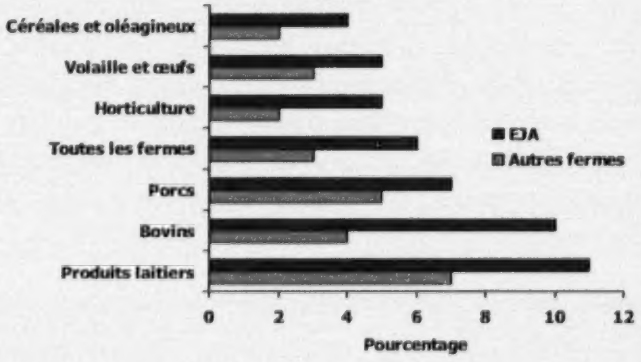


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.
Nota : La valeur de l'actif agricole est exprimée selon sa valeur marchande.

- **Les hauts niveaux d'endettement des EJA leur ont occasionné des frais d'intérêt plus élevés que ceux des autres entreprises agricoles.**

  En 2008, la part du revenu brut total versée au titre des frais d'intérêt par les jeunes agriculteurs exploitant des fermes laitières et bovines était plus élevée que celle des autres entreprises agricoles.

Graphique A1.14
Frais d'intérêt en pourcentage du revenu brut par type de ferme
2008



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

En raison des niveaux d'endettement plus élevés, la valeur nette des EJA était inférieure à celle des autres entreprises agricoles

- **En 2008, la valeur nette moyenne des EJA était inférieure à celle des autres entreprises agricoles.**

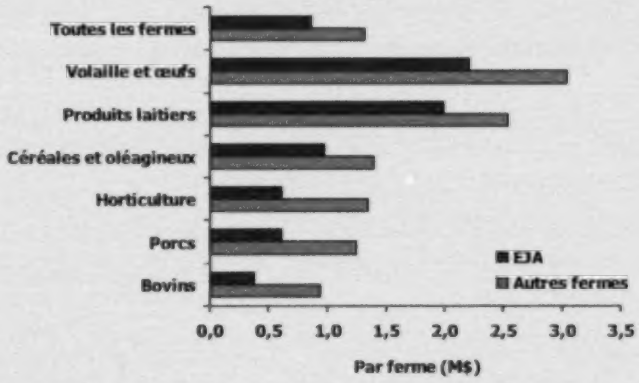
  La valeur nette moyenne de chaque EJA s'élevait à 861 000 $ comparativement à 1,32 millions de dollars pour les autres entreprises agricoles.

  La valeur nette des EJA était généralement inférieure à celle des autres entreprises agricoles, tous types de fermes confondus.

  Les fermes de production laitière et d'élevage de volaille et de production d'œufs exploitées par de jeunes agriculteurs ont enregistré une plus grande valeur nette, tandis que les fermes porcines et bovines avaient une valeur nette moins élevée.

  La valeur nette des fermes horticoles, porcines et bovines exploitées par de jeunes agriculteurs était environ deux fois moins élevée que celle des autres entreprises agricoles des mêmes types.

Graphique A1.15
Valeur nette moyenne par type de ferme
2008

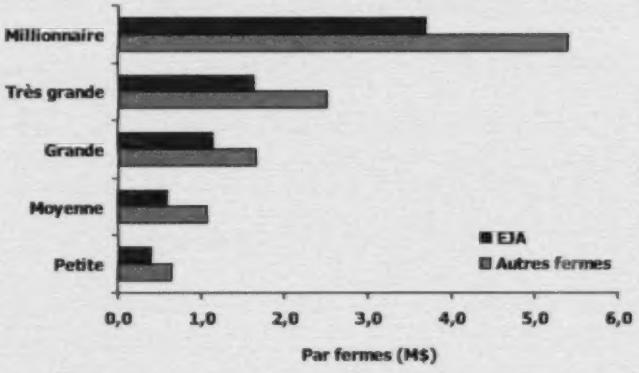


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

- **Selon la catégorie de revenu, ce sont les grandes fermes qui ont enregistré les valeurs nettes les plus élevées, toutes catégories d'entreprises agricoles confondues.**

  La valeur nette des fermes de 1 millions de dollars ou plus exploitées par de jeunes agriculteurs était la plus élevée de toutes les fermes des autres tailles, suivie de celle des très grandes fermes. En 2008, les petites EJA enregistraient la valeur nette la plus faible de l'ensemble des EJA.

Graphique A1.16
Valeur nette moyenne selon la catégorie de revenu
2008



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, année de référence 2008.

NOTE(S) :

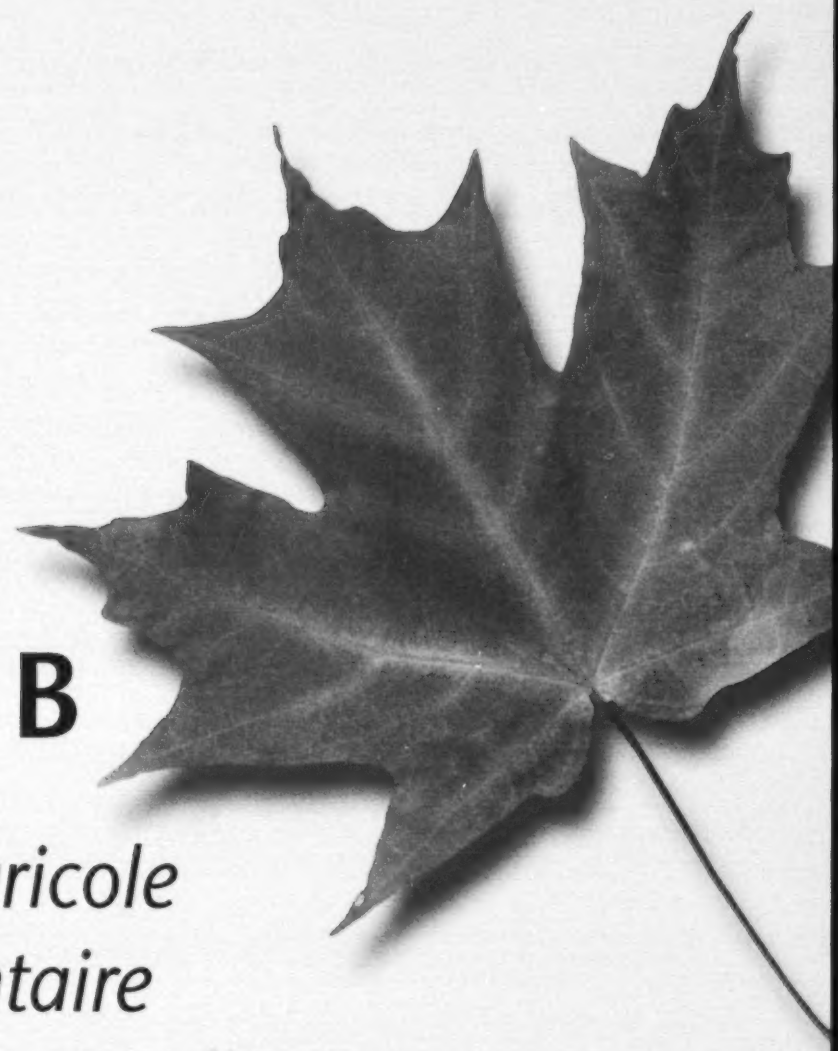
Valeur nette : Total de l'actif de la ferme moins le total de son passif.

Sommaire :

Étant donné l'importance pour le Canada de développer sa capacité de production agricole de manière à assurer la prospérité et la compétitivité futures du secteur, il convient de jauger l'essor des EJA. On se demande si le Canada compte suffisamment de jeunes agriculteurs possédant les compétences et le savoir-faire nécessaires pour innover et prospérer dans la nouvelle réalité du marché mondial, tout en faisant preuve de résilience et de souplesse.

La présente section donne un aperçu des EJA canadiennes et de leur répartition selon la province, le type de ferme et la taille de l'exploitation. Il est essentiel de prendre connaissance du rendement financier des EJA canadiennes.

Leur niveau d'endettement était nettement plus élevé que celui des autres entreprises agricoles, ce qui n'est pas surprenant, étant donné que les EJA sont des entreprises en début de croissance qui doivent encore rembourser des éléments d'actif récemment acquis, tels que de la machinerie et du matériel, des terres, des bâtiments, du bétail et, dans certains cas, des contingents.



SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

Section B1

PIB et emploi

Introduction :

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui joue un rôle important dans l'économie. Il contribue directement, indirectement et de manière significative au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada, mais son importance varie selon la province.

En 2009, le PIB et l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire ont subi les effets de la récession économique, de l'appréciation du dollar et de la baisse des prix des produits de base. Tandis que l'emploi dans la vente au détail d'aliments et dans l'agriculture primaire s'est accru, il s'est détérioré dans l'industrie des services alimentaires.

Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8,2 % du produit intérieur brut (PIB) canadien en 2009.**

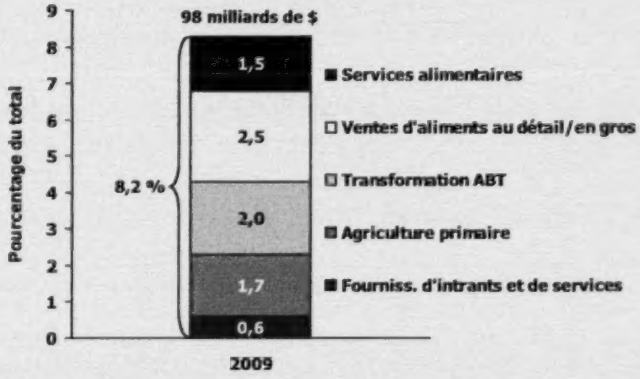
  L'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire (2,5 %), suivie par la transformation des aliments, des boissons et du tabac (2 %).

  L'agriculture primaire participait pour environ 1,7 % au PIB en 2009.

  En 2009, le système agricole et agroalimentaire dans son ensemble a participé à hauteur de 98 milliards de dollars au PIB, une légère baisse comparativement aux 99 milliards de dollars enregistrés en 2008, essentiellement due au recul du PIB agricole.

  La part de la vente d'aliments au détail dans le PIB a légèrement augmenté, passant de 2,4 % à 2,5 %, les consommateurs ayant acheté davantage de nourriture dans les magasins.

Graphique B1.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
2009*



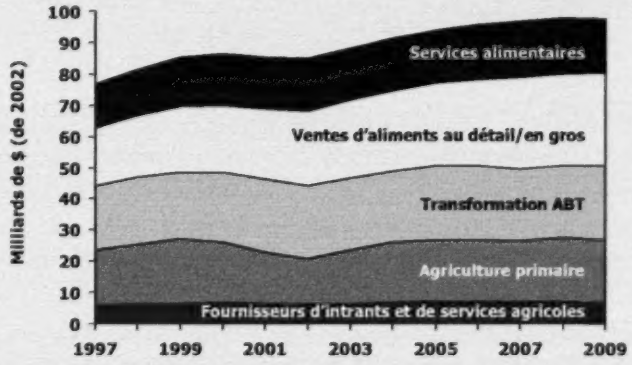
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2009 sont préliminaires.

- **Depuis 1997, le système agricole et agroalimentaire dans son ensemble affiche un taux de croissance annuel moyen de 2,3 % soit un taux inférieur à celui de l'économie générale, qui est de 3,0 %.**

  La vente d'aliments au détail et en gros est la composante qui a connu la croissance la plus rapide, affichant un taux annuel moyen de 4,7 %. La part de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) dans le PIB a crû de part et d'autre au taux annuel moyen de 1,3 %.

  En 2009, la contribution de l'industrie de la restauration et de l'agriculture primaire au PIB a légèrement diminué en raison des effets de la récession et de la baisse des prix des produits de base.

Graphique B1.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
1997-2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2009 sont préliminaires.

NOTE(S) :

Consulter le glossaire pour les définitions du système et du secteur agricoles et agroalimentaires.

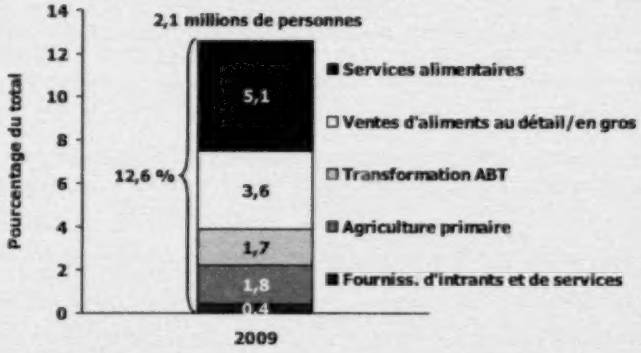
Le système agricole et agroalimentaire apporte également une importante contribution à l'emploi au Canada

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien était à l'origine d'un emploi sur huit en 2009 et employait plus de deux millions de personnes.**

  En 2009, l'industrie de la restauration était le principal employeur dans le système agricole et agroalimentaire, suivie de l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros.

  Le taux d'emploi dans l'agriculture primaire (1,8 %) continue de diminuer par rapport au nombre total d'emplois.

Graphique B1.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
2009



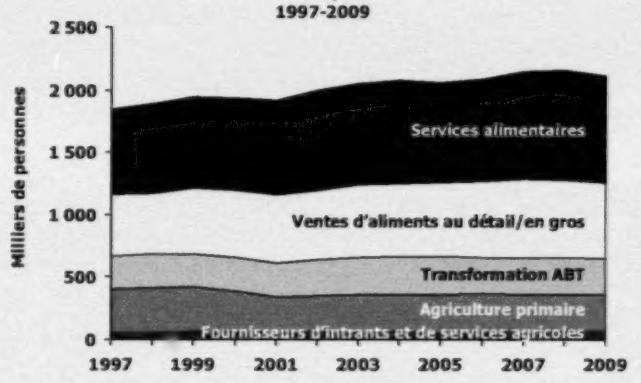
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Depuis 1997, l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire affiche une croissance annuelle moyenne de 1,2 %, soit un taux inférieur à celui de l'ensemble de la population active, établi à 2,0 %.**

  L'industrie de la restauration, principal employeur du système agricole et agroalimentaire, a aussi enregistré le taux de croissance annuel moyen le plus élevé (2,0 %). En 2009, l'emploi dans la restauration a diminué considérablement (près de 3 %) en raison des effets de la récession.

  L'agriculture primaire et la transformation des aliments employaient chacune environ 1,8 % de la population active. L'emploi dans l'agriculture primaire a diminué mais, celui de l'industrie de la transformation des aliments, a augmenté au rythme annuel moyen de 1,2 % depuis 1997.

Graphique B1.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
1997-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

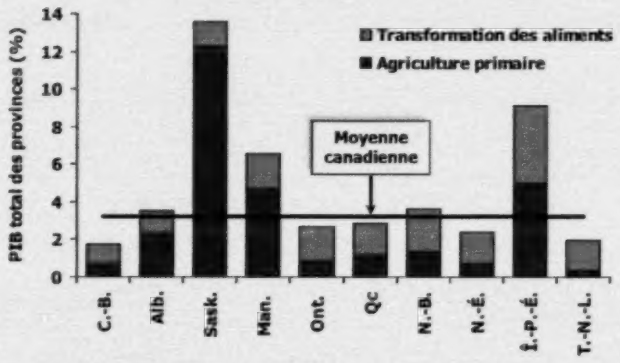
Le secteur agricole et agroalimentaire est une importante source d'activité économique dans la plupart des provinces

- **En 2009, du point de vue de leur contribution au PIB provincial total, l'agriculture et la transformation des aliments jouaient le rôle le plus important en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard, y représentant respectivement près de 13 % et près de 9 % du PIB provincial.**

  La contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments varie selon les provinces. À l'est du Manitoba (sauf à l'Île-du-Prince-Édouard), la part de la transformation des aliments dans le PIB provincial était plus grande que celle de l'agriculture.

  Dans les Prairies, l'agriculture primaire joue un rôle dominant dans le secteur agricole et agroalimentaire.

Graphique B1.5
Contribution de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB des provinces
2009*

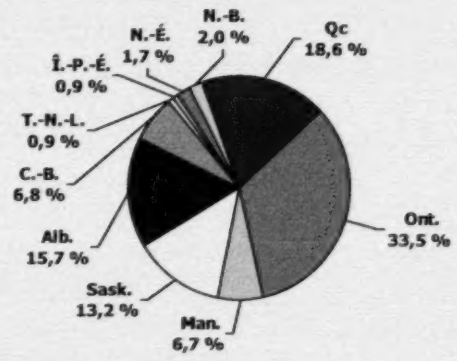


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2009 sont préliminaires.

- **La contribution de chaque province au PIB total de l'agriculture et de la transformation des aliments varie d'une province à l'autre.**

  En 2009, l'Ontario, le Québec et l'Alberta ont participé pour près de 70 % au PIB total de l'agriculture et de la transformation des aliments.

Graphique B1.6
Contribution des provinces au PIB canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments
2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2009 sont préliminaires.

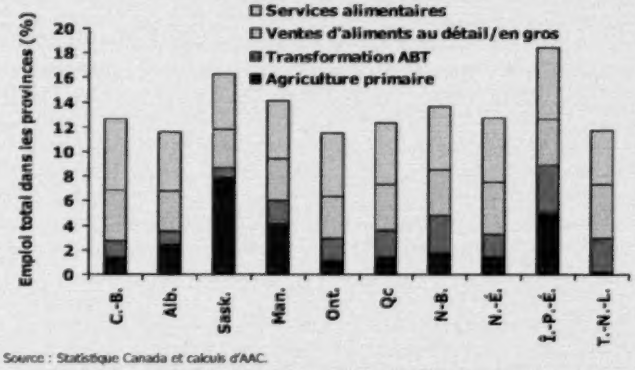
Le système agricole et agroalimentaire est également un employeur important dans la plupart des économies provinciales

- **En 2009, le système agricole et agroalimentaire était le plus gros employeur à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan (18 % et 16 %, respectivement).**

  Dans la plupart des provinces, la restauration représente la plus importante source de l'emploi total dans le système agricole et agroalimentaire, suivie de la vente d'aliments au détail et en gros.

  La Saskatchewan faisait exception, l'agriculture primaire contribuant davantage que les autres provinces à l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire. À l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba, l'agriculture primaire venait au second rang des employeurs, après la restauration.

Graphique B1.7
Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces
2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

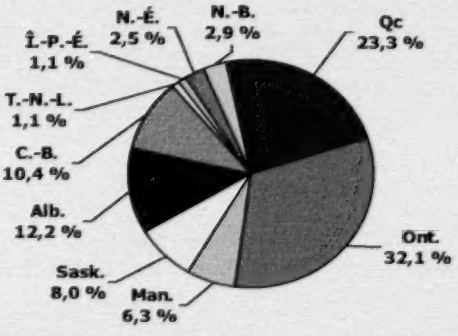
Nota : Les fournisseurs provinciaux d'intrants et de services agricoles ont été exclus en raison de préoccupations, exprimées par de nombreuses branches de l'industrie, quant à la fiabilité et à la confidentialité des données.
*Les données de 2009 sont préliminaires.

- **C'est en Ontario et au Québec que l'agriculture et la transformation des aliments contribuent le plus à l'emploi.**

  En 2009, l'Ontario, le Québec et l'Alberta participaient pour presque 70 % de l'emploi dans ces deux branches d'activité.

  En 2009, l'emploi dans le secteur agroalimentaire s'est accru en Alberta et au Manitoba, mais a baissé au Québec et en Colombie-Britannique.

Graphique B1.8
Contribution des provinces à l'emploi dans le secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments
2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2009 sont préliminaires.

SECTION B2

Commerce international

INTRODUCTION :

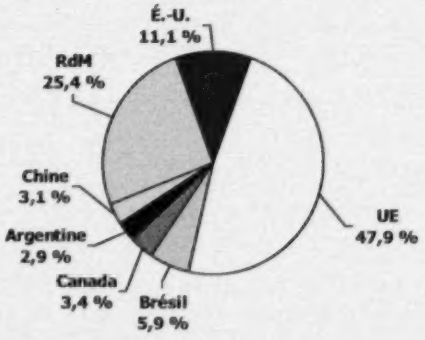
En 2009, les exportations étaient toujours un élément clé du succès du secteur agricole et agroalimentaire canadien. En général, les produits de base canadiens étaient essentiellement destinés au marché américain, quoiqu'à différents degrés le Canada a exporté des céréales et des produits céréaliers dans plus de 110 pays. Pour ce qui est de la croissance des exportations, une baisse générale des prix par rapport à 2008 a contribué à diminuer la valeur des exportations de bon nombre de produits de base en 2009, alors que les volumes d'exportation de la plupart des catégories de produits de base ont continué d'augmenter ou sont demeurés stables. Les avantages du commerce international ne se limitent pas aux ventes à l'exportation. Les échanges permettent en effet aux Canadiens de se procurer un plus large éventail de produits, ce dont témoigne la diversité des importations en 2009.

Le Canada est un acteur important sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires

- **En 2009, le Canada, dont les ventes à l'exportation se sont chiffrées à 35,2 milliards de dollars, a contribué pour 3,4 % à la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales.**

  Le Canada venait au quatrième rang des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde, derrière l'Union européenne, les États-Unis et le Brésil.

Graphique B2.1
Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine
2009



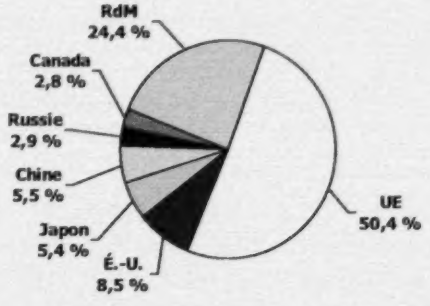
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

Nota : 1) Exclut les produits de la mer (frais et transformés).
2) Inclut le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

- **En 2009, le Canada a importé des produits agricoles et agroalimentaires d'une valeur de 27,9 milliards de dollars, soit 2,8 % de la valeur mondiale des importations.**

  Le Canada était le sixième importateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires, derrière l'Union européenne, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie.

Graphique B2.2
Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination
2009



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

Nota : 1) Exclut les produits de la mer (frais et transformés).
2) Inclut le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

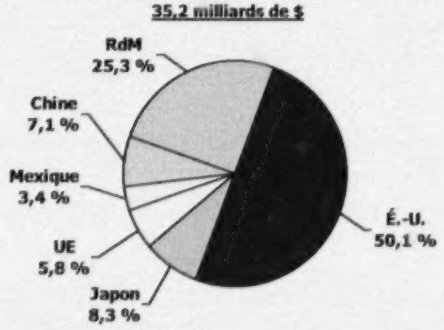
Les États Unis demeurent le principal marché d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires canadiens

- **En 2009, les États-Unis ont acheté la moitié de la valeur des exportations totales canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.**

  Le Japon, l'Union européenne, la Chine et le Mexique ont acheté 24,6 % des exportations canadiennes. Cent soixante-sept pays ont absorbé le dernier quart des ventes à l'exportation.

  La dépendance du Canada envers le marché américain s'est atténuée. En effet, le pourcentage des exportations canadiennes destinées aux États-Unis a diminué par rapport au sommet de 67 % atteint en 2002, mais se situait au-dessus du 31 % enregistré en 1988.

Graphique B2.3
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires
2009



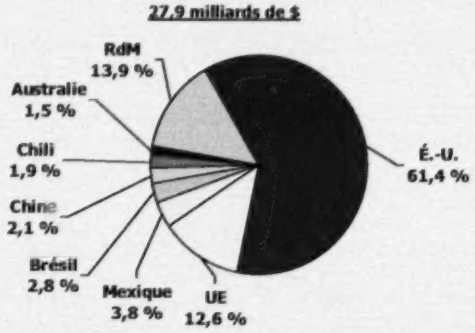
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

- **En 2009, les États-Unis étaient à l'origine de 61,4 % de la valeur des produits agricoles et agroalimentaires importés par le Canada.**

  L'Union européenne, le Mexique, le Brésil, la Chine, le Chili et l'Australie ont été à l'origine d'environ le quart des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

  La proportion des importations provenant de ces pays n'ont pas beaucoup changé ces vingt dernières années.

Graphique B2.4
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires
2009



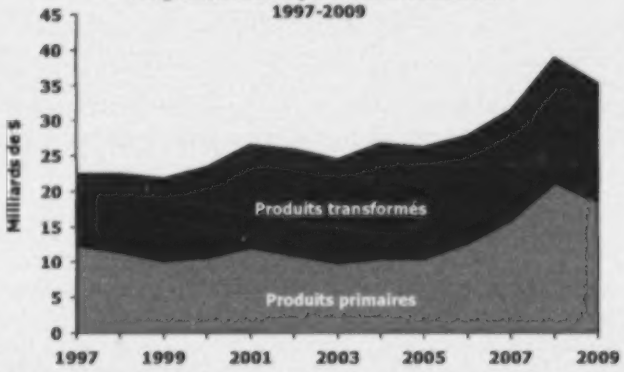
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En 2009, la valeur des importations et des exportations de produits agricoles et agroalimentaires a enregistré une baisse par rapport à 2008, mais est demeurée plus élevée que les valeurs des années précédentes

- **En 2009, la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, chiffrée à 35,2 milliards de dollars, accusait une baisse par rapport à la valeur de 38,9 milliards de dollars enregistrée en 2008, en partie en raison de la diminution des prix à l'exportation.**

La valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires est passée de 12,2 milliards de dollars en 1997 à 18,3 milliards de dollars en 2009, et celle des exportations de produits transformés est passée de 10,2 milliards de dollars à 16,8 milliards de dollars au cours de la même période.

Graphique B2.5
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés 1997-2009

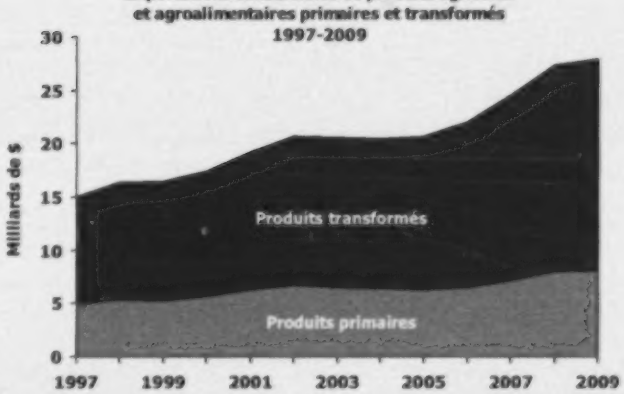


Source : Statistique Canada et *calculs d'AAC*.
Nota : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

- **En 2009, la valeur totale des importations agricoles et agroalimentaires canadiennes, à 27,9 milliards de dollars, accusait une légère hausse par rapport à la valeur de 27,4 milliards de dollars enregistrée en 2008.**

La valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires transformés s'est accrue pour passer de 10,1 milliards de dollars en 1997 à 19,9 milliards de dollars en 2009. Au cours de la même période, la valeur des importations de produits primaires est passée de 4,9 milliards de dollars à 8,1 milliards de dollars.

Graphique B2.6
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés 1997-2009



Source : Statistique Canada et *calculs d'AAC*.

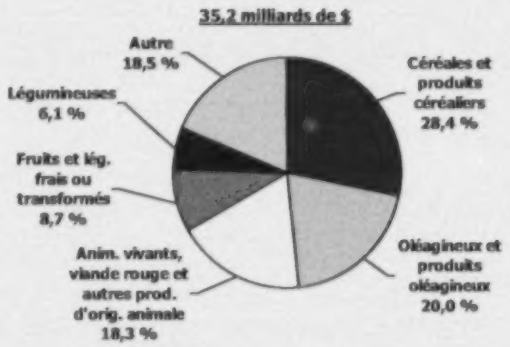
Les deux tiers de la valeur des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, se répartissent dans trois grandes catégories, alors que les importations sont plus variées

- **En 2009, les céréales et les produits céréaliers représentaient 28,4 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, laquelle se chiffrait à 35,2 milliards de dollars.**

  Les oléagineux et les produits oléagineux, deuxième catégorie en importance, représentaient 20 % des ventes à l'exportation, tandis que les animaux vivants, la viande rouge et les autres produits d'origine animale sont intervenus pour 18,3 % dans les exportations.

  Parmi les autres grandes catégories d'exportations figuraient les produits à base de fruits et de légumes frais ou transformés (8,7 %) et les légumineuses (6,1 %).

Graphique B2.7
Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits
2009

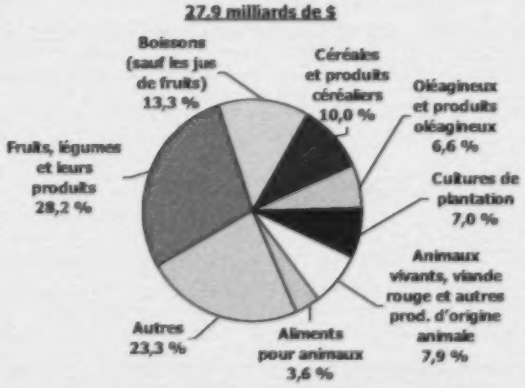


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

- **En 2009, les fruits, les légumes et leurs produits, dont les jus de fruits, ont contribué à plus du quart de la valeur des importations agricoles et agroalimentaires canadiennes.**

  Les boissons, à 13,3 %, et les céréales et produits céréaliers, à 10,0 %, constituaient respectivement les deuxième et troisième catégories en importance au chapitre de la valeur des importations.

Graphique B2.8
Composition des importations canadiennes par catégorie de produits
2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

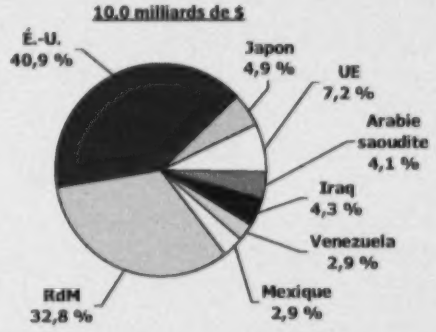
Les prix à l'exportation des céréales et des produits céréaliers canadiens sont demeurés élevés en 2009 comparativement aux années précédentes

- **Le Canada a exporté des céréales et des produits céréaliers sur divers marchés.**

  Même si les États-Unis restent un marché majeur avec 40,9 % des exportations canadiennes, le Canada a aussi exporté ses céréales et produits céréaliers à 110 autres pays en 2009.

  Du point de vue de la valeur, le blé (blé roux de printemps, blé blanc d'hiver et blé dur) représentait la majeure partie des exportations canadiennes des céréales et produits céréaliers.

Graphique B2.9
Destinations des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers
2009

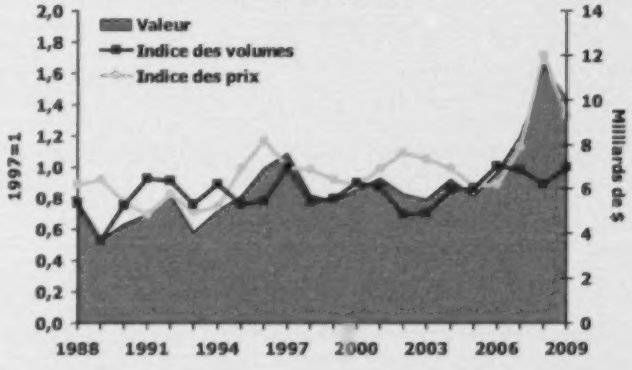


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

- **Bien que les prix des céréales et des produits céréaliers aient quelque peu baissé depuis le sommet atteint en 2008, ils sont restés élevés par rapport à ce qu'ils étaient durant les années 1990 et au début des années 2000.**

  En 2009, les volumes d'exportations de céréales et de produits céréaliers sont restés relativement stables; les ventes se sont chiffrées à 10 milliards de dollars, en baisse par rapport à la valeur de 11,5 milliards de dollars enregistrée en 2008, mais bien au-dessus des valeurs des années précédentes.

Graphique B2.10
Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers : indices des prix et des volumes
1988-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

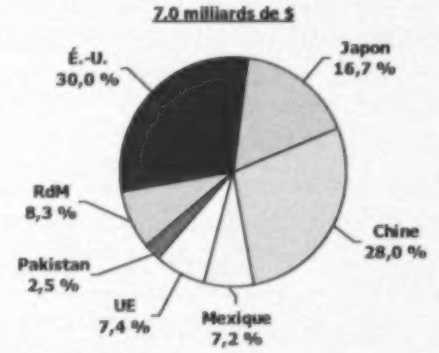
Les volumes d'exportations d'oléagineux et de produits oléagineux ont continué de s'accroître en 2009, la Chine devenant un marché d'exportation presque aussi important que les États Unis

- **En 2009, les États-Unis et la Chine étaient les deux principaux marchés d'exportation d'oléagineux et des produits d'oléagineux représentaient respectivement 30 % et 28 % des exportations canadiennes.**

  À la différence des céréales et des produits céréaliers, le Canada expédie ses oléagineux et leurs produits à un petit nombre de marchés relativement importants. Les dix principaux marchés représentent plus de 95 % de ses exportations.

  Les principaux oléagineux et produits oléagineux exportés par le Canada sont, selon leur valeur, le canola, le colza, l'huile de canola et le soya.

Graphique B2.11
Destinations des exportations canadiennes d'oléagineux et de leurs produits
2009

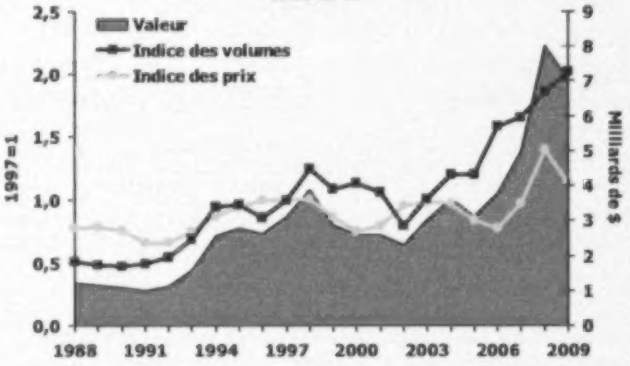


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

- **La croissance soutenue des volumes d'exportations d'oléagineux et des produits d'oléagineux depuis plusieurs années a contribué à une valeur des exportations de 7,0 milliards de dollars en 2009.**

  L'augmentation des prix des oléagineux et de leurs produits en 2008 et leur baisse en 2009 ont contribué à la fluctuation de la valeur des exportations.

Graphique B2.12
Exportations d'oléagineux et de leurs produits : indices des prix et des volumes
1988-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

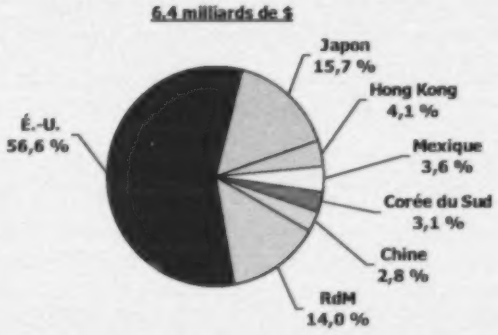
La valeur des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale a été influencée par l'accroissement des volumes d'exportation, les États Unis étant toujours le principal marché

- **En 2009, les États-Unis constituaient le marché d'exportation le plus important du Canada pour ce qui est des animaux vivants, de la viande rouge et des autres produits d'origine animale, et ont représenté 56,6 % des ventes.**

  Les ventes du Canada au États-Unis ont été presque quatre fois plus importantes que par rapport à son deuxième marché d'exportation, le Japon.

  Les principales exportations canadiennes dans cette catégorie ont été la viande de porc fraîche ou surgelée ainsi que les bovins de boucherie et les bovins non laitiers.

Graphique B2.13
Destinations des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale
2009



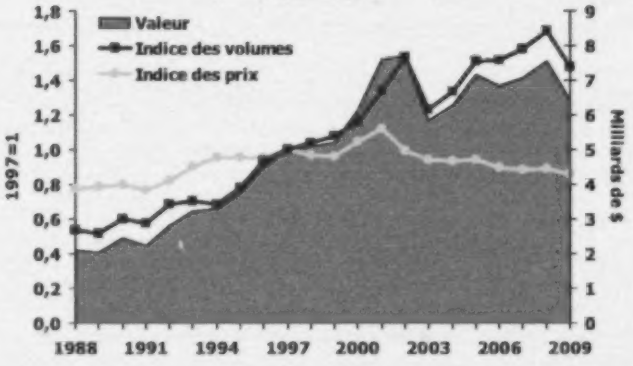
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

- **La croissance de la valeur des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale enregistrée entre 1988 et 2009 a été surtout attribuable à l'augmentation du volume des exportations.**

  En revanche, les prix à l'exportation ont légèrement augmenté de 1988 à 2001, avant de baisser graduellement jusqu'en 2009. La valeur des exportations est passée de 2,1 milliards de dollars en 1988 à 6,4 milliards de dollars en 2009.

  En 2003, les restrictions américaines à la frontière visant les bovins vivants canadiens suite à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ainsi que la baisse des exportations destinées aux États-Unis en 2009 suivant les prescriptions sur l'étiquetage indiquant le pays d'origine ont accru l'instabilité des exportations. En outre, la diminution du volume des exportations de viande rouge s'est traduite par un ralentissement de la croissance des exportations de cette catégorie.

Graphique B2.14
Exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale : indices des prix et des volumes
1988-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Inclut les marchandises réimportées au Canada.

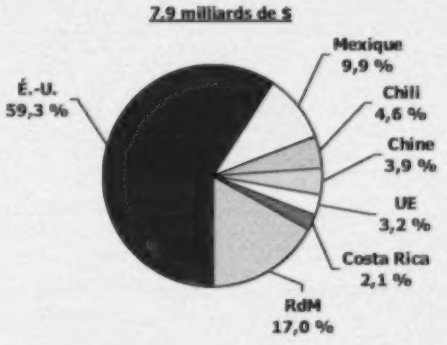
La valeur des importations canadiennes de fruits, de légumes et de leurs produits s'est accrue au fil du temps, stimulée par l'augmentation constante des prix et des volumes

- **En 2009, les États-Unis ont été la source de près de 60 % des importations canadiennes en valeur de fruits, de légumes et de leurs produits au Canada.**

  Le Mexique s'est classé au deuxième rang, contribuant pour environ le dixième de nos importations en valeur de fruits, de légumes et de leurs produits.

  En termes monétaires, les jus de fruits constituaient la plus importante composante des importations de la catégorie des fruits, des légumes et de leurs produits. Ils représentaient toutefois moins de 10 % de la valeur totale des importations. Le Canada a importé une grande variété de fruits et de légumes.

Graphique B2.15
Importations canadiennes de fruits, de légumes et de leurs produits* selon l'origine
2009

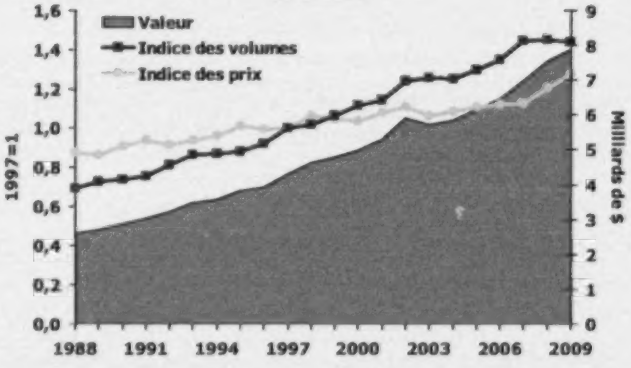


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Inclut les jus de fruits et les autres produits transformés.

- **L'accroissement constant du volume des importations et la hausse des prix, quoique plus faible, ont contribué à l'augmentation soutenue de la valeur des importations canadiennes de fruits, de légumes et de leurs produits entre 1988 et 2009.**

  La valeur des importations s'est accrue pour passer de 2,6 milliards de dollars en 1988 à 7,9 milliards de dollarsmilliards de dollars en 2009.

Graphique B2.16
Importations canadiennes de fruits, de légumes et de leurs produits* : indices des prix et des volumes
1988-2009



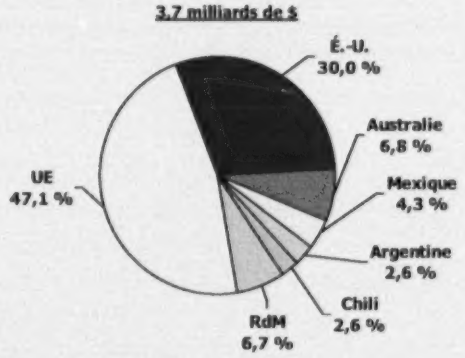
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Inclut les jus de fruits et les autres produits transformés.

Le Canada a importé davantage de boissons en 2009 qu'au cours de chacune des 20 dernières années, et ce, principalement de l'Union européenne et des États Unis

- **En 2009, l'Union européenne et les États-Unis sont à l'origine de 47,1 % et de 30 % des importations canadiennes de boissons (à l'exception des jus de fruits).**

  Les produits alcoolisés tels que le vin, la bière et autres spiritueux représentaient 80 % des importations canadiennes de boissons. L'eau embouteillée composait la majeure partie des derniers 20 %.

Graphique B2.17
Importations canadiennes de boissons* selon l'origine
2009

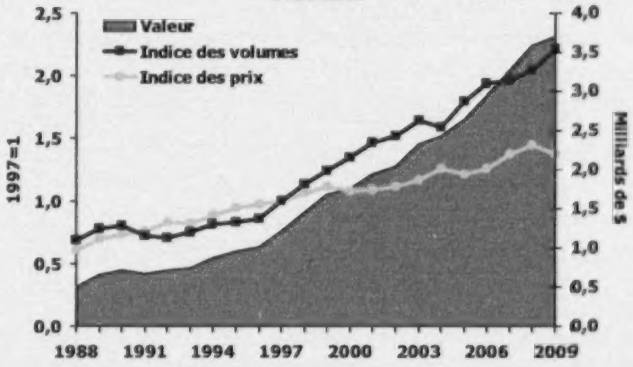


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Exclut les jus de fruits.

- **Depuis 1996, la valeur et le volume des importations canadiennes de boissons ont augmenté en parallèle.**

  La croissance des prix à l'importation a été relativement constante au cours de cette période. La valeur des importations est passée de 504 millions de dollars en 1988 à 3,7 milliards de dollars en 2009.

Graphique B2.18
Importations canadiennes de boissons* :
indices des prix et des volumes
1988-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Exclut les jus de fruits.

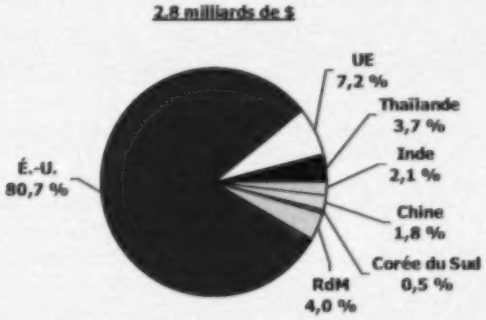
La majeure partie des importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers provient des États Unis

- **En 2009, les États-Unis étaient le principal fournisseur de céréales et de produits céréaliers du Canada, étant à l'origine des quatre cinquièmes de ses importations.**

  Les importations d'origine américaine étaient plus de dix fois plus élevées que celles provenant de l'Union européenne, deuxième fournisseur du Canada en importance.

  En termes monétaires, les produits de boulangerie, tels que le pain et les gâteaux, constituaient la principale composante des importations de cette catégorie. Le reste des importations se composait en majeure partie de céréales transformées, de pâtes alimentaires, de riz et de maïs.

Graphique B2.19
Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers selon l'origine
2009

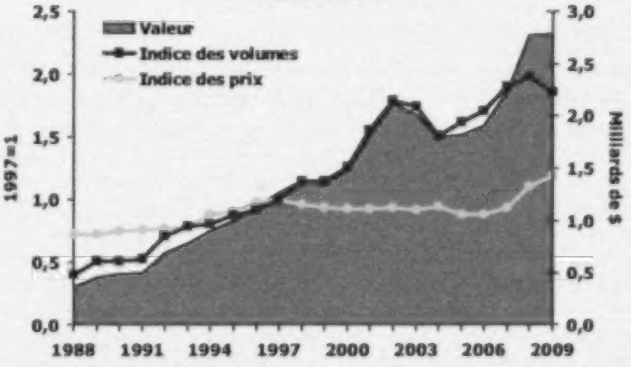


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **De 1988 à 2005, la valeur et le volume d'importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers ont augmenté pratiquement au même rythme.**

  Les prix légèrement plus élevés enregistrés entre 2007 et 2009 ont contribué à l'accroissement de la valeur des importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers, valeur qui est passée de 363 millions de dollars en 1988 à 2,8 milliards de dollars en 2009.

Graphique B2.20
Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers : indices des prix et des volumes
1988-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION B3

Investissements en R-D dans l'agriculture primaire et la transformation des aliments

INTRODUCTION :

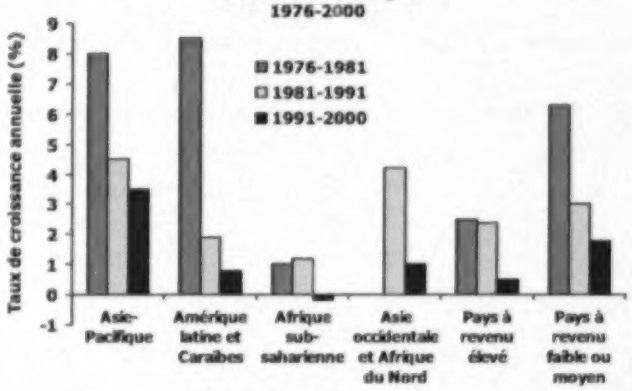
Les investissements en recherche et développement (R-D) dans l'agriculture et la transformation des aliments ainsi que dans l'innovation technologique contribuent beaucoup à accroître la productivité et la compétitivité du secteur. Ils donnent aussi lieu à la mise au point de nouveaux procédés et produits qui suivent l'évolution de la demande des consommateurs tant sur le marché canadien que sur le marché mondial. Les terres arables sont une ressource limitée, et la productivité accrue peut engendrer de meilleures récoltes. La présente section rend compte des tendances récentes de la R-D dans l'agriculture et la transformation des aliments au Canada et ailleurs. Elle présente également certains projets d'investissement en R-D dont a bénéficié le secteur agricole et agroalimentaire canadien

Les dépenses publiques en R-D dans l'agriculture à l'échelle mondiale ont contribué au développement et à l'introduction de nouvelles variétés de plantes cultivées et d'animaux d'élevage

- **Les investissements en R-D ont permis d'améliorer la qualité des intrants agricoles, dont le nouvel matériel génétique des plantes cultivées et des animaux d'élevage, ainsi que des régimes alimentaires et des méthodes de production.**

  La croissance des dépenses publiques en R-D dans le monde a diminué au fil du temps. Ainsi, de 1976 à 2000, les taux de croissance annuels moyens des dépenses publiques en R-D dans l'agriculture se sont situés nettement en deçà des taux enregistrés au cours des années 1970. Ce fut une époque durant laquelle les gros investissements publics en R-D, dans les pays développés en particulier, ont contribué à la révolution verte en Asie et en Amérique latine.

Graphique B3.1
Dépenses publiques en R-D dans l'agriculture dans le monde par région
1976-2000

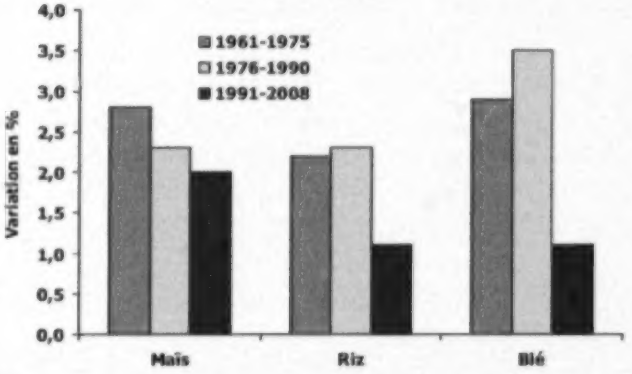


Source : Beintema and Stads, 2006 et 2008.

- **À titre d'exemple, l'adoption par les fermiers de nouvelles variétés agricoles s'est traduite par une impressionnante augmentation du rendement des cultures. Ainsi, de 1961 à 1975, la production de maïs, de riz et de blé a progressé au rythme annuel moyen de 2,8 %, 2,2 % et 2,9 %, respectivement.**

  La croissance du rendement mondial de la plupart des cultures faisant appel à la technologie conventionnelle a toutefois ralenti au cours des dernières années, de 1,1 % par année entre 1991 et 2008 dans le cas du blé et du riz et de 2,0 % dans le cas du maïs durant la même période.

Graphique B3.2
Rendement des principales cultures à l'échelle mondiale
1961-2008



Source : FAO.

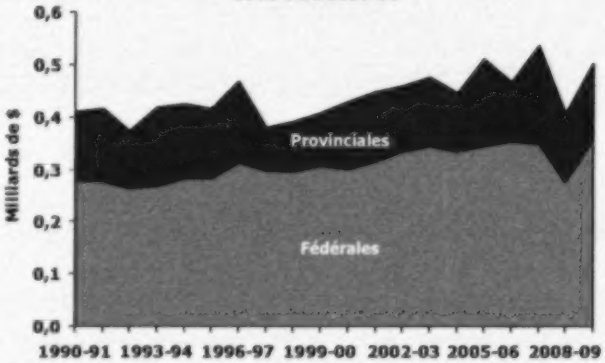
Au Canada, c'est le gouvernement fédéral qui subvient principalement aux dépenses publiques en R-D dans le secteur agricole et agroalimentaire

- **Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au cours de la dernière décennie pour culminer à 536 millions de dollars au cours de l'exercice 2007-2008.**

  Au Canada, les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire sont principalement d'origine fédérale. En moyenne, 70 % des dépenses publiques en recherche ont été assumées par le gouvernement fédéral au cours des dix dernières années (2000-2001 à 2009-2010), et les 30 % qui restent, par les provinces.

  Au cours des cinq dernières années, une proportion plus grande des investissements publiques en R-D ont pour objectif d'encourager des partenariats avec les industries et les universités pour l'obtention de résultats de recherche appliquée.

Graphique B3.3
Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire
1990-91 à 2009-10



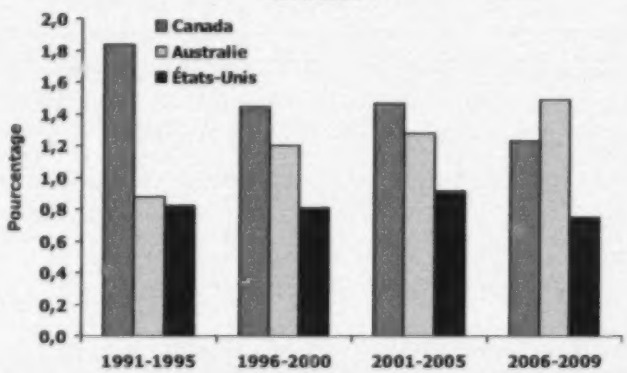
Source : AAC.

Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

- **Les dépenses publiques au Canada pour soutenir le secteur agricole et agroalimentaire étaient plus faibles au Canada qu'en Australie, mais plus élevées qu'aux États-Unis, en pourcentage de la production.**

  Au Canada, cette proportion a diminué au fil des années en passant de 1,8 % pour la période 1991-1995, à 1,2 % pour la période 2006-2009. Durant les mêmes périodes, la proportion des dépenses américaines est demeurée stable à environ 0,7 % tandis qu'en Australie, les dépenses se sont accrues ces dernières années pour représenter 1,5 % de la production en 2006-2009.

Graphique B3.4
Les dépenses publiques en R-D destinées au secteur agricole et agroalimentaire, en pourcentage de la valeur ajustée de la production
1991-2009



Source : OCDE, « Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010 ».

Nota : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir la méthodologie pour classifier correctement ces dépenses.

La part du secteur privé dans les investissements en R-D destinés au secteur agricole et agroalimentaire a augmenté de plus en plus grâce à la formation de partenariats entre les agriculteurs et les secteurs public et privé

- **En chiffres réels, les investissements privés en R-D dans l'agriculture ont augmenté depuis les années 1980 et ont continué de croître au cours des années 1990, après que les droits de propriété intellectuelle (DPI), appliqués aux innovations en matière d'agriculture, aient garanti la rentabilité des investissements privés en R-D.** Ces données ne tiennent toutefois pas compte des dépenses en R-D des entreprises de machinerie et de produits chimiques, lesquelles sont en mesure d'effectuer de la R-D profitable au secteur agricole.

  Les dépenses privées réelles en R-D dans l'agriculture primaire ont nettement augmenté de 1998 à 2002, mais ont ralenti ces dernières années. Elles se chiffraient en moyenne à 70 millions de dollars par année entre 2003 et 2009, en baisse par rapport au sommet de 84 millions de dollars atteint en 2002.

Graphique B3.5
Dépenses réelles du secteur privé en R-D dans l'agriculture primaire
1980-2009

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

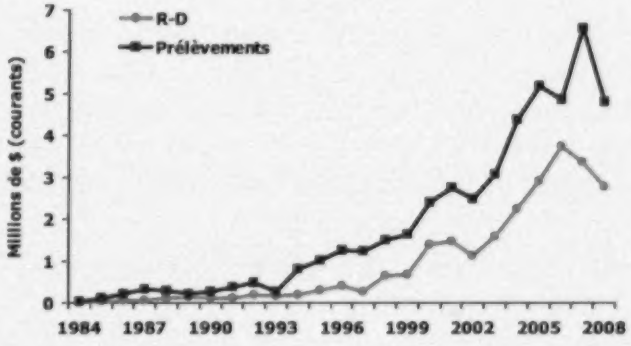
Nota : 1) Les données de 2007-2009 sont préliminaires.
2) Inclut les dépenses totales du secteur privé en RD, qu'elles soient autofinancées ou que les fonds proviennent de subventions ou de contrats accordés par un gouvernement ou une autre entreprise.
3) Inclut les codes SCIAN 111, 112 (sauf l'aquaculture), 1151 et 1152 (activités de soutien à l'élevage).

- **Les prélèvements constituent un des moyens qui permettent aux agriculteurs de financer la R-D et de tirer parti des investissements privés en agriculture.**

  Les activités de R-D sur les légumineuses des Saskatchewan Pulse Growers (SPG) sont principalement financées par des prélèvements sur les ventes des producteurs au bénéfice de tous les producteurs de légumineuses.

  Le montant annuel moyen provenant des prélèvements a augmenté considérablement de 1984 à 2008, se situant à 196 000 $ au cours des années 1984 à 1988, avant de s'élever à un peu plus de 5,1 millions de dollars au cours des années 2004 à 2008.

Graphique B3.6
Dépenses en R-D des Saskatchewan Pulse Growers et prélèvements
1984-2008



Source : Gray et coll., 2008.

Nota : 1) Les calculs de l'auteur sont basés sur les données des Saskatchewan Pulse Growers (SPG) en ce qui a trait aux revenus et aux dépenses.
2) Inclut les dépenses nettes au chapitre de la recherche et du développement et, à partir de 1997, les dépenses nettes engagées dans le cadre du programme de distribution des variétés.

NOTE(S) :

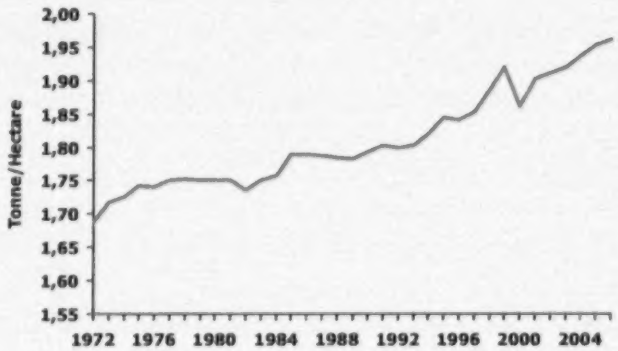
Les **prélèvements** : effectués par les associations de producteurs sont une source courante de financement de la R D dans l'innovation, la promotion et le développement des produits agricoles. Ces prélèvements sont calculés en fonction des revenus de vente groupés des membres d'une association de producteurs, laquelle prélève un pourcentage ou un montant déterminé aux fins de la R-D.

L'agriculture continue de tirer un grand avantage des investissements publics et privés en R-D

- **Au cours des années, les améliorations génétiques, issues de la sélection des plantes, ont amélioré le rendement de diverses cultures au Canada.**

  Plus particulièrement, le rendement des variétés de blé tendre de l'Ouest, mesuré selon le rendement indexé des récoltes de blé, a augmenté de 16 % entre 1972 et 2006. Le Canada étant à la fois un grand producteur et exportateur de blé, l'accroissement des récoltes, favorisé par les programmes de sélection des plantes dans les Prairies, a grandement contribué à la prospérité et à la compétitivité de son agriculture.

Graphique B3.7
Rendements indexés du blé
1972-2006



Source : Adapté de Galushko et Gray, 2008, et de Statistique Canada.

- **À l'instar des autres pays, le Canada a enregistré un taux élevé de rendement de la R-D au chapitre de l'élevage et des cultures.**

  À titre d'exemple, on estime que le taux de rendement du blé durant la période à l'étude se situait entre 43 % et 53 % et que celui des autres cultures, telles que les légumineuses, se situait autour de 40 %. Lorsque les taux de rendement ne sont pas disponibles, on peut se fier à l'indice de rentabilité pour évaluer la profitabilité des cultures. Dans le cas de la culture du canola, par exemple, cet indice serait de 6,65.

Graphique B3.8
Taux de rentabilité interne (TRI) de la R-D canadienne dans l'agriculture
Diverses années

	RATIO COÛTS-AVANTAGES	TAUX DE RENDEMENT
Blé (Galushko et Gray, 2008)		43-53 %*
(Goddard, Benkie et Boyd, 2008)	14,83	
Orge (Scott et coll., 2005)	4,12	36,8 %*
Légumineuses (Gray et coll., 2008)**	26,91	39,5 %*
Canola (Goddard, Benkie et Boyd, 2008)	6,65	—
Viande bovine (Klein, Freeze et Fox, 1994)	30,40	—
Viande porcine*** (Thomas et coll., 2001)	6,4-24,6	54-124 %

Source : Sources variées, voir les sources détaillées.

Nota : * Taux de rendement calculé en fonction des prélèvements et des dépenses publiques en R-D dans l'amélioration génétique. Les estimations varient selon la période étudiée et l'information sur le marché.
** Ces chiffres sont des prévisions.
*** Les estimations à la limite supérieure de la fourchette tiennent uniquement compte des dépenses publiques fédérales en R-D; celles à la limite inférieure tiennent compte de toutes les autres sources.

NOTE(S) :

L'augmentation des récoltes, attribuable aux améliorations génétiques, a été calculée à l'aide de l'indice pondéré du rendement moyen du blé panifiable (Galushko et Gray, 2008). Cet indice isole l'incidence de l'amélioration génétique sur les récoltes de blé dans les Prairies et tient compte de la part représentée par les différents types ou catégories de blé.

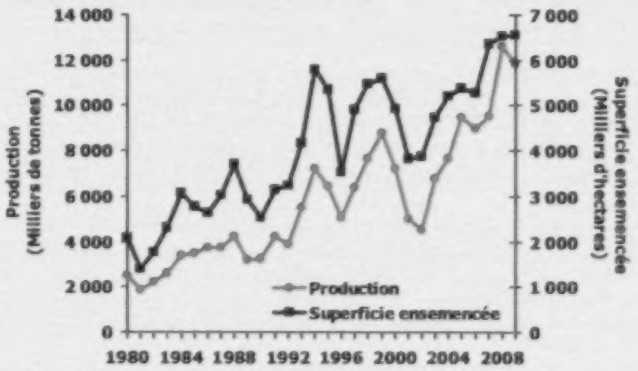
Pour faire ressortir l'incidence sur les récoltes réelles de la R-D dans la sélection ou l'amélioration génétique, un rendement de base a été établi (rendement moyen des récoltes de blé de printemps autres que celui du blé dur dans les Prairies de 1970 à 1974). Le rendement réel a été obtenu en multipliant le rendement de base par la valeur indicielle de chaque année.

L'innovation dans l'agriculture primaire passe par l'introduction de nouvelles variétés de plantes cultivées et de nouvelles races d'élevage, l'utilisation de machines et d'équipement modernes ainsi que l'adoption de pratiques d'affaires, de stratégies de commercialisation et de modes de production novateurs

- **L'adoption généralisée de nouvelles variétés d'oléagineux comme le canola, qui a vu le jour dans les années 1970 grâce aux dépenses publiques et privées en R-D, a entraîné une augmentation considérable de la production et des superficies ensemencées.**

  En 2009, la production ainsi que la superficie ensemencée de canola étaient quatre fois plus élevées qu'en 1980, à plus de 12 millions de tonnes et 6 millions d'hectares. La Saskatchewan est le premier producteur de canola au Canada, participant pour plus de 50 % à la production canadienne.

Graphique B3.9
Production de canola au Canada
1980-2009

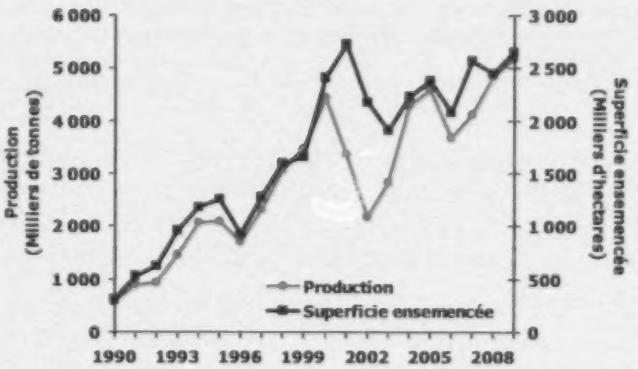


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **De même, le développement de nouvelles variétés de légumineuses et leur adoption à grande échelle dans les Prairies ainsi que la mise en œuvre de stratégies de commercialisation novatrices ont permis d'augmenter la production et les exportations sur les nouveaux marchés en expansion comme l'Inde.**

  La production de légumineuses a augmenté de façon spectaculaire depuis le début des années 1990. En 2009, le Canada a produit presque neuf fois plus de haricots secs et de lentilles qu'au début des années 1990. Les producteurs de pois secs et de pois chiches ont eux aussi accru leur production au cours de la même période. La Saskatchewan est devenue un important producteur et exportateur mondial de légumineuses, intervenant pour 80 % de la production canadienne en 2009.

Graphique B3.10
Production de légumineuses au Canada
1990-2009



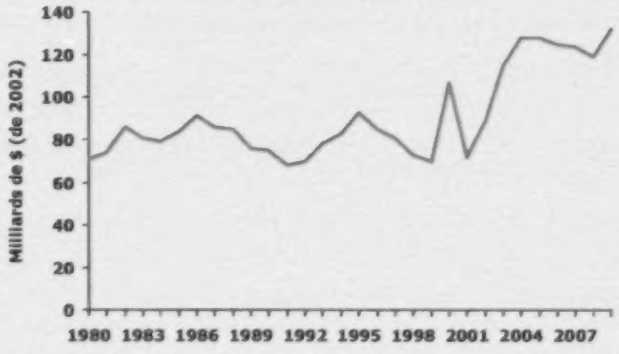
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les dépenses de R-D engagées par l'industrie de la transformation des aliments ont nettement augmenté depuis 2002

- **Selon des estimations préliminaires, les dépenses de R-D effectuées par l'industrie de la transformation des aliments ont atteint 132 millions de dollars en 2009, ce qui représente une hausse par rapport à la moyenne annuelle de 80 millions de dollars enregistrée au cours des années 1980-1998.**

  Depuis 1980, l'industrie a innové sur le plan de la salubrité des aliments (approche par analyse des risques et maîtrise des points critiques ou HACCP), des procédés de conservation (congélation ultrarapide) et du contrôle des stocks (gestion des stocks juste-à-temps).

Graphique B3.11
Dépenses réelles du secteur privé en R-D dans la transformation des aliments
1980-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : 1) Les données de 2007-2009 sont préliminaires.
2) Inclut l'ensemble des dépenses en R-D engagées par les entreprises, quelles soient autofinancées ou engagées par un gouvernement sous forme de subvention ou de contrat ou par une autre entreprise.

- **Seul un faible pourcentage des transformateurs d'aliments effectuent leurs propres travaux de R-D aux fins de l'innovation.**

  Des transformateurs d'aliments ayant utilisé au moins une technologie de pointe, 52 % ont profité des travaux de R-D menés au sein de l'entreprise – proportion comparable à celle de l'ensemble du secteur manufacturier (54 %) –, et 46 % ont eu recours aux employés de service pour la mise au point de nouveaux produits ou procédés. Par ailleurs, 34 % des unités commerciales n'ont participé à aucune activité de R-D.

Graphique B3.12
Activités de R-D selon la source
2005-2007

ACTIVITÉS DE R-D	INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES ALIMENTS	TOTAL DU SECTEUR MANUFACTURIER
	Pourcentage	
R-D exécutée par une unité commerciale au sein de l'organisme	52	54
R-D exécutée pour le compte de l'unité commerciale par d'autres unités faisant partie de la société	18	17
R-D exécutée par d'autres unités commerciales faisant partie de l'organisation	11	10
R-D exécutée par le personnel de service	46	45
R-D exécutée en partenariat avec d'autres unités commerciales	14	15
R-D exécutée par impartition	9	11
Aucune activité de R-D	34	35

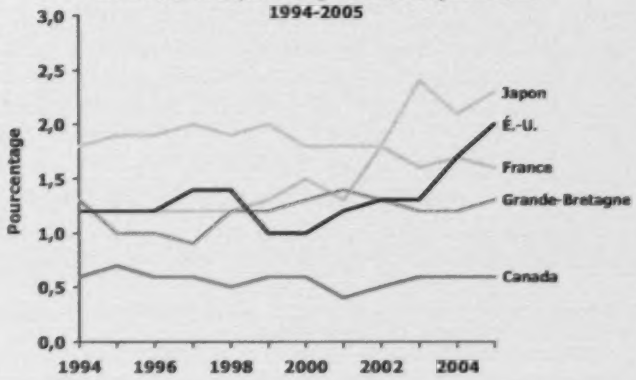
Source : Statistique Canada, Enquête sur les technologies de pointe, 2007.

Comparativement à d'autres pays, en particulier les États-Unis et le Japon, les dépenses de R-D de l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons représentent une part beaucoup plus petite de la valeur de la production

- **L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a consacré environ 0,5 % de sa valeur ajoutée à la R-D, tandis que les industries américaines et japonaises lui ont alloué respectivement 2 % et 2,4 % de leur valeur ajoutée. Des sondages révèlent que moins de la moitié des transformateurs d'aliments et de boissons effectuent des travaux de R-D.**

  Les transformateurs canadiens d'aliments et de boissons ont néanmoins enregistré des gains de productivité. Ce faible niveau d'investissement en R-D s'expliquerait par le fait que certaines entreprises canadiennes profitent des dépenses de R-D engagées par leur siège social établi dans d'autres pays, ou qu'elles intègrent de manière efficace les technologies mises au point par leurs partenaires de la chaîne d'approvisionnement (emballeurs) établis à l'étranger.

Graphique B3.13
Dépenses en R-D de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons en pourcentage de la valeur ajoutée totale 1994-2005



Source : OCDE, Indicateurs STAN, 2009.

SECTION B4

Croissance de la productivité

INTRODUCTION :

La croissance de la productivité est une composante importante de la croissance économique et de l'utilisation efficiente des ressources. Il s'agit d'un facteur déterminant de la compétitivité dans le secteur agricole et agroalimentaire.

La présente section traite du secteur agricole et agroalimentaire au moyen de trois concepts économiques interdépendants, soit la croissance de la production brute globale, la croissance de la quantité globale des intrants et la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF). La relation entre ces trois concepts peut être expliquée simplement comme suit :

Croissance de la production = croissance des intrants + croissance de la PTF

La croissance de la production brute globale (extrants) équivaut essentiellement à la croissance économique et peut résulter de la croissance de la quantité des intrants matériels ou de la croissance de la PTF. Il va de soi, si l'on fait abstraction des rendements d'échelle, que la croissance des intrants entraîne la croissance de la production. Toutefois, d'autres facteurs que les intrants et les extrants matériels proprement dits peuvent influer sur l'efficacité de la transformation des intrants en extrants. La croissance de l'efficacité de la transformation correspond justement à la croissance de la PTF.

La production brute globale représente la production brute de l'ensemble des biens dans un secteur donné. La production brute d'un bien donné est définie comme la somme des ventes aux utilisateurs finaux à l'extérieur du secteur, des intrants intermédiaires produits à l'intérieur du secteur et des variations des inventaires. On peut aussi définir la production brute comme la production moins les pertes. Le terme « brut » signifie que l'on tient compte de toutes les utilisations finales, et non uniquement des utilisations finales à l'extérieur du secteur. Ainsi, dans l'agriculture primaire, les extrants peuvent être vendus hors du secteur ou y rester et servir d'intrants, comme les aliments pour animaux ou les semences. Les extrants de l'agriculture peuvent également être entreposés afin d'être utilisés ou vendus ultérieurement.

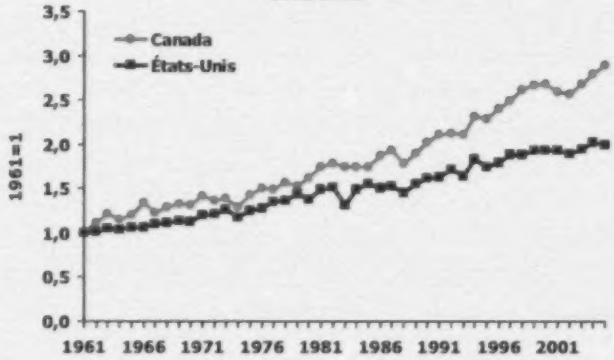
La quantité globale des intrants est un concept similaire; il s'agit de l'agrégation de tous les intrants utilisés dans un secteur. Les intrants peuvent être intermédiaires, c'est-à-dire être à la fois produits et consommés par l'agriculture primaire.

La PTF représente le rapport entre l'indice des extrants et l'indice des intrants. L'utilisation du terme « totale » dans « productivité totale des facteurs » signifie que l'ensemble des intrants sont pris en compte dans l'indice et non uniquement la main-d'œuvre, par exemple. Les indices des extrants et des intrants sont exprimés relativement à une année de référence commune. Par conséquent, l'indice de PTF s'applique à la même année. La croissance de la productivité est ensuite mesurée par la variation de l'indice de PTF au fil du temps.

La croissance économique dans l'agriculture primaire a été plus rapide au Canada qu'aux États-Unis

- **La croissance économique s'exprime par la croissance de la production brute. De 1961 à 2005, la production brute canadienne dans l'agriculture primaire a progressé au taux annuel moyen de 2,2 %, alors que le taux de croissance correspondant était de 1,7 % aux États-Unis.**

Graphique B4.1
Indices du volume de la production brute dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis
1961-2005



Source : AAC et USDA.

- **La croissance de la production brute dans l'agriculture primaire au Canada est en partie attribuable à l'augmentation de la quantité des intrants primaires.**

  Dans l'agriculture primaire, la quantité des intrants a crû au taux annuel moyen de 0,8 % de 1961 à 2005 au Canada. Aux États-Unis, les intrants ont évolué à un rythme similaire de 1961 à 1981, après quoi ils ont amorcé une baisse annuelle moyenne de 0,3 %. Par conséquent, aux États-Unis, la quantité des intrants a diminué de 0,1 % par année, en moyenne, de 1961 à 2005.

Graphique B4.2
Indices de la quantité d'intrants dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis
1961-2005

Source : AAC et USDA.

La croissance des intrants et la croissance de la PTF ont toutes deux participé à la croissance économique au Canada, tandis que la croissance de la production aux États-Unis a été uniquement tirée par la croissance de la PTF

- **La croissance de la PTF dans l'agriculture primaire s'est chiffrée à 1,4 % par année en moyenne au Canada, un taux inférieur à celui de 1,7 % observé aux États-Unis.**

  Le taux de croissance de la PTF des deux pays est resté très similaire pour l'ensemble de la période.

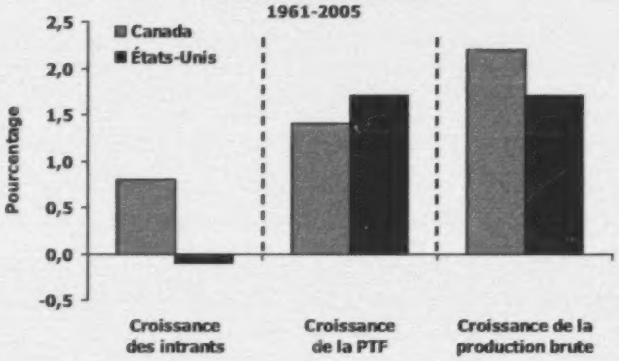
Graphique B4.3
Indices de la PTF dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis 1961-2005

Source : AAC et USDA.

- **Au Canada, la croissance de la PTF explique environ les deux tiers de la croissance économique dans l'agriculture primaire de 1961 à 2005, le reste étant attribuable à la croissance des intrants.**

  La situation canadienne diffère de celle des États-Unis, où la croissance annuelle moyenne de la PTF a été légèrement supérieure à celle du Canada, mais où la croissance des intrants a été négative. Par conséquent, la croissance de la PTF a représenté le seul moteur de croissance économique de l'agriculture primaire américaine.

Graphique B4.4
Contribution annuelle moyenne de la croissance des intrants et de la croissance de la PTF à la croissance de la production brute globale dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis 1961-2005



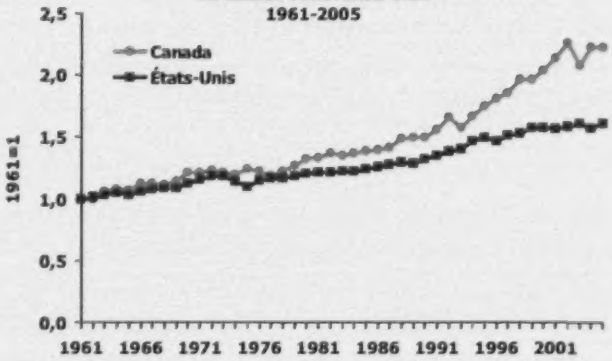
Source : AAC et USDA.

La croissance économique du Canada a dépassé celle des États-Unis sur le plan des animaux vivants et de leurs produits et sur le plan des récoltes

- **Les animaux vivants et leurs produits représentent approximativement 50 % de la valeur des extrants de l'agriculture primaire du Canada et 53 % de celle des États-Unis.**

  De 1961 à 2005, la production canadienne d'animaux vivants et de leurs produits a enregistré une croissance annuelle moyenne de 1,8 %, ce taux de croissance augmentant au début des années 1990 par rapport aux décennies précédentes. La croissance annuelle de la production aux États-Unis pendant la même période a suivi un rythme moyen de 1,1 %.

Graphique B4.5
Indices du volume de la production brute d'animaux vivants et de leurs produits au Canada et aux États-Unis
1961-2005



Source : AAC et USDA.

- **Environ 40 % de la valeur de la production canadienne de l'agriculture primaire est attribuable aux récoltes, comparativement à 43 % aux États-Unis.**

  Les cultures comprennent les céréales, les oléagineux, les fruits, les légumes et les cultures spéciales. De 1961 à 2005, les récoltes ont augmenté de 2,6 % par année en moyenne, un taux dépassant celui des États-Unis, situé à 1,9 %.

Graphique B4.6
Indices du volume de la production brute des cultures au Canada et aux États-Unis
1961-2005

Source : AAC et USDA.

L'écart entre la croissance relative des intrants au Canada et aux États-Unis est principalement attribuable aux différents taux de croissance de l'énergie, des matériaux, des services et de la main-d'œuvre salariée

- **La catégorie de l'énergie, des matériaux et des services regroupe les intrants énergétiques comme le carburant et l'électricité, les intrants matériels comme les aliments pour animaux, les semences et le bétail servant d'intrants intermédiaires, les produits chimiques agricoles comme les engrais et les pesticides, ainsi que les services comme le travail sur commande.**

  Cette catégorie représente environ 50 % du coût total des intrants de l'agriculture primaire canadienne et 52 % de celui de l'agriculture primaire américaine. La croissance de la quantité des intrants de la catégorie de l'énergie, des matériaux et des services s'est établie à 2,7 % en moyenne de 1961 à 2005. Aux États-Unis, elle s'est chiffrée à 2,0 % de 1961 à 1981, puis a ralenti à 0,8 % de 1982 à 2005.

Graphique B4.7
Indices de la quantité d'intrants en énergie, en matériaux et en services au Canada et aux États-Unis
1961-2005

Source : AAC et USDA.

- **Les tendances de la croissance de la main-d'œuvre agricole au Canada et aux États-Unis sont assez différentes. Au Canada, la main-d'œuvre salariée a augmenté d'environ 1,7 % par année de 1961 à 2005.**

  À l'inverse, la main-d'œuvre agricole a diminué de 1,5 % par année en moyenne aux États-Unis. Au cours de cette période, le coût de la main-d'œuvre agricole a représenté en moyenne environ 7 % de l'ensemble des coûts de l'agriculture primaire au Canada, comparativement à environ 8 % aux États-Unis.

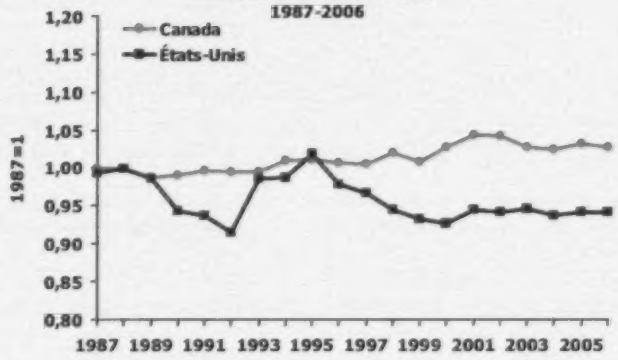
Graphique B4.8
Indices de la quantité de main-d'œuvre salariée au Canada et aux États-Unis
1961-2005

Source : AAC et USDA.

La croissance de la productivité dans l'industrie des aliments, des boissons et du tabac a été faible au Canada, mais constamment supérieure à celle des États-Unis

- **De 1998 à 2006, la croissance de la PTF dans l'industrie des aliments, des boissons et du tabac s'est établie en moyenne à 0,1 % par année au Canada et à environ -0,3 % aux États-Unis.**

Graphique B4.9
Indices de la PTF dans les industries des aliments, des boissons et du tabac au Canada et aux États-Unis 1987-2006



Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

- **La croissance de la productivité dans l'industrie des aliments, des boissons et du tabac est restée inférieure à celle de l'ensemble des industries manufacturières.**

  De 1988 à 2006, la croissance annuelle moyenne de la PTF dans l'ensemble des industries manufacturières se chiffrait à 0,6 %, soit une progression nettement supérieure à celle de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac, à 0,1 %.

Graphique B4.10
Indices de la PTF dans les industries des aliments, des boissons et du tabac et de l'ensemble des industries manufacturières au Canada 1987-2006

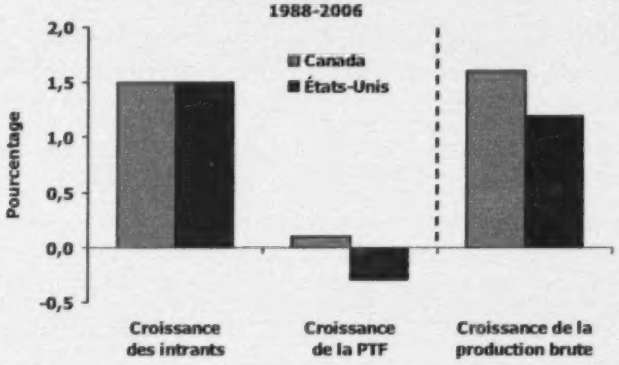
Source : Statistique Canada.

La faible croissance de la PTF dans l'industrie canadienne des aliments, des boissons et du tabac a entraîné une croissance de la production brute supérieure à celle du même secteur aux États-Unis

- **De 1988 à 2006, la production brute de l'industrie canadienne des aliments, des boissons et du tabac a progressé de 1,6 % par année en moyenne. Cette croissance est surtout attribuable à l'augmentation de la quantité des intrants (1,5 % par année environ), mais également à la croissance faible mais positive de la productivité (0,1 % par année en moyenne).**

  La croissance annuelle moyenne de la production brute de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac des États-Unis, à 1,2 %, est demeurée inférieure à celle du Canada. L'écart entre la croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis résulte presque entièrement de la croissance négative de la productivité aux États-Unis (-0,3 % par an), étant donné que la croissance des intrants a été presque identique dans les deux pays.

Graphique B4.11
Contribution annuelle de la croissance des intrants et de la PTF à la croissance de la production brute au Canada et aux États-Unis dans les industries des aliments, des boissons et du tabac
1988-2006



Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

SECTION C

Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

SECTION C1

Consommateurs

INTRODUCTION :

L'année 2009 s'est caractérisée par un ralentissement économique qui a réduit le revenu disponible et modifié les habitudes de consommation des Canadiens. Le revenu disponible par habitant a diminué pour la première fois depuis de nombreuses décennies et le taux de chômage a fortement grimpé.

La situation a poussé les consommateurs à moins dépenser sur un bon nombre de biens durables, comme les voitures et les appareils électroménagers. Cependant, les dépenses consacrées aux aliments, des biens de première nécessité, sont demeurées stables. Les consommateurs ont tout de même réduit leurs dépenses consacrées aux repas pris à l'extérieur, qui sont généralement considérés un luxe, et ont privilégié les achats d'aliments nécessitant une préparation à la maison.

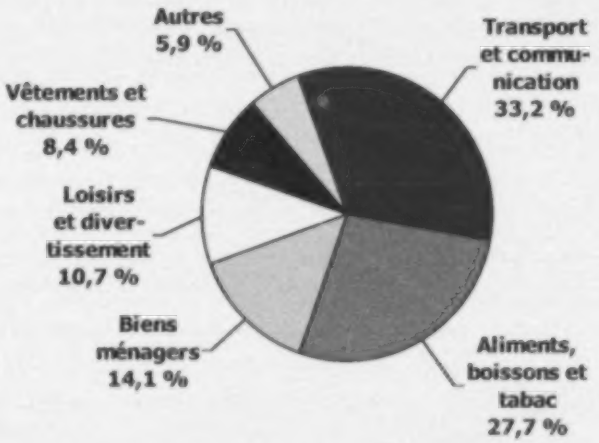
Les Canadiens sont représentatifs des consommateurs des pays développés. Ils consacrent généralement un pourcentage relativement petit de leur revenu personnel disponible à l'alimentation. De fait, chez le Canadien moyen, cette proportion est en baisse, à moins de 10 %. Cependant, les consommateurs se satisfont de moins en moins des aliments de base et cherchent des produits correspondant à leurs préférences et à leurs valeurs propres. Répondant aux exigences des consommateurs, l'industrie offre une variété de produits alimentaires qui intègrent non seulement les préférences des consommateurs sur les plans de la commodité et de la santé, mais également des méthodes de production respectueuses de l'environnement et du bien-être des animaux et issues du commerce équitable, entre autres.

En 2009, les Canadiens ont consacré environ 167 milliards de dollars à l'achat d'aliments dans les commerces et aux repas pris à l'extérieur de la maison

- **La catégorie des aliments, des boissons et du tabac représente le deuxième poste de dépenses en biens de consommation, derrière les transports et les communications.**

  En 2009, les Canadiens ont consacré 115,6 milliards de dollars (soit 27,7 % du total des dépenses personnelles en biens de consommation) à l'achat d'aliments, de boissons et de tabac dans les commerces.

Graphique C1.1
Répartition des dépenses personnelles consacrées aux biens
2009



Source : Statistique Canada.

Nota :
1) Les données ne portent que sur les aliments achetés dans les magasins de détail et n'englobent pas les services alimentaires.
2) La catégorie « Biens ménagers » comprend les meubles, les appareils électroménagers, les fournitures et l'équipement.
3) La catégorie « Autres » englobe les médicaments, les produits pharmaceutiques et les effets personnels ne faisant partie d'aucune autre catégorie.
4) Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme de leurs composantes.

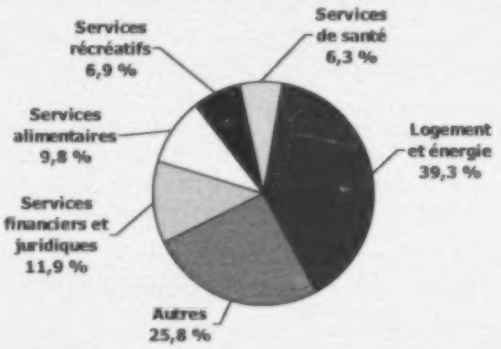
La récession de 2009 a eu des répercussions pour les consommateurs canadiens, dont le revenu réel disponible par habitant a chuté pour la première fois depuis de nombreuses décennies

- **La restauration est la troisième catégorie de dépenses des services de consommation.**

  En 2009, les Canadiens ont dépensé 51,3 milliards de dollars dans la restauration, soit près de 10 % de leurs dépenses totales en services de consommation.

  Les dépenses consacrées à l'achat d'aliments dans les commerces et dans les établissements de restauration (167 milliards de dollars) constituaient environ 12,8 % des dépenses personnelles en biens et services de consommation.

Graphique C1.2
Répartition des dépenses personnelles consacrées aux services
2009



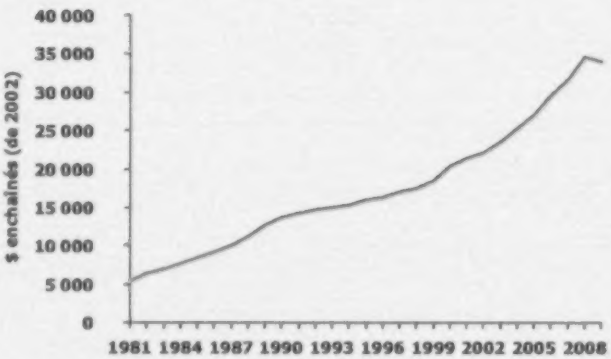
Source : Statistique Canada.

Nota :
1) La catégorie « Autres » comprend les dépenses liées à l'hébergement, aux soins personnels, à l'entretien ménager, à la garde d'enfants, aux services éducatifs et culturels et à d'autres services connexes, et les frais d'exploitation des organismes sans but lucratif.
2) Les montants ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme de leurs composantes.
3) Les données sur les services alimentaires comprennent les repas pris à l'extérieur de la maison ainsi que la consommation de boissons alcoolisées dans les établissements ayant un permis d'alcool.
4) Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme de leurs composantes.

- **Le revenu personnel disponible réel par habitant a diminué, passant de 34 554 $ en 2008 à 34 093 $ en 2009.**

  Il s'agit de la première baisse du revenu personnel disponible au Canada depuis 20 ans. La récession de 2009 a eu des répercussions néfastes majeures tant sur les salaires que sur l'emploi, lequel a reculé considérablement.

Graphique C1.3
Revenu disponible réel par habitant
1981-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La récession a davantage touché les dépenses consacrées aux repas pris à l'extérieur que les dépenses consacrées à l'achat d'aliments dans les commerces

- **Les dépenses personnelles réelles en alimentation ont légèrement diminué en 2009.**

  Le total des dépenses réelles consacrées à l'achat d'aliments dans les commerces a augmenté pour passer de 68,5 milliards de dollars en 2008 à 69,4 milliards de dollars en 2009, tandis que les dépenses consacrées aux repas pris à l'extérieur ont chuté, passant de 36,5 milliards de dollars à 35,1 milliards de dollars. Aux prises avec la récession, les consommateurs ont préparé une plus grande partie de leurs repas à la maison en 2009 comparativement aux années précédentes.

  Les dépenses réelles en achat d'aliments dans les commerces ont augmenté, malgré la hausse relativement importante (4,9 % en 2008) des prix des aliments au détail.

  Environ 34 % du total des dépenses en alimentation ont été consacrées aux repas pris à l'extérieur et 66 % à l'achat d'aliments dans les commerces. Les consommateurs avaient alloué les mêmes proportions de leur revenu à chacune de ces catégories en 2008.

Graphique C1.4
Dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments
1981-2009

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les dépenses alimentaires par habitant ont enregistré une légère baisse pour se chiffrer à 3 100 $ en 2009 alors qu'elles représentaient 3 147 $ en 2008, ce qui témoigne du recul des dépenses consacrées aux repas pris à l'extérieur.**

  Les dépenses alimentaires réelles par habitant ont grimpé au cours des années, passant de 2 636 $ en 1981 à 3 100 $ en 2009. Pendant la même période, la proportion du budget des consommateurs consacrée à l'alimentation a diminué. Elle était de 17,4 % en 1981, comparativement à 12,8 % en 2009.

Graphique C1.5
Dépenses personnelles par habitant consacrées aux aliments en pourcentage des dépenses personnelles globales
1981-2009

ANNÉE	TOTAL DES DÉPENSES ALIMENTAIRES	POPULATION	DÉPENSES ALIMENTAIRES PAR HABITANT	% DES DÉPENSES DE CONSOMMATION CONSACRÉES AUX ALIMENTS
1981	65 425 000 000	24 819 915	2 636	17,4
1991	75 392 000 000	28 037 420	2 689	15,8
2001	94 742 000 000	31 019 020	3 054	15,0
2008	104 876 000 000	33 327 337	3 147	12,9
2009	104 605 000 000	33 739 859	3 100	12,8

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : $ enchaînés (de 2002).

La proportion des dépenses consacrées à l'alimentation par les ménages varie selon la catégorie de revenu

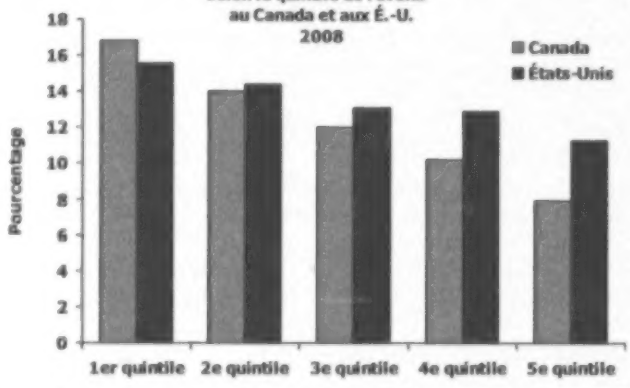
- **Les ménages canadiens de la catégorie de revenu la plus élevée consacrent généralement une moins grande partie de leur revenu à l'alimentation que les ménages américains de la même catégorie. L'inverse est vrai dans le cas des ménages de la catégorie du revenu le plus faible.**

  En 2008, les 20 % des ménages canadiens dont le revenu est le plus élevé (cinquième quintile) ont consacré seulement 7,9 % de leur budget à l'alimentation, comparativement à 11,3 % de celui des ménages correspondants aux États-Unis.

  La proportion du budget consacrée aux achats alimentaires était plus comparable entre les ménages canadiens et américains des quintiles inférieurs. Ainsi, l'alimentation accaparait 14 % des dépenses des ménages du second quintile au Canada, une proportion presque identique à celle de 14,4 % des ménages américains.

  Les ménages canadiens dont le revenu est le plus faible (premier quintile) ont consacré une plus grande proportion de leur budget aux aliments (16,8 %) que leurs semblables américains (15,7 %).

Graphique C1.6
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu* au Canada et aux É.-U.
2008



Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC.

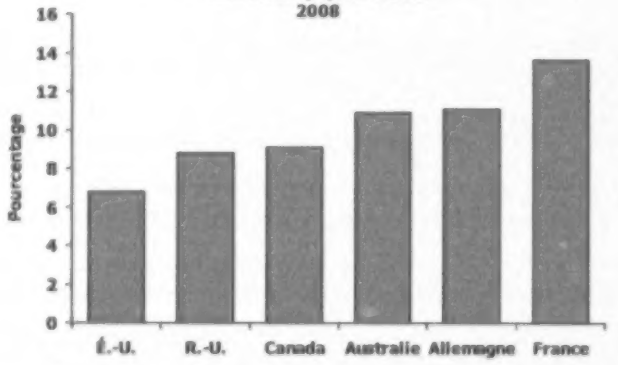
Nota : * Quintile : Classification des ménages en ordre croissant de leur revenu en cinq groupes de nombre égal. Le premier quintile comprend les 20 % des ménages dont le revenu est le plus bas et le cinquième quintile, les 20 % des ménages dont le revenu est le plus élevé.

- **Bien que les ménages canadiens soient en général représentatifs de ceux des pays développés, ils ont consacré une part relativement plus petite de leur revenu aux aliments et aux boissons non alcoolisées que les ménages d'autres pays.**

  Les dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées représentaient une proportion du revenu personnel disponible moindre chez les Canadiens comparativement à d'autres pays de l'OCDE. En 2008, les ménages canadiens ont consacré environ 9,1 % de leur revenu disponible aux aliments et aux boissons non alcoolisées. Le Canada se situait ainsi devant le Royaume-Uni (8,8 %), mais nettement derrière la France (13,6 %) et l'Allemagne (11,1 %). Ce sont les consommateurs américains qui ont le moins dépensé en aliments (6,8 %).

  Généralement, l'alimentation absorbe une part nettement plus importante du budget des ménages dans les économies émergentes comme le Brésil et la Chine que dans les pays développés. En 2007, elle représentait 24,6 % des dépenses des ménages brésiliens et 34,9 % des dépenses des ménages chinois.

Graphique C1.7
Part des dépenses des ménages consacrée à l'achat d'aliments et de boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE
2008



Source : OCDE.

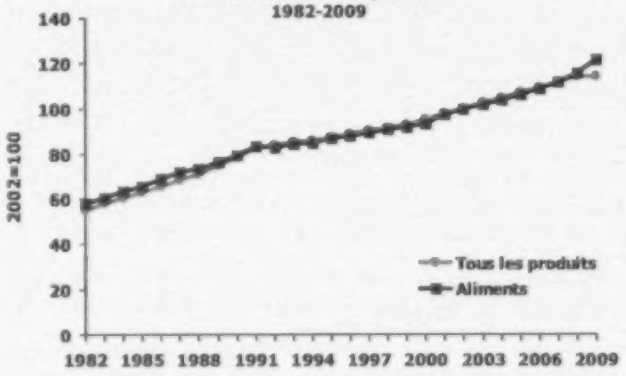
Au Canada, l'inflation des prix des aliments a augmenté en 2009, dépassant amplement l'inflation globale

- **L'inflation des prix des aliments a généralement suivi celle de l'ensemble des prix à la consommation au cours des dernières décennies.**

  Toutefois, en 2009, les prix des aliments ont augmenté nettement plus rapidement (4,9 %) que les prix à la consommation dans leur ensemble, qui ont à peine grimpé (0,3 %).

  La chute marquée du prix de l'énergie en 2009 explique en partie l'augmentation minime des prix globaux comparativement à celle des prix des aliments.

Graphique C1.8
Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments et de l'ensemble des produits
1982-2009



Source : Statistique Canada.

- **En 2009, les prix des aliments au détail ont augmenté de 4,9 % par rapport à l'année précédente en raison de la hausse des prix de la plupart des principales catégories d'aliments.**

  Le prix de la nourriture a considérablement augmenté en 2009, tant dans les commerces (5,5 %) que dans les restaurants (3,5 %).

  Les prix de détail du bœuf, du porc et des fruits et des légumes frais étaient nettement plus élevés en 2009 qu'en 2008. Le taux d'inflation des produits de boulangerie et des produits céréaliers a chuté de façon appréciable, passant de 12,1 % en 2008 à 4,2 % en 2009.

Graphique C1.9
Inflation des prix de détail des aliments au Canada par catégorie
2008 et 2009

CATÉGORIE	INFLATION (%)	
	2008	2009
IPC global	**2,3**	**0,3**
Aliments	**3,5**	**4,9**
Aliments achetés dans les commerces	**3,9**	**5,5**
Bœuf, frais ou surgelé	2,0	5,8
Porc, frais ou surgelé	1,4	3,6
Volaille, fraîche ou surgelée	3,5	4,2
Produits laitiers	3,9	3,6
Œufs	4,1	1,7
Produits de boulangerie et produits céréaliers	12,1	4,2
Fruits frais	1,6	6,3
Légumes frais	1,4	9,6
Sucre et confiserie	2,4	7,4
Graisses et huiles	13,6	8,4
Aliments achetés au restaurant	**2,5**	**3,5**

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

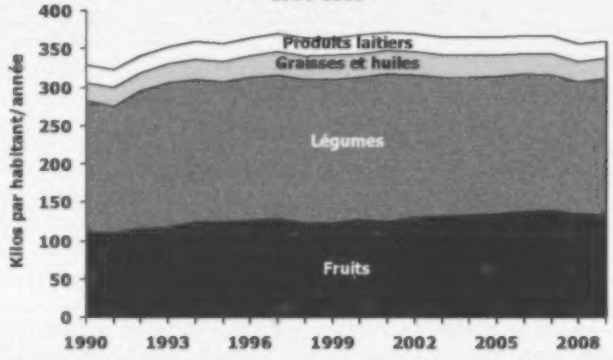
Les préférences alimentaires des Canadiens continuent d'évoluer. Ils consomment davantage de légumes frais, de yogourt, de fromage et de crème et moins de graisses, d'huiles et de viande

- **En 2009, c'est la consommation de légumes qui a affiché la plus importante hausse, à 179 kg par habitant.**

  Par contre, la consommation de fruits a reculé de près de 1 % comparativement à 2008, pour s'établir à 132 kg par habitant. La consommation de graisses, d'huiles et de produits laitiers est demeurée relativement stable.

  La consommation de graisses et d'huiles sous forme de beurre et de margarine s'est réduite d'environ 38 % entre 1981 et 2009, tandis que la consommation d'huile de table a fait un bond remarquable de 214 %, pour se situer à 11,82 kg par habitant en 2009. Quant aux produits laitiers, la consommation de fromage (45 %) et de crème (101 %) s'est accrue de façon marquée de 1981 à 2009.

Graphique C1.10
Consommation de produits laitiers, de fruits et de légumes, de graisses et d'huiles par habitant
1990-2009



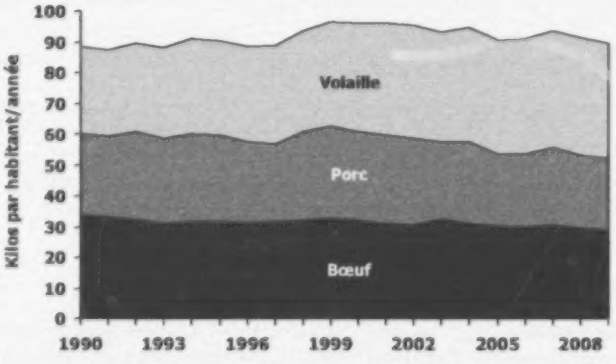
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données ne tiennent pas compte des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les foyers, les établissements privés ou les restaurants, ni des pertes subies pendant la préparation des aliments.

- **En 2009, la consommation de volaille a diminué de près de 1 % par rapport à l'année précédente, une première baisse depuis 2003. Dans l'ensemble, la consommation de volaille s'est accrue au fil du temps, passant de 28,15 kg par habitant en 1990 à 37,66 kg par habitant en 2009.**

  La consommation de bœuf, qui baisse de façon assez soutenue depuis 1990, s'est chiffrée à 28,6 kg par habitant en 2009. La consommation de porc est elle aussi à la baisse depuis 2000 et ne représentait que 23,36 kg par habitant en 2009.

Graphique C1.11
Consommation de bœuf, de porc et de volaille par habitant
1990-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

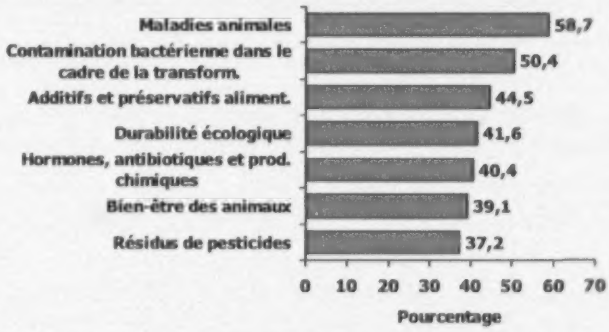
Nota : 1) Le total n'est pas ajusté en fonction des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins. Les données représentent les aliments offerts à la consommation et non les aliments consommés, étant donné qu'elles ne tiennent pas compte des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les foyers, les établissements privés ou les restaurants.
2) Poids au détail.

Les Canadiens choisissent leurs aliments en fonction de différentes préoccupations

- **Selon une étude commandée par AAC en 2010, la confiance des consommateurs à l'égard du système alimentaire canadien varie selon leurs préoccupations.**

  Par exemple, en 2010, près de 60 % des répondants ont affirmé avoir une grande ou une certaine confiance dans la gestion des maladies animales (telles que l'ESB) par le système alimentaire canadien. Une proportion relativement élevée des répondants avaient également une grande confiance dans la gestion de la contamination bactérienne dans le cadre de la transformation des aliments (comme la listériose). Toutefois, un faible pourcentage des répondants avait confiance envers la gestion du bien-être des animaux (39 %) et des résidus de pesticides (37 %) par le système alimentaire.

Graphique C1.12
Pourcentage de répondants ayant une grande confiance ou une certaine confiance dans la capacité du système alimentaire de gérer les enjeux suivants
2010



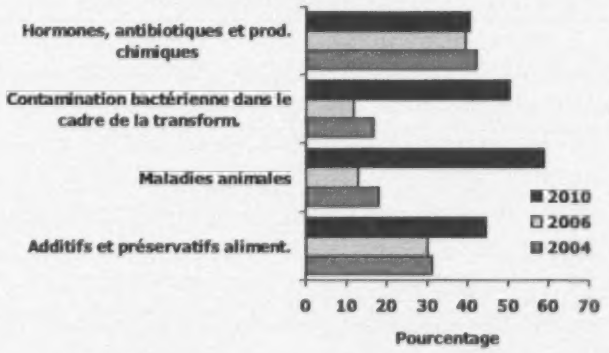
Source : *Perceptions des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments*, 2010 (AAC).

- **La confiance des consommateurs dans la capacité du système alimentaire canadien de gérer plusieurs problèmes associés aux aliments s'est améliorée de 2004 à 2010.**

  Le pourcentage des répondants ayant déclaré avoir confiance en la capacité du système alimentaire canadien de gérer les maladies animales et la contamination bactérienne dans l'alimentation au cours de la transformation est passé d'environ 20 % en 2004 à 60 % et 50 % entre 2004 et 2010, respectivement.

  Cependant, au cours de la même période, la confiance des répondants relativement à la gestion de l'utilisation des hormones, des antibiotiques et des produits chimiques par le système alimentaire canadien n'a fait aucun progrès appréciable.

Graphique C1.13
Pourcentage des répondants ayant une grande confiance ou une certaine confiance dans la capacité du système alimentaire canadien de gérer les questions de salubrité alimentaire suivantes
2004, 2006 et 2010



Source : *Perceptions des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments*, 2004, 2006 et 2010 (AAC).

Lorsqu'ils font leur épicerie ou qu'ils mangent au restaurant, les Canadiens cherchent toujours le meilleur rapport qualité-prix

- **En 2010, même si les consommateurs veulent de plus en plus des produits possédant certains nouvelles caractéristiques, ils accordent toujours de l'importance au rapport qualité-prix (86,7 %) lors de leurs achats à l'épicerie et de leurs repas au restaurant.**

  La majorité des répondants ont déclaré rechercher les aliments de la meilleure qualité possible (73,2 %), les aliments offrant la meilleure valeur nutritionnelle (72,1 %), les aliments provenant de certains pays (64,9 %), et les aliments de provenance du Canada (59,5 %) et de provenance locale (57,7 %).

  Un moins grand pourcentage de répondants ont déclaré rechercher des aliments produits selon des méthodes respectueuses de l'environnement (31,3 %), des produits biologiques (18,4 %) et des aliments produits selon des normes éthiques, comme les aliments végétariens (6 %) ou halal (3,5 %).

Graphique C1.14
Pourcentage des répondants qui recherchent toujours ou souvent les caractéristiques suivantes lors de leurs achats à l'épicerie et de leurs repas au restaurant
2010

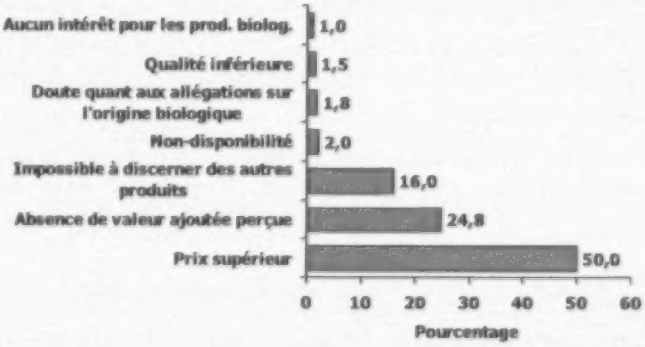
CARACTÉRISTIQUES	% DES RÉPONDANTS
Origine et marque	
Produit local	57,7
Produit du Canada	59,5
Réputation de la marque ou de l'origine du produit	61,3
Quantité d'ingrédients importés	63,1
Pays d'origine	64,9
Caractéristiques du produit	
Meilleure qualité possible	73,2
Meilleur rapport qualité-prix	86,7
Valeur nutritionnelle	72,1
Commodité	50,1
Allégations santé	45,4
Éthique et méthodes de production	
Production respectueuse de l'environnement	31,3
Production biologique	18,4
Élevage en libre parcours	5,5
Mode d'alim. des animaux (à l'herbe ou au grain)	-7,4
Commerce équitable	-20,3
Sans hormones ou antibiotiques	-33,2
Valeurs et régimes spéciaux	
Halal	3,5
Casher	4,3
Végétalisme	5,2
Végétarisme	6,0

Source : *Perceptions des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments*, 2010 (AAC).

- **Les principales raisons données par les consommateurs qui recherchaient rarement ou jamais des produits biologiques étaient le coût (50 %) et l'absence de valeur perçue (24,8 %).**

  Seul un faible pourcentage des répondants ont indiqué que la principale raison pour laquelle ils n'achetaient pas de produits biologiques était qu'ils ne croyaient pas les allégations relatives à la nature biologique des produits (1,8 %).

Graphique C1.15
Répartition en pourcentage des répondants ayant affirmé qu'ils ne recherchaient jamais ou recherchaient rarement des produits biologiques selon la principale raison donnée pour ne pas avoir acheté des produits biologiques
2010



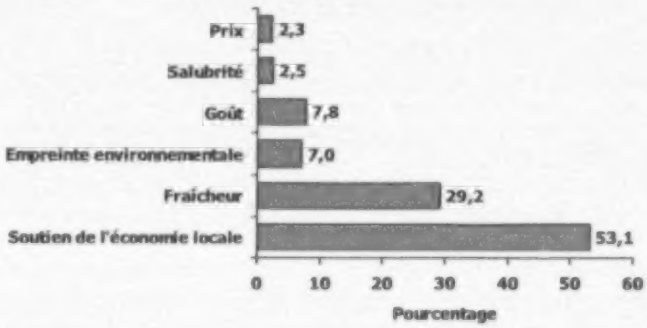
Source : *Perceptions des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments*, 2010 (AAC).

En ce qui concerne les produits locaux, les personnes sondées ont dit tenir compte de plusieurs facteurs dans leurs décisions d'achat

- **La principale raison mise de l'avant pour expliquer la préférence pour les produits locaux était le soutien de l'économie locale.**

  Un peu plus de la moitié des répondants ont affirmé que le principal avantage d'acheter des aliments produits localement consistait à soutenir l'économie locale. La deuxième raison évoquée, par un peu moins des deux tiers des répondants, concernait la fraîcheur des aliments. Seul un faible pourcentage de répondants a déclaré que le principal avantage était la salubrité (2,5 %) ou le goût (7,8 %). Seulement 7 % des répondants ont cité comme principal avantage que les produits locaux avaient des répercussions environnementales moindres.

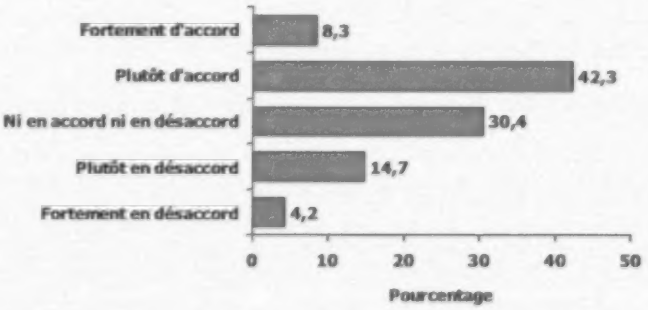
Graphique C1.16
Répartition en pourcentage (des répondants qui recherchent souvent, toujours ou occasionnellement des produits locaux) selon le « principal avantage » évoqué pour expliquer l'achat d'aliments produits localement
2010



Source : *Perceptions des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments*, 2010 (AAC).

- **Plus de la moitié des répondants recherchant des produits locaux ont indiqué être disposés à payer plus cher (fortement d'accord, 8,3 %; quelque peu d'accord, 42,3 %).** Moins d'un cinquième des répondants ont affirmé ne pas être disposés à payer davantage pour se procurer des aliments produits localement.

Graphique C1.17
Pourcentage répondants qui recherchent souvent, toujours ou occasionnellement des produits locaux selon la réponse à l'affirmation « Lors de mes achats à l'épicerie, je suis prêt à payer plus cher pour me procurer des prod. locaux »
2010



Source : *Perceptions des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments*, 2010 (AAC).

SECTION C2

Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

INTRODUCTION :

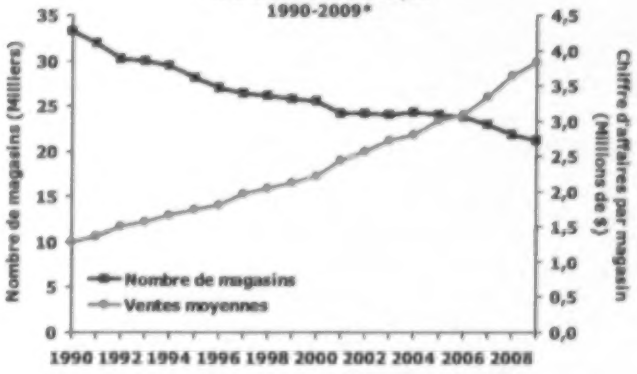
La vente au détail et en gros des aliments et la distribution des aliments sont des composantes majeures du système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation, qui se trouvent en première ligne, réagissent aux besoins en constante évolution des consommateurs et de la société, aux caprices du marché et à l'arrivée de nouveaux joueurs (p. ex. Walmart); ils se restructurent pour préserver, voire accroître, leur part du marché, en formant des alliances et en créant des réseaux avec des fournisseurs en amont des chaînes d'approvisionnement. Les établissements des services alimentaires adaptent continuellement leurs produits et services afin d'augmenter leur chiffre d'affaires en réaction à la concurrence féroce que leur livrent les restaurants rivaux et les détaillants en alimentation, qui offrent aux consommateurs la commodité qu'ils souhaitent en leur proposant une variété croissante d'aliments préparés et de repas à emporter.

La consolidation dans le commerce de détail des aliments est de plus en plus poussée

- **Au cours de la dernière décennie, les détaillants ont rationalisé leurs activités et la taille des commerces a augmenté.**

  Les chaînes de supermarchés traditionnels ont consolidé leurs activités pour faire face à la concurrence accrue. En 2009, le Canada ne comptait plus que 21 242 magasins d'alimentation, soit une baisse de 563. Les trois plus gros détaillants en alimentation au Canada sont Les Compagnies Loblaw Limitée (30,7 milliards de dollars de ventes et 1 029 magasins), Sobeys Inc. (14,8 milliards de dollars et plus de 1 300 magasins) et Métro Inc. (11,2 milliards de dollars et 559 magasins en Ontario et au Québec).

Graphique C2.1
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen
1990-2009*

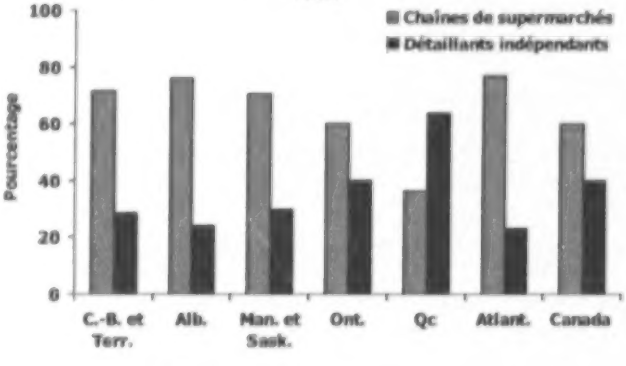


Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2009 sont des estimations.

- **Les chaînes de supermarchés dominent les ventes d'aliments dans toutes les provinces sauf le Québec.**

  Il n'existe que deux chaînes de supermarchés pancanadiennes, soit Les Compagnies Loblaw Limitée et Sobeys Inc. Dans l'ensemble, plus de 60 % des ventes d'aliments au détail sont effectuées par les chaînes d'alimentation. Toutefois, la prépondérance des chaînes en pourcentage des ventes varie considérablement selon la province. Les chaînes dominent dans les provinces de l'Atlantique (76,9 %), mais sont nettement moins importantes au Québec (36,2 %). En 2009, les chaînes ont perdu une petite part du marché dans l'Est du Canada, mais ont gagné une légère part du marché dans l'Ouest du pays.

Graphique C2.2
Part du chiffre d'affaires des chaînes de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens par région
2009



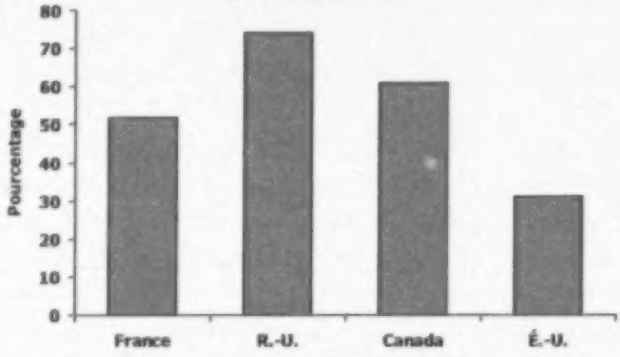
Source : Canadian Grocer, février 2010.

Les parts de marché détenues par les quatre premiers détaillants en alimentation sont plus importantes au Canada qu'aux États-Unis, mais moins importantes qu'au Royaume-Uni

- **Au Canada, les quatre plus grands détaillants en alimentation contribuaient pour environ 61 % aux ventes nationales d'aliments.**

  La part de marché des grands magasins d'alimentation au Royaume-Uni, à 75 %, dépassait celle des magasins au Canada, tandis que les États-Unis et la France affichaient une moins grande concentration. Cependant, à l'échelle régionale, la concentration dans l'alimentation de détail s'avère élevée aux États-Unis.

Graphique C2.3
Part de marché des quatre plus grands détaillants de certains pays
2009

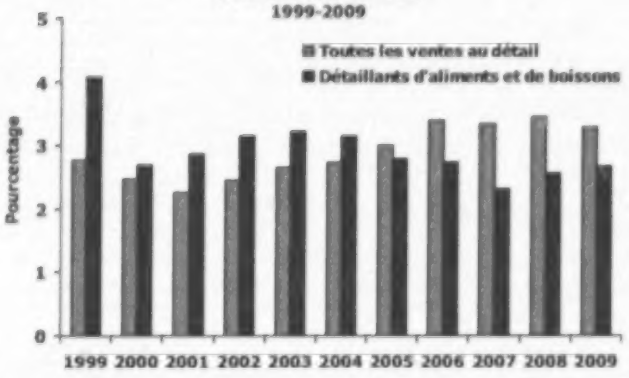


Source : TNS (R.-U.), AC Nielsen (Canada), l'expansion.com (France), U.S. Census Bureau (É.-U.), tiré d'une présentation à la CIBC World Markets Retail Conference, mars 2009.

- **La marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons canadiens demeure inférieure à celle de l'ensemble des détaillants, toutefois l'écart a diminué en 2009.**

  Jusqu'en 2005, la marge bénéficiaire des détaillants non alimentaires était inférieure à celle des détaillants d'aliments et de boissons, mais la situation s'est inversée depuis, ce qui rend compte de la concurrence accrue posée par des détaillants non alimentaires comme Walmart, les pharmacies et autres. Depuis 2000, la marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons s'est chiffrée à tout juste moins de 3 % par année.

Graphique C2.4
Ratio moyen de la marge bénéficiaire* des détaillants d'aliments et de boissons
1999-2009



Source : Statistique Canada, *Statistiques financières trimestrielles des entreprises.*

Nota : *Consulter le glossaire pour les définitions du ratio de marge bénéficiaire et des industries non financières.
Ne comprend pas les coopératives contrôlées par l'État, notamment la LCBO et la SAQ.

La part des ventes d'aliments, de boissons gazeuses et de boissons non alcoolisées détenue par les magasins de marchandises diverses continue d'augmenter, alors que celle des magasins d'aliments et de boissons continue de diminuer

- **Les magasins de marchandises diverses, les stations-service et les pharmacies vendent de plus en plus des produits alimentaires. De leur côté, les détaillants d'aliments et de boissons traditionnels ont élargi leur offre de produits non alimentaires.**

  En 2009, les magasins de marchandises diverses étaient à l'origine de 11,3 % des ventes d'aliments et de boissons, une hausse comparativement à 7,6 % en 1999.

  Les ventes d'aliments et de boissons par les magasins de marchandises diverses ont grimpé de 11 % par année en moyenne au cours des cinq dernières années, soit bien plus que celles des magasins d'aliments et de boissons qui n'ont crû que de 4 %.

Graphique C2.5
Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente
1999 vs 2009

GENRE DE POINT DE VENTE	1999	2009
	POURCENTAGE	
Magasins d'aliments et de boissons	87,8	84,2
Magasins de marchandises diverses	7,6	11,3
Stations-service et concessionnaires d'automobiles	2,5	2,7
Pharmacies	1,7	1,5
Autres	0,4	0,3

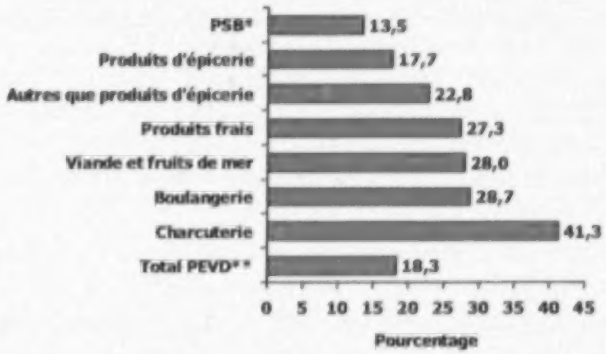
Source : Statistique Canada, *Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail.*

- **En 2009, les produits de marque maison représentaient toujours une part considérable (18 %) des ventes totales de produits d'épicerie. Les ventes de marques maison n'ont pas augmenté pendant la récession au Canada, contrairement aux États-Unis.**

  Les marques maison ont enregistré les plus forts pourcentages des ventes dans les produits fins, les produits de boulangerie, les viandes et les fruits de mer, à 41,3 %, 28,7 % et 28 %, respectivement. La croissance des marques maison a surpassé celle des grandes marques dans les fruits et légumes, dont les ventes ont crû de 13 %.

  La création de marques maison demeure une stratégie concurrentielle importante pour les grands détaillants qui veulent attirer et fidéliser les clients. La société Loblaw a lancé 800 nouveaux produits de marque maison en 2009, soit 25 % de l'ensemble de ses ventes. Les principales marques maison de Loblaw sont « Choix du Président » et « sans nom ». Selon le cabinet Nielsen, au chapitre des ventes ce sont les deux premières marques de produits emballés au Canada.

Graphique C2.6
Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires total des produits alimentaires par rayon
2009



Source : Données recueillies par Nielsen sur 52 semaines consécutives jusqu'au 13 mars 2010, tous circuits de distribution confondus, à l'échelle nationale.

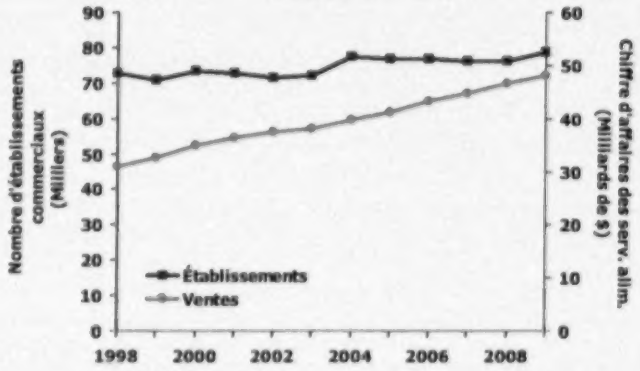
Nota : * Produits de santé et de beauté (PSB).
** Produits emballés pour la vente au détail (PEVD).

Les ventes de l'industrie de la restauration continuent de croître, et les faillites restent peu nombreuses

- **Les ventes des services alimentaires commerciaux ont progressé de 48 % au cours des dix dernières années, mais le nombre d'établissements s'est stabilisé, n'augmentant que de 1 % par année en moyenne.**

  Le chiffre d'affaires des établissements de services alimentaires commerciaux était évalué à 48 milliards de dollars en 2009, soit une hausse de 2,9 % par rapport à 2008. En 2009, on dénombrait environ 78 600 de ces établissements au Canada, dont 6 % dans les provinces de l'Atlantique, 23 % au Québec, 40 % en Ontario, 16 % dans les Prairies et 15 % en Colombie-Britannique.

Graphique C2.7
Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements
1998-2009



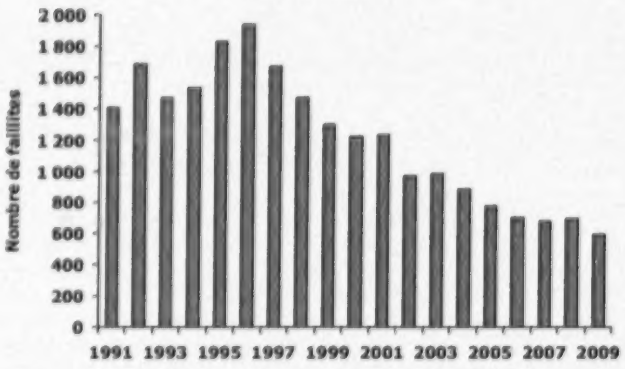
Source : Statistique Canada.

- **Le nombre de faillites d'établissements de restauration commerciale commerciaux a chuté de 15 % en 2009 par rapport à 2008.**

  Le nombre de faillites a diminué sensiblement et assez systématiquement depuis une dizaine d'années, passant d'un sommet de 1 933 en 1996 à 595 en 2009. Le nombre de faillites constitue généralement un indicateur tardif du ralentissement économique.

  Les restaurants à service complet, qui représentent 45 % de l'ensemble des établissements de restauration commerciale, ont par ailleurs été visés par 70 % des faillites dans l'industrie canadienne de la restauration en 2009. Les principaux facteurs en cause sont leurs coûts de main-d'œuvre élevés et leur mince marge bénéficiaire.

Graphique C2.8
Nombre de faillites de restaurants commerciaux
1991-2009



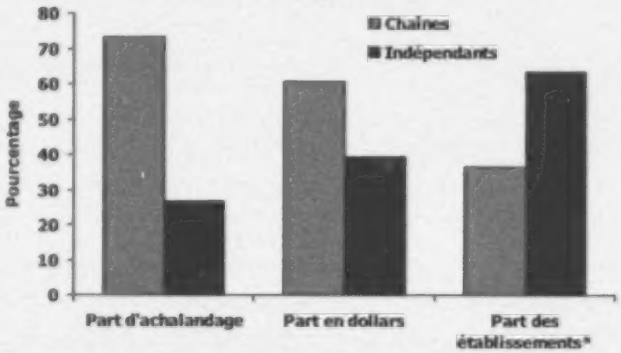
Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, *InfoStats* trimestriel.

Les restaurants indépendants sont plus nombreux que les restaurants appartenant à des chaînes, mais ils obtiennent une moindre part des ventes et de l'achalandage

- **Les restaurants indépendants sont environ deux fois plus nombreux que les restaurants appartenant à des chaînes au Canada. Toutefois, ils n'accaparent que 39 % des ventes et 27 % de la clientèle.**

  En 2009, les ventes des chaînes de restaurants ont augmenté d'un modeste 0,3 %, alors que les ventes des restaurants indépendants ont baissé de 3,2 %. En 2008, les 50 principales chaînes étaient à l'origine de 48 % des ventes et représentaient 27 % des établissements.

Graphique C2.9
Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants
2009



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

Nota : * Les données se rapportent aux services alimentaires des chaînes et des restaurants indépendants dans les restaurants et les magasins de détail.

Les Canadiens ont consacré moins d'argent aux repas pris au restaurant comparativement à l'année dernière

- **Dans l'ensemble, lorsque les Canadiens mangent au restaurant, ils privilégient les établissements offrant davantage de services. Ainsi, les restaurants à service complet expliquent plus du tiers (35 %) de toutes les ventes des services alimentaires commerciaux.**

  Toutefois, en 2009, la conjoncture économique difficile a nui à la plupart des types de restaurants, mais surtout à la restauration hôtelière (-6,4 %). Les restaurants à service restreint et les autres services alimentaires faisaient figure d'exception, leurs ventes ayant progressé de 1,6 % et 3,1 %, respectivement. En 2009, les ventes de l'ensemble de l'industrie de la restauration commerciale et non commerciale ont reculé de 1,2 %, pour se chiffrer aux environs de 58,3 milliards de dollars.

Graphique C2.10
Part de marché des services alimentaires selon la catégorie
2009

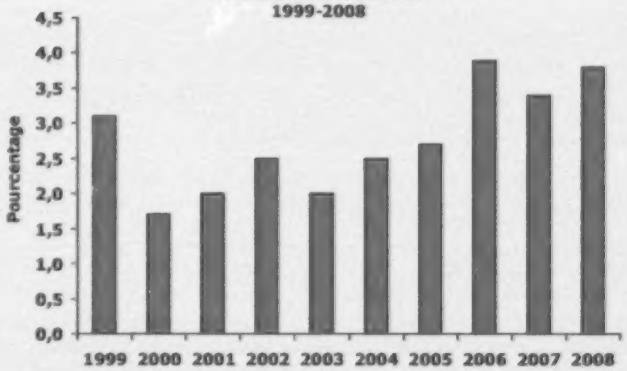
DONNÉES PRÉLIMINAIRES DE 2009	(MILLIONS DE $)	POURCENTAGE
Services alimentaires commerciaux	**46 132**	**79**
Restaurants à service complet	20 126	35
Restaurants à service restreint	19 837	34
Traiteurs et traiteurs à contrat	3 686	6
Pubs, tavernes et boîtes de nuit	2 483	4
Services alimentaires non commerciaux	**12 187**	**21**
Restauration hôtelière	5 294	9
Autres services alimentaires*	6 893	12
Total des services alimentaires	**58 319**	**100**

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et calculs d'AAC.
Nota : Les données de 2009 sont préliminaires.
*Englobe les établissements de restauration collective et les services alimentaires de détail et autres.

- **En 2008, la marge bénéficiaire des établissements de restauration et des débits de boissons s'est légèrement bonifiée.**

  Les services alimentaires et les débits de boissons ont enregistré une hausse de leur marge bénéficiaire moyenne, qui est passée de 3,4 % en 2007 à 3,8 % en 2008, après une baisse subie en 2007. Les marges bénéficiaires des services alimentaires et des débits de boisson avaient augmenté constamment au cours de la plupart des dix dernières années, passant d'un creux de 1,7 % en 2000 à un sommet de 3,9 % en 2006.

Graphique C2.11
Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boisson
1999-2008



Source : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, Annuel.

NOTE(S) :

Selon Statistique Canada, les services alimentaires et les débits de boissons comprennent les établissements qui offrent principalement des repas, des collations et des boissons pour consommation immédiate ou pour emporter. Ce sous-secteur n'englobe pas les services alimentaires offerts dans les établissements comme les hôtels, les associations civiques et sociales, les parcs d'attractions et les parcs récréatifs ainsi que les cinémas. Toutefois, les services alimentaires occupant des espaces loués dans des hôtels, des centres commerciaux, des aéroports et des grands magasins sont inclus. Les éléments de ce sous-secteur témoignent des niveaux et des types de services offerts.

Les services alimentaires institutionnels sont aussi des composants importants de l'industrie de la restauration

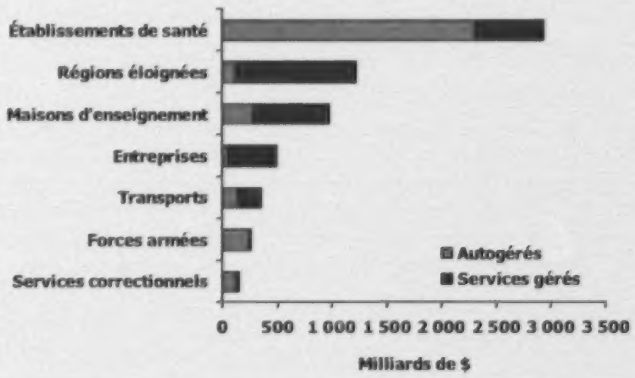
- **Le marché des services alimentaires institutionnels se chiffrait à 6,1 milliards de dollars en 2008, soit environ 10 % du marché total de la restauration. Les revenus provenant des services alimentaires institutionnels assurés par des fournisseurs de services représentaient 2,9 milliards de dollars (soit 47 % du marché institutionnel), et sont compris dans la catégorie « traiteurs et entrepreneurs en restauration » de l'industrie de la restauration commerciale. Les services alimentaires institutionnels autogérés représentaient 3,2 milliards de dollars (soit 53 %) et se situent dans la catégorie « autres fournisseurs » de services alimentaires non commerciaux.**

Le marché des services alimentaires institutionnels comprend les établissements de santé (p. ex. hôpitaux, établissements de soins de longue durée et maisons de retraite), les maisons d'enseignement (p. ex. écoles privées, écoles secondaires, cégeps et universités), l'armée, l'industrie des transports (p. ex. compagnies aériennes, compagnies ferroviaires, traversiers, navires de croisière et garde côtière), les établissements correctionnels provinciaux et fédéraux, les établissements en région éloignée et les entreprises.

Les établissements de soins de santé représentent 48 % du marché des services alimentaires institutionnels et ceux-ci sont essentiellement autogérés (78 %). Les autres composantes du secteur institutionnel, comme les services alimentaires en régions éloignées et les services alimentaires en entreprise, dépendent surtout de fournisseurs de services gérés (environ 90 %).

Au nombre des fournisseurs importants de services institutionnels figurent Compass Group Canada, Aramark Canada et Sodexo Inc.

Graphique C2.12
Marché des services alimentaires institutionnels
2008



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, *2009 Institutional Foodservice Market Report.*

SECTION C3

Transformation des aliments et des boissons

INTRODUCTION :

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons fait le lien entre les agriculteurs, les détaillants, les restaurateurs et les consommateurs, au Canada comme à l'étranger. Ce lien est de plus en plus intégré à mesure que les entreprises de transformation des aliments et des boissons s'associent à des agriculteurs et des détaillants (au Canada et à l'étranger) pour offrir aux consommateurs les produits qu'ils recherchent. L'industrie canadienne a dû surmonter des difficultés causées par la volatilité des taux de change, l'instabilité des prix des marchandises, la rareté de la main-d'œuvre et la récente récession mondiale.

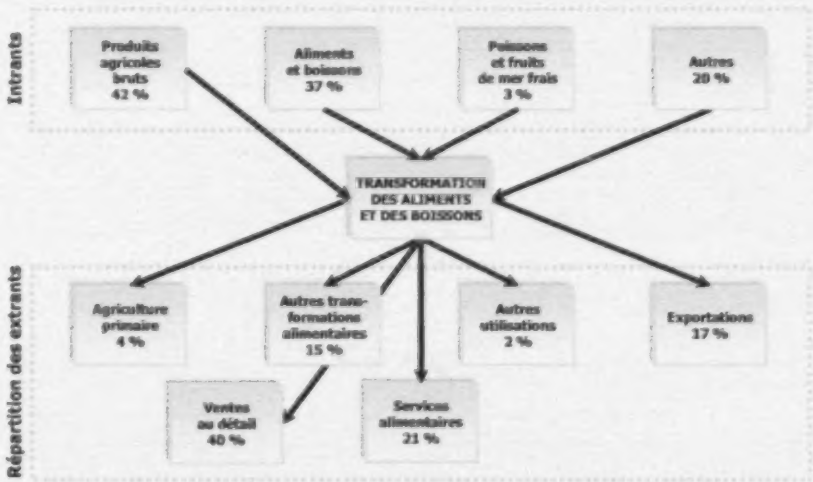
La transformation des aliments et des boissons est une composante importante et diversifiée du système agricole et agroalimentaire. Elle joue un rôle crucial dans la transformation des marchandises agricoles en aliments pour consommation humaine, en aliments pour animaux et en produits non alimentaires vendus au Canada et ailleurs dans le monde

- **Les marchandises agricoles représentent 42 % de la valeur totale des intrants matériels pour la transformation des aliments et des boissons.**

  Les aliments et les boissons déjà transformés représentent une proportion de 37 %, alors que le poisson et les fruits de mer frais et transformés représentent 3 % des intrants matériels. Les matériaux d'emballage, l'énergie, les additifs chimiques et l'équipement constituent la plus grande partie des 20 % restants.

  Les extrants de la transformation des aliments et des boissons sont principalement vendus aux détaillants d'aliments (40 %) et aux fournisseurs de services alimentaires nationaux (21 %) ou bien encore sont exportés (17 %).

Graphique C3.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants
2006



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Le total n'égale pas 100 % étant donné l'absence de certaines données confidentielles.

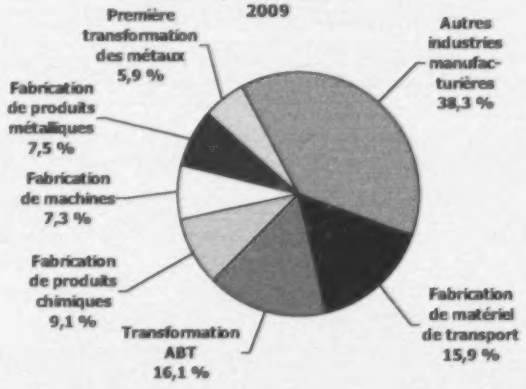
La transformation des aliments et des boissons est l'une des principales industries manufacturières du Canada

- **En 2009, la transformation des aliments et des boissons se classait au premier rang des activités manufacturières du Canada; sa part du PIB de l'industrie manufacturière grimpait à 16,1 % alors que celle de la fabrication de matériel de transport reculait à 15,9 % en raison de la récession.**

  En temps normal, la transformation des aliments et des boissons vient au deuxième rang des activités manufacturières derrière le matériel de transport, mais la fabrication de matériel automobile et aéronautique a souffert de la récession de 2009.

  Les aliments sont un produit de première nécessité; c'est pourquoi les récessions ne perturbent pas autant la transformation des aliments et des boissons que les autres industries manufacturières.

Graphique C3.2
Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière par secteur
2009

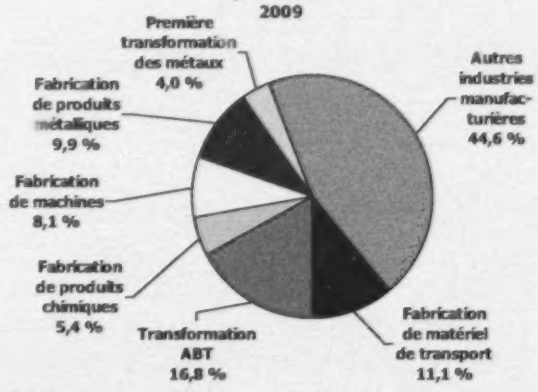


Source : Statistique Canada.

- **Le rôle de premier plan de la transformation des aliments et des boissons parmi les industries manufacturières se reflète également dans la répartition de l'emploi.**

  La proportion des travailleurs manufacturiers employés dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a grimpé à 17 % en 2009, tandis que celle des travailleurs de l'industrie des transports a reculé à 11 %.

Graphique C3.3
Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière par secteur
2009



Source : Statistique Canada.

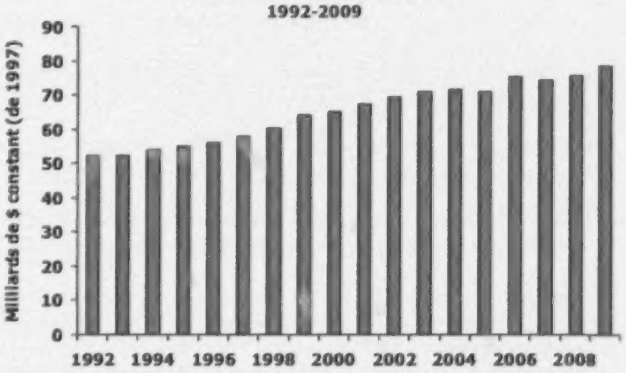
La production de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a repris de la vigueur en 2009

- **Depuis le début des années 1990, la valeur des expéditions d'aliments et de boissons a progressé de plus de 50 % en prix constants, atteignant 78 milliards de dollars en 2009.**

  La plus importante composante de cette industrie est la transformation des produits de viande, suivie de la transformation des produits laitiers et de la transformation des boissons.

  Les industries de la transformation des produits de viande et des produits laitiers représentaient environ 43 % de la valeur réelle des expéditions d'aliments et de boissons en 2009.

Graphique C3.4
Valeur des expéditions du secteur de la transformation des aliments et des boissons
1992-2009



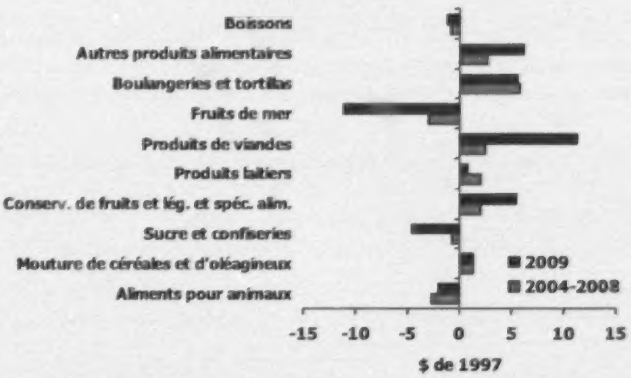
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Dans la plupart des branches de l'industrie de la transformation des aliments, la croissance a ralenti au cours des dix dernières années par rapport à la fin des années 1990.**

  Certaines branches font figure d'exception, notamment la transformation des aliments pour animaux et la transformation des produits du sucre et de la confiserie.

  Certaines autres, comme la transformation des boissons et la mouture de céréales et d'oléagineux, ont enregistré une croissance légèrement négative au cours des dernières années.

Graphique C3.5
Croissance annuelle moyenne de la valeur des expéditions réalisées par le secteur de la transformation des aliments et des boissons
2004-08 et 2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

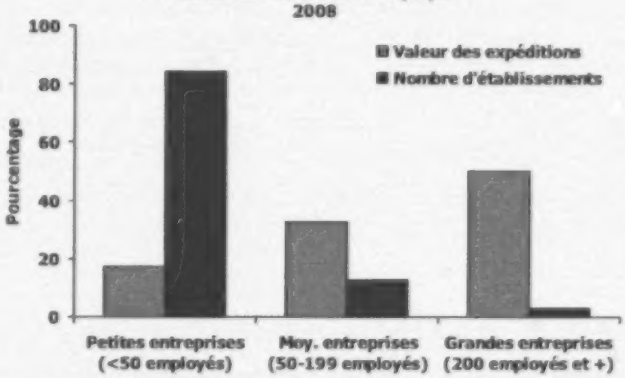
Les grandes entreprises de transformation des aliments représentaient 3 % du nombre total des établissements de l'industrie, mais revendiquaient la moitié de la production

- **En 2008, on dénombrait au Canada 8 237 entreprises de transformation des aliments.**

  Les grandes entreprises de transformation des aliments (200 employés ou plus) sont à l'origine de la majeure partie de la production. En 2008, elles ne représentaient que 3 % du nombre total d'entreprises, mais elles contribuaient à 50 % de la valeur des expéditions.

  En revanche, les petites entreprises (moins de 50 employés) représentaient 84 % des établissements, mais seulement 17 % de la valeur totale des expéditions.

Graphique C3.6
Répartition des expéditions du secteur de la transformation des aliments et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés
2008



Source : Statistique Canada, tabulation spéciale.

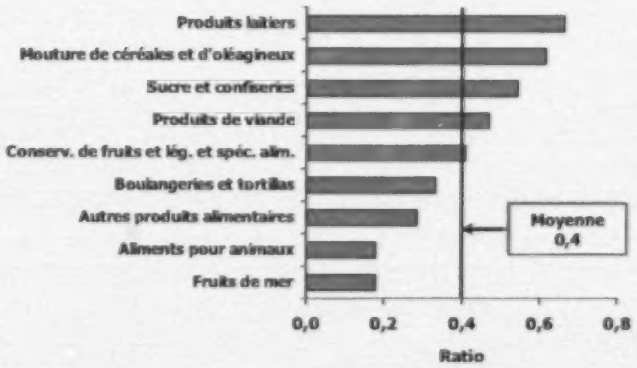
Nota : Ces données ne sont pas comparables aux données antérieures en raison de modifications apportées aux définitions.

- **Les ratios de concentration (RC4) dans l'industrie de la transformation des aliments varient selon la composante, les produits laitiers affichant le ratio le plus élevé et les fruits de mer et aliments pour animaux affichant le ratio le plus faible.**

  L'industrie canadienne de la transformation des aliments a subi d'importants changements structuraux depuis le début des années 1990, et se consolide de plus en plus.

  En 2008, les quatre premières entreprises de transformation de produits laitiers étaient responsables de 66 % des ventes, alors que les quatre premières entreprises de transformation de fruits de mer contribuaient à 18 % des ventes.

Graphique C3.7
Ratio de concentration (RC4)* dans le secteur de la transformation des aliments
2008



Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, tabulation spéciale.

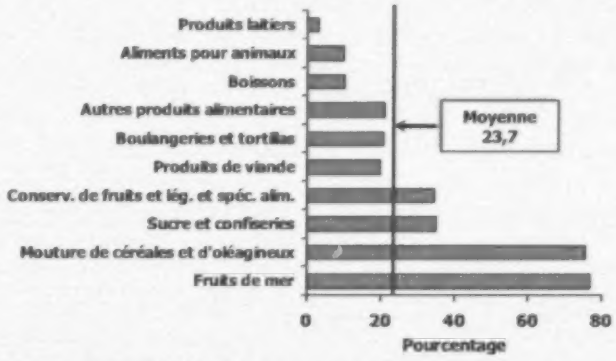
Nota : * Le RC4 mesure la proportion des ventes effectuée par les quatre principales entreprises de l'industrie.

Certaines industries du secteur de la transformation des aliments et des boissons dépendent plus du commerce que d'autres

- **Environ les trois quarts des expéditions canadiennes d'aliments et de boissons visent le marché intérieur et l'autre quart est destiné à l'exportation.**

  En moyenne, 24 % des expéditions d'aliments et de boissons ont été exportés en 2009. Certaines branches sont davantage axées sur les exportations que d'autres. Par exemple, 76,8 % des expéditions de produits de fruits de mer et 75,6 % de celles de produits de céréales et d'oléagineux ont été exportées en 2009.

Graphique C3.8
Taux d'exportation* dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par sous-secteur
2009

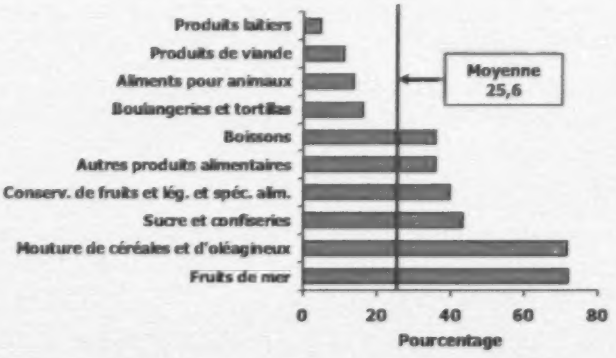


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Exportations calculées en pourcentage des expéditions.

- **La plupart des entreprises de transformation des aliments et des boissons concurrencent les importations sur le marché intérieur. En moyenne, les importations d'aliments et de boissons ont accaparé 25,6 % du marché intérieur en 2009.**

  Certaines des branches exportant le plus sont aussi celles qui importent le plus, comme les fruits de mer (71,9 %) et la mouture de céréales et d'oléagineux (71,6 %).

Graphique C3.9
Taux d'importation* dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par sous-secteur
2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Importations/(expéditions-exportations+importations).

Les produits de viande transformée, au premier rang des exportations de l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons, sont fortement tributaires du marché américain

- **En 2009, environ 56 % de la valeur totale de 18,9 milliards de dollars des exportations d'aliments et de boissons était attribuable à la transformation des produits de viande, à la mouture de céréales et d'oléagineux et à la transformation des fruits de mer.**

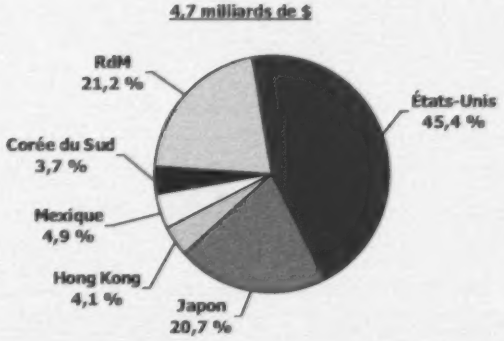
Graphique C3.10
Part des exportations sous-sectorielles dans l'ensemble des exportations d'aliments et boissons
2009

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les États-Unis ont absorbé 45,4 %, soit d'une valeur de 4,7 milliards de dollars des exportations canadiennes de produits de viande en 2009.**

  Le Japon (20,7 %) occupait le second rang des importateurs de produits de viande du Canada, suivi du Mexique (4,9 %), de Hong Kong (4,1 %) et de la Corée du Sud (3,7 %).

Graphique C3.11
Destinations des exportations du secteur de la transformation de viande
2009



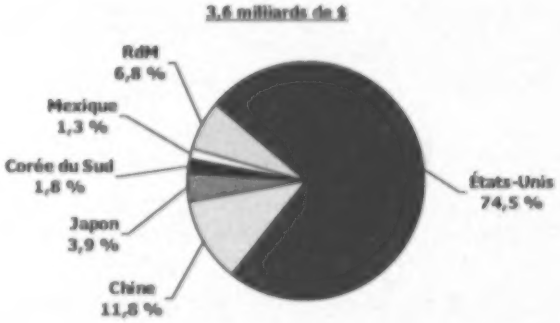
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

D'autres composantes importantes de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons exportent beaucoup aux États-Unis

- **En 2009, l'industrie de la mouture de céréales et d'oléagineux a exporté pour une valeur de 3,6 milliards de dollars de produits, dont environ 75 % aux États-Unis.**

  La Chine est arrivée deuxième parmi les destinations des exportations de l'industrie de la mouture de céréales et d'oléagineux, ayant absorbé 11,8 %, suivi du Japon (3,9 %) et de la Corée du Sud (1,8 %).

Graphique C3.12
Destinations des exportations du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux
2009

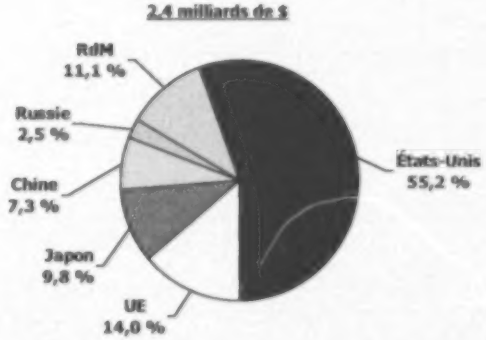


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **En 2009, plus de la moitié des exportations canadiennes de fruits de mer, chiffrées à 2,4 milliards de dollars, a été expédiée aux États-Unis.**

  Parmi les autres principaux marchés se trouvaient l'Union européenne (14 %), le Japon (10 %) et la Chine (7 %).

Graphique C3.13
Destinations des exportations du secteur des fruits de mer
2009



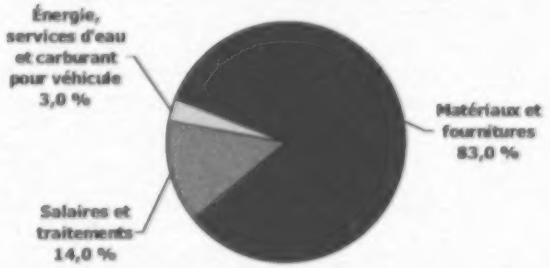
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les matériaux et les fournitures constituent les plus importants éléments des coûts variables de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons

- **Le coût variable global est constitué de la somme des coûts de production, à l'exclusion du capital physique. En 2008, le coût des matériaux et des fournitures était de loin la principale composante du coût variable global de la transformation des aliments, représentant près de 83 % du coût global.**

  La main-d'œuvre (salaires et traitements) venait au deuxième rang des principaux coûts et représentait 14 % du coût variable global, tandis que l'eau et le carburant n'en représentaient que 3 %.

Graphique C3.14
Coûts des intrants variables dans le secteur de la transformation des aliments
2008



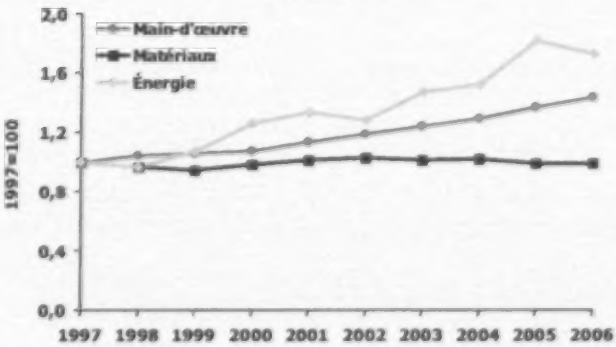
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les prix des matériaux et des fournitures utilisés par les entreprises de transformation des aliments sont demeurés relativement stables de 1997 à 2006, diminuant de 0,1 % par année en moyenne.**

  Puisque les matériaux et les fournitures représentent de loin la principale catégorie d'intrants dans la transformation des aliments, l'industrie a profité de la stabilité relative des prix de ces intrants.

  En revanche, le salaire horaire moyen versé aux employés (rémunérés à l'heure ou en salaire) a augmenté au rythme d'environ 4 % par année.

Graphique C3.15
Indice des prix des intrants, industrie de la transformation des aliments
1997-2006



Source : Statistique Canada.

Nota : La proportion moyenne de l'ensemble des coûts au cours de cette période était de 16 % pour la main-d'œuvre, 72 % pour les matériaux et 2 % seulement pour l'énergie.

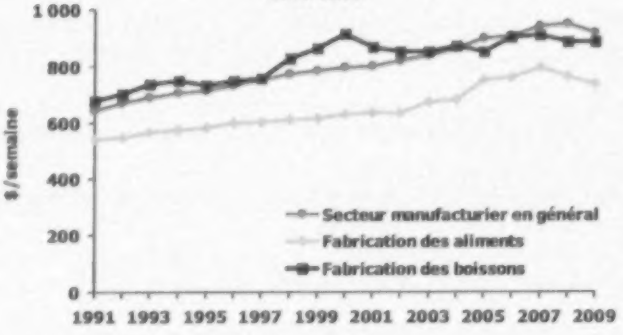
Les pressions engendrées par le coût de la main-d'œuvre se sont atténuées en 2008 et 2009 en raison des effets de la récession

- **Le coût de la main-d'œuvre dans la transformation des aliments et des boissons a connu une chute plus prononcée que celui de l'ensemble des industries manufacturières.**

  La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, qui est généralement inférieure à celle de l'ensemble de l'industrie manufacturière, a atteint un sommet en 2007 avant de reculer en 2008 et 2009, pendant la récession.

  L'emploi a diminué de façon moins marquée dans la transformation des aliments et des boissons que dans l'ensemble des industries manufacturières, pendant la récession de 2009. La demande à l'égard des aliments et boissons a moins baissé que dans les autres industries, étant donné que les aliments sont un produit de première nécessité. Les consommateurs ont en fait réduit les dépenses consacrées aux repas pris au restaurant et ont acheté davantage de nourriture dans les magasins pendant la récession.

Graphique C3.16
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie des aliments et des boissons et dans le secteur manufacturier en général 1991-2009



Source : Statistique Canada, tabulation spéciale.

En 2009, les investissements en machinerie et en équipement ont enregistré une forte hausse dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, contribuant à l'augmentation des immobilisations

- **Les investissements en immobilisations aident grandement les entreprises de transformation des aliments et des boissons à améliorer leur efficacité et leur productivité et à abaisser leurs coûts.**

  De 1990 à 2009, les dépenses globales en immobilisations dans la transformation des aliments au Canada se sont chiffrées, en moyenne, à 1,6 milliards de dollars par année en dollars constants.

  Ces investissements ont tout juste dépassé les besoins de remplacement, ce qui explique que les immobilisations totales se sont accrues de seulement 40 millions de dollars par année.

  Les investissements dans les bâtiments, la machinerie et l'équipement ont beaucoup varié de 1990 à 2009. Au chapitre des bâtiments, l'industrie de la transformation des aliments n'a pas suffisamment investi pour maintenir la valeur de ses actifs, ce qui a entraîné une perte de la valeur réelle de 40 millions de dollars par année. En ce qui concerne les machines et l'équipement, l'industrie a non seulement remplacé ses actifs existants, mais elle en a acheté de nouveaux chaque année à hauteur de 80 millions de dollars.

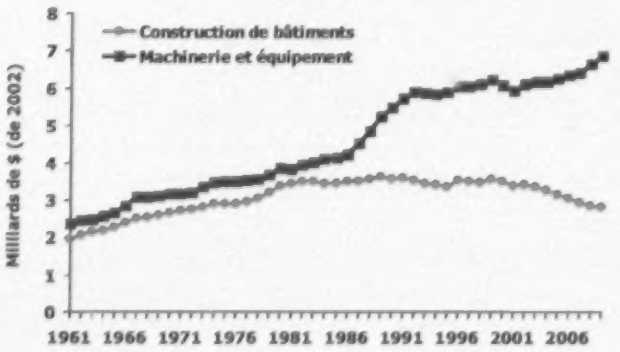
Graphique C3.17
Investissements en immobilisations de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons 1990-2009

Source : Statistique Canada.

- **Les immobilisations de l'industrie de la transformation des aliments sont le résultat des investissements antérieurs moins la dépréciation.**

  Les immobilisations en machines et en équipement servant à la transformation des aliments ont brusquement augmenté à la fin des années 1980 avant de revenir à une croissance stable. Les immobilisations en bâtiments ont grimpé régulièrement jusqu'en 2000, puis se sont mises à décroître.

Graphique C3.18
Immobilisations dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons 1961-2009



Source : Statistique Canada.

NOTE(S) :

Les immobilisations comprennent les bâtiments, les ouvrages de génie civil, la machinerie et l'équipement. Les investissements totaux en immobilisations sont constitués des achats nécessaires pour compenser la dépréciation (besoins de remplacement) et les achats servant à accroître les immobilisations. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs aux investissements, les immobilisations diminuent, car le niveau des immobilisations existantes n'est pas maintenu. Lorsque les investissements dépassent les besoins de remplacement, les immobilisations augmentent.

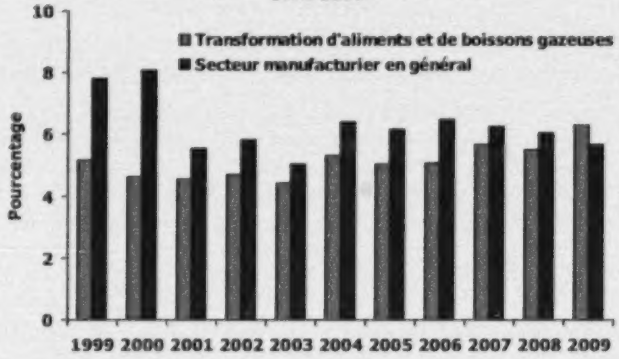
Les marges bénéficiaires ont crû dans la transformation des aliments en 2009, malgré la récession

- **Pour la première fois depuis de nombreuses années, les marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses ont dépassé celles de l'ensemble des industries manufacturières.**

  Les marges bénéficiaires de la plupart des industries manufacturières ont chuté en 2009 en raison de la récession. Alors que par le passé les marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses ont généralement été inférieures à celles de l'ensemble des industries manufacturières, elles les ont dépassées en 2009.

  La demande d'aliments, qui sont des produits de première nécessité, se maintient habituellement lors des récessions, ce qui n'est pas le cas d'autres produits manufacturiers, comme les biens durables (p. ex. les voitures et les électroménagers).

Graphique C3.19
Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie de la transformation des aliments et dans le secteur manufacturier en général
1999-2009

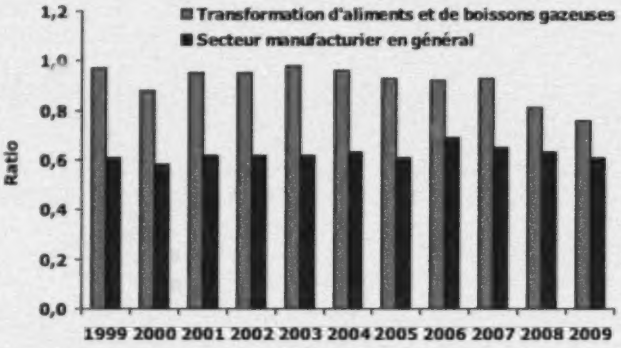


Source : Statistique Canada.

- **Le ratio de la dette de l'avoir propre de l'industrie des aliments et des boissons gazeuses, qui s'était maintenu au cours des dix dernières années, a chuté en 2008 et 2009. Il demeure toutefois, plus élevé que celui de l'ensemble des industries manufacturières.**

  Toutefois, l'écart entre le ratio de la dette de l'avoir propre de l'industrie des aliments et des boissons gazeuses et celui des autres industries manufacturières a diminué de façon appréciable en 2009.

Graphique C3.20
Ratio de la dette sur l'avoir propre dans l'industrie de la transform. des aliments et le secteur manufacturier en général
1999-2009



Source : Statistique Canada.

Les entreprises de transformation alimentaire innovent entre autres en investissant dans les machines et l'équipement

- **Le pourcentage d'entreprises ayant innové était plus élevé dans la transformation des aliments que dans l'ensemble des industries manufacturières.**

  Soixante-dix-sept pour cent des entreprises de transformation des aliments et 72 % de l'ensemble des entreprises manufacturières ont rapporté avoir introduit des produits et procédés innovateurs de 2005 à 2007.

  Les innovations dans les entreprises de transformation alimentaire ont principalement pris la forme de nouveaux produits ou de produits (biens) grandement améliorés (61 %, soit davantage que dans l'ensemble des industries manufacturières, à 54 %). Parmi les entreprises de transformation des aliments ayant introduit de nouveaux procédés, 46 % ont indiqué avoir innové dans les méthodes de fabrication ou de production, tandis que 31 % avaient innové dans les activités de soutien pour leurs procédés.

Graphique C3.21
Pourcentages des unités commerciales ayant innové au cours de la période 2005-2007

		ENS. IND MANUFACT.	TRANSFORM. ALIMENT.
		Pourcentage	
Innovations de produit ou de procédé		**72**	**77**
Adoption d'un nouveau produit ou amélioration marquée d'un produit	Biens	54	61
	Services	28	24
Adoption d'un nouveau procédé ou amélioration marquée d'un procédé	Méthodes de fabrication	43	46
	Méthodes logistiques, de livraison ou de distribution	14	18
	Activités de soutien	28	31

Source : Statistique Canada, *Enquête sur technologies de pointe, 2007.*

- **L'innovation varie selon les diverses industries de transformation des aliments.**

  Les entreprises de mise en conserve de fruits et de légumes menaient au chapitre des innovations de produits (69 %) et de procédés (71 %), et 56 % d'entre elles avaient innové en matière d'organisation entre 2005 et 2007. Un pourcentage relativement élevé d'entreprises de boulangerie et de fabrication de tortillas et d'entreprises de transformation de produits laitiers et de produits de viande ont aussi innové sur le plan des produits au cours de cette période. Les entreprises de transformation des fruits de mer ont été les moins novatrices, seulement 38 % et 31 % d'entre elles ayant innové sur le plan des produits et des procédés, respectivement.

  Environ 40 % des entreprises de fabrication de sucre et de confiserie ont innové au chapitre de la commercialisation, comme l'ont fait 38 % des entreprises de transformation de viande et 38 % des entreprises de mise en conserve de fruits et de légumes.

Graphique C3.22
Étendue de l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments 2005-2007

INDUSTRIE	PRODUIT	PROCÉDÉ	ORGANISATION	COMMERCIALISATION
	% des unités commerciales			
Transformation des aliments	60	47	40	28
Aliments pour animaux	55	50	42	18
Mouture de céréales et d'oléag.	56	39	42	14
Sucre et confiseries	60	48	36	40
Cons. de fruits, lég. et spéc. alim.	69	71	56	38
Produits laitiers	66	42	28	25
Produits de la viande	63	58	47	38
Fruits de mer	38	31	27	17
Boulangerie et tortillas	68	48	43	35
Autres produits alimentaires	61	39	37	20

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les technologies de pointe, 2007.*

L'investissement dans les machines et l'équipement favorise grandement l'adoption de nouvelles technologies de pointe

- **La plupart des entreprises de transformation des aliments acquièrent leurs technologies de pointe en les achetant, principalement sous forme de machines et d'équipement (58 %).**

  La proportion est comparable dans l'ensemble des industries manufacturières (57 %) et reste valable dans la plupart des branches de l'industrie de la transformation des aliments. Font exception les entreprises de mouture de céréales et d'oléagineux, qui acquièrent généralement des technologies de pointe en modifiant des technologies existantes (52 %).

  Seulement 17 % des entreprises de transformation des aliments ont innové en concevant elles-mêmes des technologies de pointe, comparativement à 22 % pour l'ensemble des entreprises manufacturières. Cela dit, 23 % des entreprises de fabrication de nourriture pour animaux, de sucre et de confiseries et d'autres produits alimentaires ont développé leurs propres technologies.

Graphique C3.23
Acquisition ou intégration de technologies de pointe par les unités commerciales selon la méthode 2005-2007

INDUSTRIE	ACHAT DE TECHNOLOGIE	MODIFIC. DE TECHNOLOGIE	CRÉATION DE TECHNOLOGIE
	% des unités commerciales		
Ensemble des ind. manufact.	57	21	22
Transformation des aliments	58	25	17
Aliments pour animaux	62	15	23
Mouture de céréales et d'oléag.	43	52	5
Sucre et confiseries	60	18	23
Cons. de fruits, lég. et spéc. alim.	47	31	19
Produits laitiers	53	39	6
Produits de la viande	59	20	21
Fruits de mer	78	13	9
Boulangerie et tortillas	58	26	16
Autres produits alimentaires	54	23	23

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les technologies de pointe*, 2007.

NOTE(S) :

Par **technologie**, on entend au sens large les moyens techniques et le savoir-faire nécessaires à la fabrication d'un produit ou à la prestation d'un service, qu'il s'agisse d'outils, de matériaux, de procédés, de plans ou de connaissances.

La **technologie de pointe** est une technologie avancée qui permet d'exercer une nouvelle fonction ou d'améliorer considérablement une fonction par rapport aux technologies utilisées couramment. Ces technologies comprennent entre autres la biotechnologie et la nanotechnologie

Source : Enquête sur les technologies de pointe, 2007.

Les entreprises de transformation des aliments considèrent que l'amélioration de la productivité et de la qualité des produits sont des effets majeurs de l'innovation

- **Les entreprises ont affirmé que les principaux bienfaits de l'adoption de technologies de pointe de 2005 à 2007 étaient l'amélioration de la qualité des produits (64 %) et de la productivité (60 %).**

  L'amélioration des compétences au sein de l'entreprise et l'augmentation de la capacité de répondre aux besoins des consommateurs étaient également considérées comme des avantages importants, tout comme le maintien de la compétitivité (60 %) et l'accroissement de la rentabilité (58 %), suivis de la satisfaction accrue des besoins du client grâce à l'amélioration des produits (58 %) et l'augmentation de la capacité de répondre aux besoins des consommateurs (54 %).

Graphique C3.24
Effets de l'adoption de technologies de pointe dans la transformation des aliments (parmi les unités commerc. utilisant des technol. de pointe) 2005-2007

AVANTAGES	UNITÉS COMMERC. ATTRIBUANT UNE IMPORTANCE ÉLEVÉE OU MOYENNE
	Pourcentage
Amélioration de la productivité	
Réduction de main-d'œuvre par unité produite	60
Réduction de matières par unité produite	42
Amélioration des produits	
Meilleure qualité des produits	64
Meilleure satisfaction des besoins du client	58
Modifications de l'organisation	
Plus grande souplesse dans la production	46
Augmentation des compétences nécessaires	53
Rendement du marché	
Accroissement de la part de marché	37
Rentabilité accrue	58
Maintien de la compétitivité	60
Ouverture de nouveaux marchés d'exportation	30
Aug. de la capacité de répondre aux besoins des consomm.	54

Source: Statistics Canada, Survey of Advanced Technology, 2007.

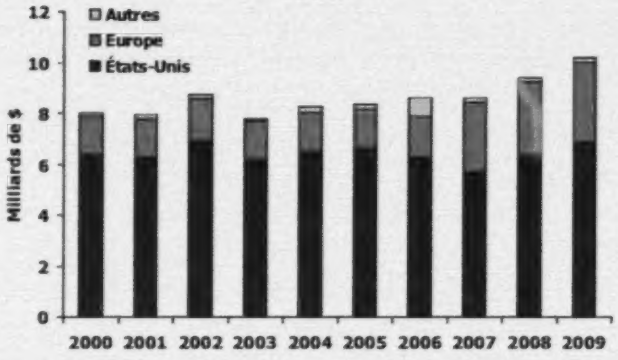
Les investissements directs à l'étranger (IDE) sont une importante source de financement des immobilisations et des innovations dans la transformation des aliments et des boissons au Canada

- **Le stock d'IDE placé dans les entreprises de transformation des aliments canadiennes en 2009 se chiffrait à 10,2 milliards de dollars.**

  En 2009, les États-Unis ont été à l'origine de 68 % des IDE entrant dans l'industrie de la transformation des aliments au Canada, et l'Europe, de 31 %.

  La proportion attribuable à l'Europe a augmenté au fil du temps.

Graphique C3.25
Stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments par pays d'origine 2000-2009*

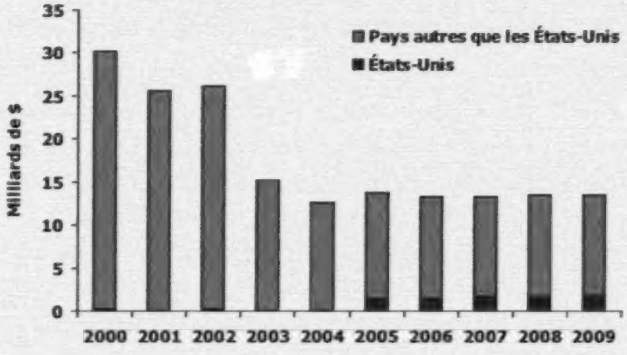


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2009 sont préliminaires.

- **En 2009, le stock d'IDE dans l'industrie canadienne de la transformation des boissons et du tabac a totalisé 13,5 milliards de dollars.**

  Le stock d'IDE entrant dans l'industrie canadienne de la transformation des boissons et du tabac provenait majoritairement de l'extérieur de l'Amérique du Nord. En gros, 80 % de ces IDE venaient d'Europe, encore que cette proportion ait légèrement diminué au fil du temps.

Graphique C3.26
Stock d'IDE dans le secteur de la transformation des boissons et du tabac par pays d'origine 2000-2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2009 sont préliminaires.

NOTE(S) :

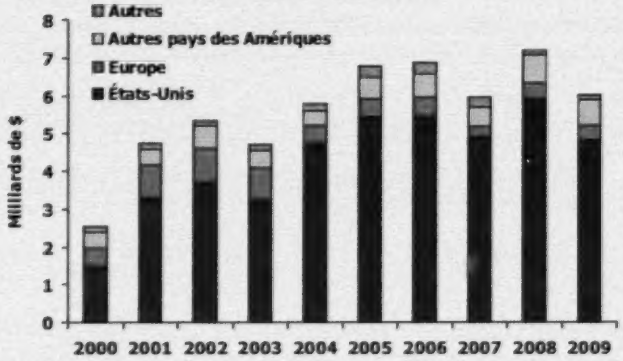
L'**IDE** désigne l'investissement fait par une entité non résidante (particuliers ou entreprises publiques ou privées), au moyen d'une mise de fonds, d'une fusion, d'une acquisition ou d'un achat d'actions, de sorte que cette entité détient 10 % ou plus de la participation dans une entreprise d'un autre pays.

L'**IDE entrant** est l'investissement placé dans une entreprise canadienne par une entité étrangère, alors que l'**IDE sortant** est l'investissement d'une entité canadienne dans une entreprise étrangère.

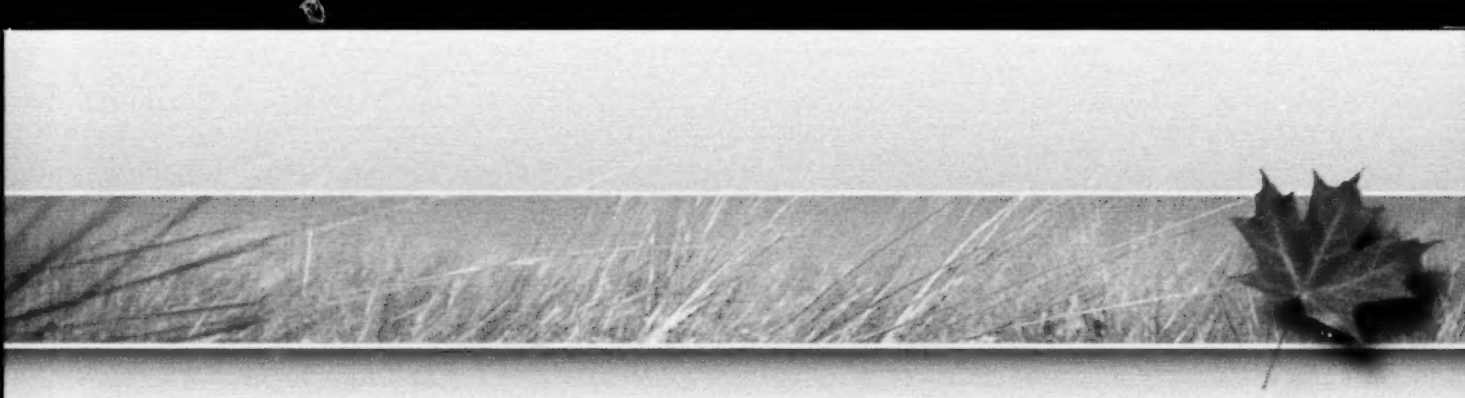
Les entreprises de transformation des aliments et de boissons ont également effectué des investissements à l'étranger, mais ceux-ci ont diminué en 2009

- **En 2009, les États-Unis ont absorbé plus de 80 % de l'ensemble des IDE sortants du Canada dans la transformation des aliments, investissements qui ont fortement régressé en raison de la précarité des marchés financiers et de la conjoncture économique.**

Graphique C3.27
Stock d'IDE sortant dans la transformation des aliments par pays de destination 2000-2009*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : *Les données de 2009 sont préliminaires.



SECTION C4

Agriculture primaire

INTRODUCTION :

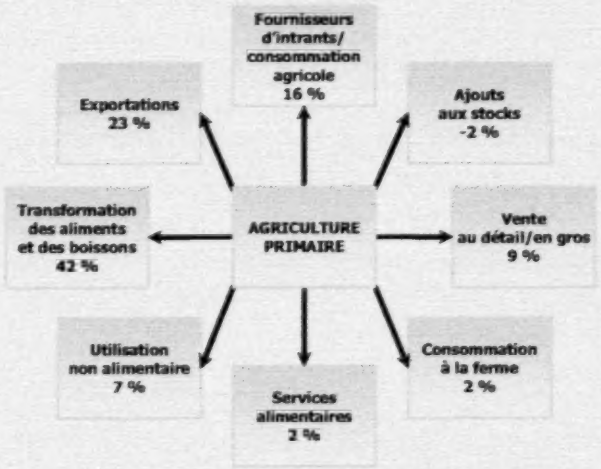
Les agriculteurs constituent le fondement même du secteur agricole et agroalimentaire et ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement. Ils contribuent aussi grandement à la croissance et à l'activité économique du Canada par l'intermédiaire de ces liens. Par conséquent, les nouveaux faits dans le marché des produits de base et les autres maillons de la chaîne, comme les changements associés à la production et aux prix des intrants agricoles, à la transformation des aliments, au commerce de détail des aliments et aux services alimentaires, ont une incidence sur la structure et le rendement de l'agriculture primaire. À un niveau plus désagrégé, les exploitants agricoles recourent à des stratégies commerciales et à des compétences en gestion différentes selon la taille et le type de leur exploitation. Cette diversité explique les différences de rendement d'une exploitation agricole à une autre.

Les agriculteurs ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire

- **L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons constitue le plus important marché par les produits agricoles. Elle utilise près de la moitié (42 %) de la valeur des produits agricoles disponibles au Canada.**

  Les agriculteurs ont à leur disposition de nombreuses façons de commercialiser leurs produits. En 2006, 23 % de la production agricole a été directement exportée (n'inclut pas la portion de la production qui est destinée à la transformation d'aliments et de boissons et subséquemment exportée sous forme de produits alimentaires), 16 % a été utilisée par l'agriculture primaire (aliments pour animaux, semences, etc.), 9 % a été vendue aux consommateurs directement à la ferme ou par l'intermédiaire de détaillants (principalement des fruits et des légumes frais) et 7 % a été destinée à des utilisations non alimentaires (peaux, tabac et bioproduits).

Graphique C4.1
Répartition de la valeur de la production agricole
2006



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

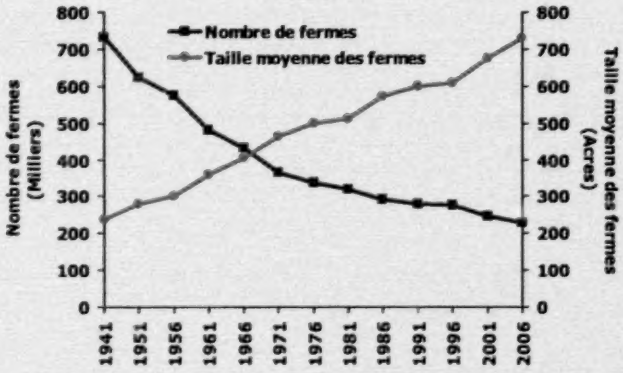
L'agriculture primaire est un segment dynamique qui ne cesse de se restructurer et de s'adapter aux changements des conditions économiques

- **Au cours des 50 dernières années, la taille moyenne des exploitations agricoles au Canada a triplé alors que leur nombre a diminué.**

  En 2006, le Canada comptait 229 373 exploitations agricoles, soit une diminution de 7 % par rapport à 2001. À titre de comparaison, on avait enregistré une baisse de 11 % du nombre d'exploitations agricoles entre 1996 et 2001.

  Par ailleurs, la taille moyenne des exploitations agricoles est à la hausse. Les avancées technologiques et l'accroissement de la productivité ont favorisé la consolidation et l'exploitation à grande échelle.

Graphique C4.2
Nombre et taille des fermes au Canada
1941-2006



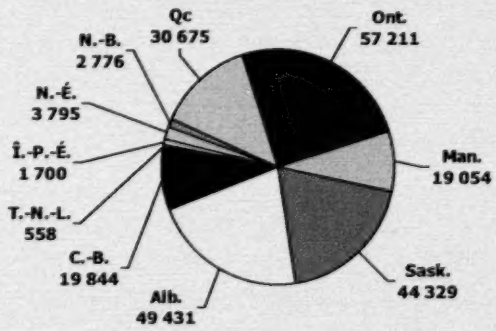
Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, diverses années.

- **En 2006, le nombre d'exploitations a continué de reculer dans toutes les provinces.**

  En 2006, l'Ontario comptait le plus d'exploitations agricoles (57 211), devant l'Alberta (49 431) et la Saskatchewan (44 329).

  C'est en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador que le nombre d'exploitations agricoles a le plus reculé de 2001 à 2006, soit 12 % et 13 %, respectivement. Au cours de la même période, la Colombie-Britannique est la province qui s'en est le mieux tirée (2 %).

Graphique C4.3
Répartition des fermes par province
2006



Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, 2006.

Le Canada produit une gamme diversifiée de produits qui varient selon la province

En Colombie-Britannique, la production agricole est principalement consacrée à l'horticulture en raison du climat doux et de la longue saison de croissance.

Les Prairies produisent la majeure partie de la viande rouge, des céréales et des oléagineux canadiens. L'Alberta et le Manitoba sont les principaux éleveurs de bovins et de porcs. La Saskatchewan vient au premier rang des producteurs de céréales et d'oléagineux.

L'Ontario et le Québec sont les plus grands producteurs de produits laitiers au pays. De plus, l'Ontario produit la grande part du maïs et du soja canadiens, tandis que le Québec est le principal producteur de porc, après les Prairies.

Dans les provinces de l'Atlantique, l'horticulture domine, dominée par la culture de la pomme de terre. La production laitière y est également importante.

Graphique C4.4
Principales productions par province et par territoire

Source : AAC.

L'importance relative des produits de base a varié au fil du temps selon les régions

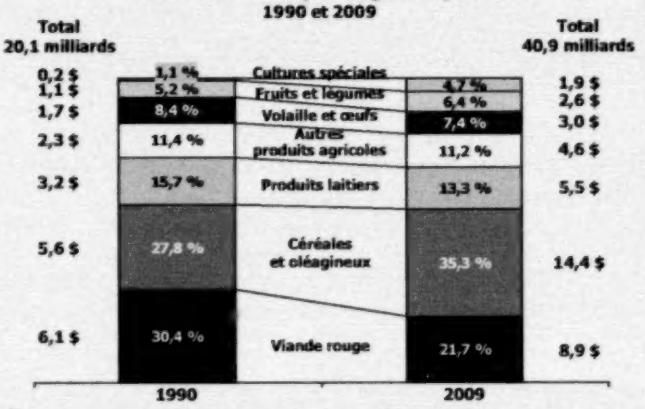
- **La répartition des produits de base générant les recettes du marché a changé depuis 1990.**

  En 2009, les recettes du marché, chiffrées à 40,9 milliards de dollars, étaient plus de deux fois supérieures à celles de 1990. La proportion des recettes tirées des céréales et des oléagineux a considérablement augmenté en raison de la hausse de la production et des prix au cours des dernières années, alors que la part du marché attribuable à la viande rouge a chuté.

  Les recettes tirées des cultures spéciales se sont multipliées par neuf environ de 1990 à 2009, et la part du marché de ces cultures est passée de 1,1 % à 4,7 %.

  La proportion des recettes du marché tirées d'autres produits, comme la volaille, les œufs et les produits laitiers, a diminué au cours de cette période, tandis que celle des fruits et des légumes s'est légèrement accrue.

Graphique C4.5
Recettes du marché par catégorie de produit
1990 et 2009



Source : Statistique Canada.

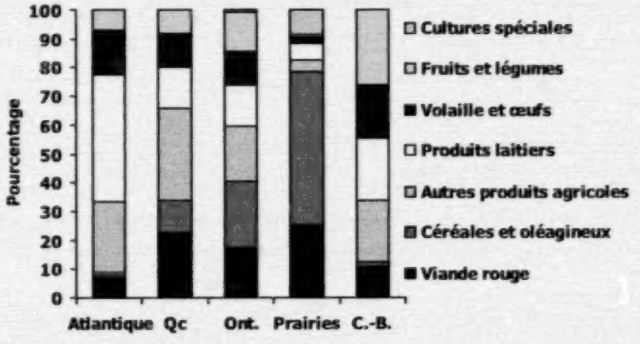
- **La répartition des recettes du marché tirées de la production des produits de base des diverses marchandises varie selon la région et la province.**

  Dans les Prairies, les céréales et les oléagineux ont généré la majeure partie des recettes (53 %), devant la viande rouge (25 %). En Colombie-Britannique, les fruits et légumes, les produits laitiers et d'autres produits agricoles, comme les produits de floriculture et de pépinières, ont contribué dans une proportion de 69 % aux recettes du marché.

  Au Québec, les produits laitiers et la viande rouge ont généré plus de la moitié des recettes du marché. En Ontario, les céréales et les oléagineux, les produits laitiers et la viande rouge ont été responsables du gros des recettes du marché (66 %).

  Dans les provinces de l'Atlantique, d'autres produits agricoles comme les pommes de terre, les produits de floriculture et les fourrures ont généré plus de 44 % des recettes de la région en 2009, devant les produits laitiers, à 25 %.

Graphique C4.6
Recettes du marché par région
et par catégorie de produit
2009



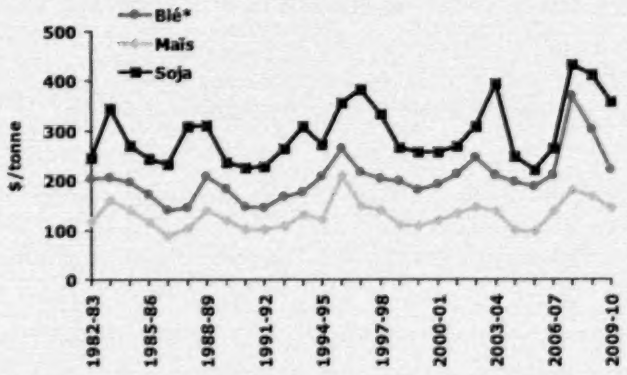
Source : Statistique Canada.

La valeur des recettes du marché est tributaire de l'évolution des prix des produits de base au Canada et aux États-Unis

- **Le ralentissement économique mondial de 2008-2009, conjugué à de fortes augmentations des récoltes dans le monde, a causé une forte baisse du prix des récoltes en 2009-2010 par rapport au sommet de 2007-2008.**

  Depuis avril 2009, l'appréciation du dollar a exercé des pressions à la baisse sur les prix canadiens lesquels, lorsque exprimés en dollars américains et corrigés pour tenir compte du taux de change et des coûts de transport, sont maintenant équivalents aux prix mondiaux. Par conséquent, les prix des céréales et des oléagineux canadiens ont diminué en 2009-2010, mais sont demeurés supérieurs à leur moyenne historique.

Graphique C4.7
Prix du maïs, du blé et du soja au Canada
1982-2009



Source : Commission canadienne du blé et University of Guelph, Ridgetown College.

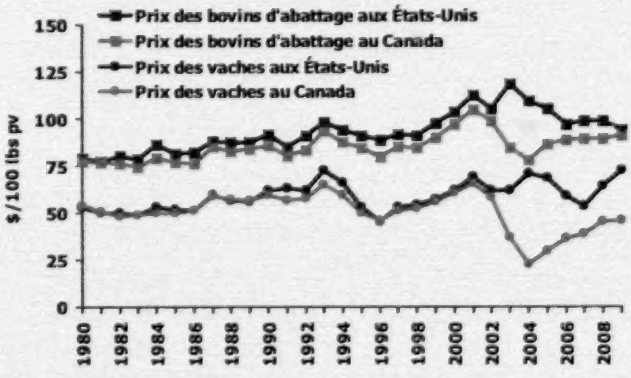
Nota : *Blé roux de printemps de l'Ouest canadien.
Les données de 1982-1983 à 1993-1994 sont des estimations d'AAC, basées sur les prix d'une tonne de blé roux du printemps de l'Ouest canadien à 11,5 % de protéines.

- **Le prix des bovins au Canada, en revanche, est resté faible.**

  Historiquement, les prix des bovins ont évolué de façon assez semblable au Canada et aux États-Unis. Toutefois, ces prix ont affiché un écart après que les États-Unis ont interdit l'importation des bovins canadiens dans la foulée de la crise de l'ESB en 2003.

  Le rétablissement du commerce des bovins de moins de 30 mois en 2005, puis celui des bovins de plus de 30 mois en 2008, ont entraîné un certain resserrement de l'écart des prix. Cependant, en 2008, l'entrée en vigueur aux États-Unis de l'obligation d'indiquer le pays d'origine sur l'étiquette a renforcé les pressions à la baisse sur les prix canadiens des bovins d'abattage, et l'écart des prix s'est de nouveau creusé.

Graphique C4.8
Cycle des prix des bovins
1980-2009



Source : USDA ERS, Canfax et calculs d'AAC.

Nota : *Cette série a pris fin en 2009. Les valeurs de 2009 sont estimées à partir du taux de variation de la moyenne annuelle des prix à l'abattoir entre 2008 et 2009.

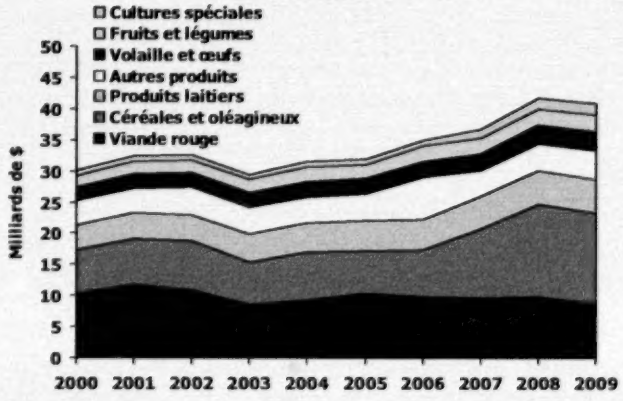
En conséquence, les recettes du marché ont chuté en 2009

- **Les recettes du marché, à 40,9 milliards de dollars, ont été inférieures de 2 % à celles de l'année précédente, mais tout de même supérieures de 17 % à la moyenne de celles des cinq années précédentes.**

  En 2009, les recettes tirées des cultures n'ont pratiquement pas changé, après deux années consécutives d'augmentation substantielle. Les recettes provenant des céréales et des oléagineux, qui avaient atteint des sommets records en 2008, ont légèrement reculé en 2009, même si la baisse des prix causée par la hausse de l'inventaire international des céréales et des oléagineux a presque été neutralisée par l'augmentation des ventes.

  En 2009, les recettes provenant des animaux d'élevage ont diminué de 5 %, principalement en raison de l'entrée en vigueur aux États-Unis de l'obligation d'indiquer le pays d'origine sur l'étiquette, laquelle a causé une baisse des exportations d'animaux vivants aux États-Unis, et aussi de la récession mondiale, qui a réduit la demande de produits de l'élevage. La quantité de bovins et de porcs expédiés aux États-Unis a chuté de 30 % par rapport à 2008. Les recettes tirées des bovins et des veaux ont reculé de 11 % en 2009, et les recettes provenant de la vente de porcs ont diminué pour la cinquième année consécutive.

Graphique C4.9
Recettes du marché par produit
2000-2009

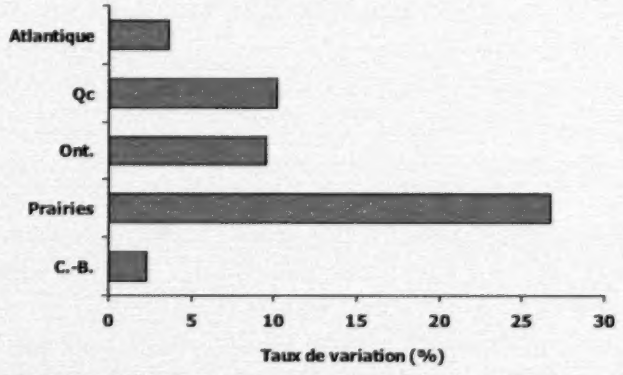


Source : Statistique Canada.

- **Sans atteindre les records de 2008, les recettes du marché sont restées élevées dans l'ensemble du Canada en 2009, se situant nettement au-dessus de la moyenne de celles des cinq années précédentes (2004-2008).**

  Parmi toutes les régions, ce sont les Prairies qui ont réalisé les meilleures recettes en 2009, soit 27 % de plus que la moyenne entre 2004 et 2008.

Graphique C4.10
Recettes du marché par région
par rapport à la moyenne quinquennale
2009



Source : Statistique Canada.

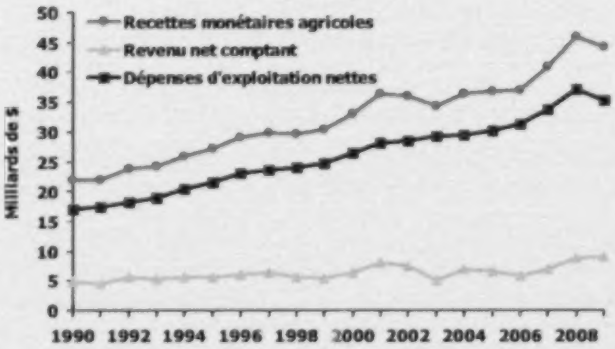
Les dépenses d'exploitation nettes ont diminué pour la première fois depuis 1986, engendrant une légère augmentation du revenu net comptant, mais le revenu net réalisé est demeuré pratiquement inchangé

- **En 2009, le revenu net comptant se chiffrait à 9 milliards de dollars, une valeur presqu'identique à celle de 2008, mais supérieure à la moyenne quinquennale (2004-2008).**

  Le revenu net comptant est demeuré stable, tandis que les dépenses d'exploitation nettes et les recettes monétaires agricoles ont diminué de 5 % et 4 %, respectivement.

  Il en a résulté une hausse du revenu net comptant de 3 % en 2009, après des augmentations annuelles de plus de 20 % en 2008 et en 2007, principalement attribuables aux fortes recettes des marchés par les cultures au cours de ces années.

Graphique C4.11
Recettes monétaires agricoles, revenu net comptant et dépenses d'exploitation nettes
1990-2009



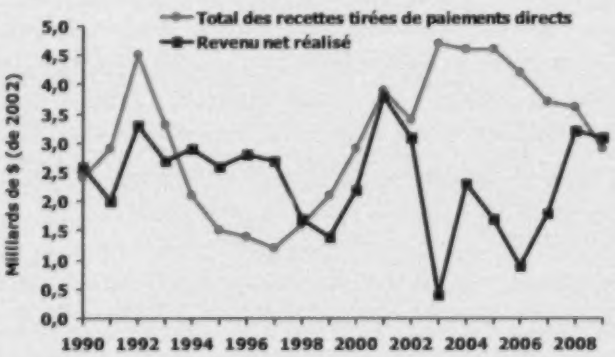
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Compte tenu de l'amortissement et de l'inflation, le revenu net réalisé est resté essentiellement le même en 2009 qu'en 2008, après avoir augmenté pendant deux années consécutives.**

  Les paiements directs des gouvernements ont diminué à 2,9 milliards de dollars en 2009, poursuivant leur déclin depuis le sommet de 2003.

  Les paiements directs fédéraux comme provinciaux ont chuté étant donné le prix élevé des récoltes et la production record des dernières années et, malgré les difficultés des éleveurs, plusieurs programmes ont été supprimés.

Graphique C4.12
Revenu net réalisé et paiements directs
1990-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

De même, la valeur ajoutée nette en agriculture a diminué de façon marquée en 2009

- **La valeur ajoutée nette en agriculture a reculé de 29 % pour s'établir à 11,1 milliards de dollars en 2009, après avoir atteint un niveau record de 15,7 milliards de dollars en 2008. Elle est quand même restée plus élevée que durant toutes les années sauf deux au cours des deux dernières décennies.**

  Ce recul peut s'expliquer par une baisse marquée des inventaires agricoles et une réduction des recettes du marché et des paiements de programme.

  En plus de mesurer la valeur de la production économique du secteur agricole, la valeur ajoutée nette rend compte du revenu de tous les facteurs de production, comme le loyer de la terre, la rémunération du travail et les intérêts du capital. En 2009, la répartition de cette valeur ajoutée nette entre les facteurs de production a changé et les bénéfices des sociétés et les revenus des exploitants non constitués en société ont beaucoup diminué. Les paiements d'intérêts ont aussi baissé en 2009, tandis que les salaires versés à des membres de la famille et les salaires versés à des personnes autres que des membres de la famille ont augmenté.

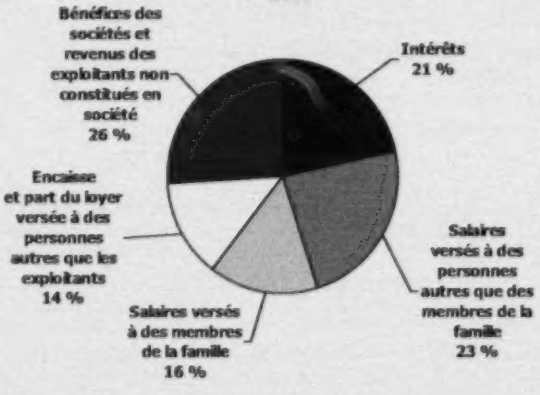
Graphique C4.13
Valeur ajoutée nette à l'agriculture
1991-2009

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La répartition de la valeur ajoutée nette entre les divers facteurs de production a beaucoup changé en 2009.**

  La proportion de la valeur ajoutée nette représentée par les bénéfices des sociétés et les revenus des exploitants non constitués en société a beaucoup diminué en 2009 et s'est établie à 26 %, comparativement à 43 % l'année dernière. Toutes les autres catégories représentaient une proportion plus élevée par rapport à 2008. Par exemple, le loyer versé aux propriétaires non exploitants représentait une proportion plus élevée (14 % par rapport à 10 % l'année dernière) de la valeur ajoutée. Les intérêts représentaient une proportion un peu plus élevée de la valeur ajoutée nette (21 % contre 19 % en 2008). Enfin, la proportion représentée par les salaires versés à des membres de la famille a augmenté, passant de 11 % à 16 % de la valeur ajoutée nette totale, tandis que la proportion représentée par les salaires versés à des personnes autres que des membres de la famille augmentait aussi pour passer de 17 % à 23 %.

Graphique C4.14
Répartition de la valeur ajoutée nette en agriculture
2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

NOTE(S) :

La **valeur ajoutée nette en agriculture** permet de mesurer la valeur de la production économique dans le secteur agricole canadien. Elle rend compte du revenu des différents facteurs de production, dont le loyer versé à des propriétaires non exploitants, les intérêts versés aux prêteurs, les salaires versés à des membres de la famille et à des personnes autres que des membres de la famille ainsi que les bénéfices des sociétés et des exploitants non constitués en société.

Une représentation plus désagrégée du secteur agricole montre que les exploitations agricoles continuent de prendre de l'expansion

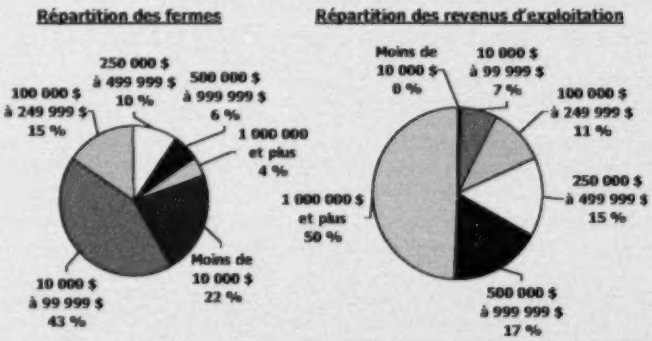
- **Les grandes exploitations agricoles contribuent aussi à une plus grande part de la production.**

  En 2008, la plupart (65 %) des exploitations agricoles étaient de petites entreprises (chiffre d'affaires inférieur à 100 000 $), 15 % étaient des entreprises moyennes (chiffre d'affaires entre 100 000 $ et 249 999 $) et 20 % étaient de grandes entreprises (chiffre d'affaires de 250 000 $ et plus). Les plus grandes exploitations agricoles, soit celles dont le chiffre d'affaires dépassait 1 millions de dollars, constituaient 4 % des exploitations agricoles, proportion qui croît au fil des ans.

  Les grandes exploitations agricoles (chiffre d'affaires de 250 000 $ et plus) participaient pour 82 % aux revenus d'exploitation totaux et elles ont reçu 78 % des paiements versés au titre des programmes agricoles.

  Quant aux petites et moyennes exploitations agricoles (revenus d'exploitation totaux entre 10 000 $ et 249 999 $), elles participaient pour seulement 18 % aux revenus d'exploitation totaux et elles ont obtenu 21 % des paiements de programme en 2008.

Graphique C4.15
Répartition des fermes et des revenus d'exploitation par catégorie de revenu
2008



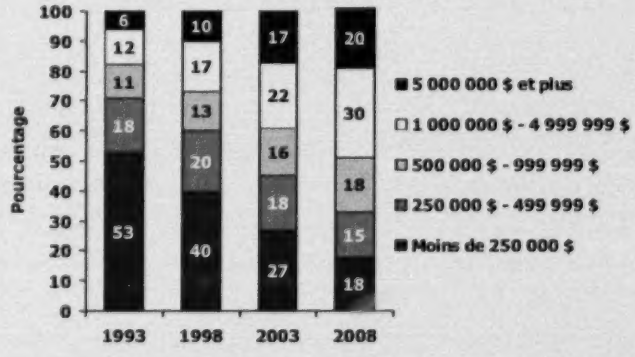
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales et calculs d'AAC.

- **Au fil des ans, les très grandes exploitations agricoles (chiffre d'affaires de 5 millions de dollars et plus) contribuent de plus en plus grande à la production.**

  Les petites et moyennes fermes (chiffre d'affaires inférieur à 250 000 $) contribuaient pour une proportion beaucoup plus petite des revenus d'exploitation (18 %) en 2008 qu'en 1993 (53 %). Les fermes dont le chiffre d'affaires dépassait 1 millions de dollars contribuaient pour la moitié des revenus d'exploitation totaux, une augmentation par rapport à 18 % en 1993.

  Les très grandes exploitations agricoles (chiffre d'affaires de 5 millions de dollars et plus), qui comptaient pour une petite proportion du total, continuent de croître en importance. Ce sont elles qui ont le plus accru leur part des revenus d'exploitation, cette part étant passée de 6 % en 1993 à 20 % en 2008.

Graphique C4.16
Répartition des revenus d'exploitation totaux par catégorie de revenu
1993-2008



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales et calculs d'AAC.

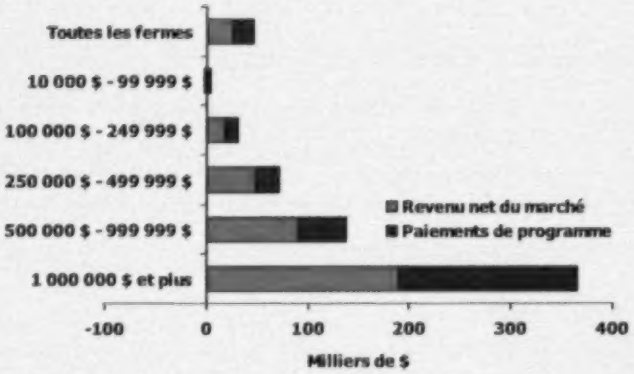
Le rendement des exploitations agricoles peut être mesuré par le revenu d'exploitation net moyen et il varie selon la taille de l'exploitation agricole et la province

- **Le revenu d'exploitation net moyen a été touché par la baisse des recettes du marché et la diminution des paiements de programme en 2008.**

  En 2008, le revenu d'exploitation net moyen s'élevait à 45 500 $.

  Le revenu d'exploitation net moyen variait entre 1 100 $ par exploitation agricole, dans le cas des exploitations agricoles ayant un revenu d'exploitation situé entre 10 000 $ et 99 999 $, et 364 600 $ par exploitation agricole, dans le cas de celles dont le revenu d'exploitation s'élevant à 1 millions de dollars ou plus. Dans le cas de ces très grandes exploitations agricoles, le revenu d'exploitation provenait à parts égales des ventes et des paiements de programme, tandis que dans le cas des moyennes et des grandes exploitations (revenu entre 100 000 $ et 1 millions de dollars), ils provenaient surtout des paiements de programme.

Graphique C4.17
Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes
2008



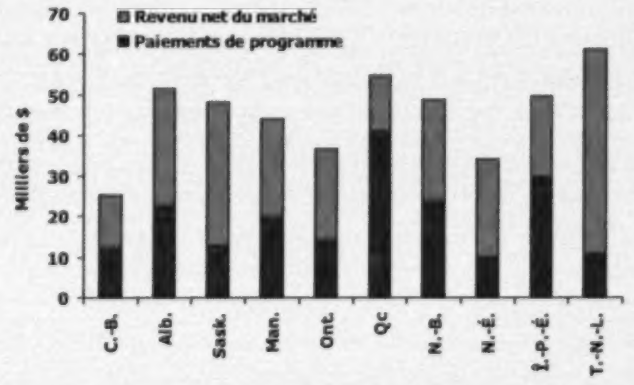
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales et calculs d'AAC.

- **Le revenu d'exploitation net moyen varie considérablement selon la province, allant de 25 300 $ par ferme en Colombie-Britannique à 61 300 $ à Terre-Neuve-et-Labrador.**

  La Colombie-Britannique compte la plus forte proportion de petites fermes et le revenu d'exploitation net moyen y est par conséquent moins élevé.

  L'importance des paiements de programme diffère aussi selon la province. En 2008, c'est à Terre-Neuve-et-Labrador que la part du revenu d'exploitation provenant des paiements de programme était la plus faible, et au Québec qu'elle était la plus forte.

Graphique C4.18
Revenu d'exploitation net moyen par province
2008



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales et calculs d'AAC.

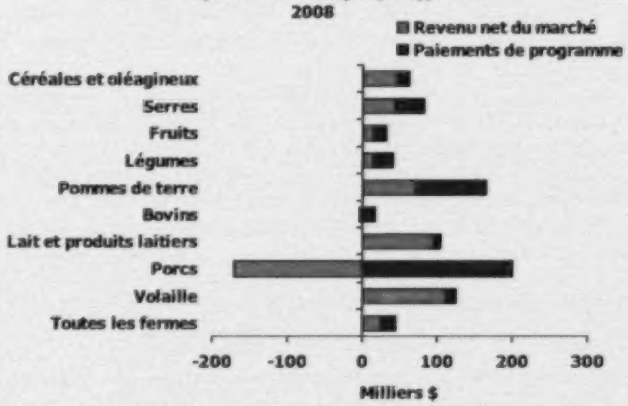
Le revenu d'exploitation net moyen varie aussi selon le type d'exploitation agricole

- **Le revenu d'exploitation moyen varie selon le type d'exploitation agricole et est soumis dans une large mesure aux prix et aux conditions qui règnent sur le marché.**

  En moyenne, les fermes de culture de pommes de terre, les fermes d'élevage de volaille et les fermes de production laitière ont affiché le revenu d'exploitation net moyen le plus élevé de tous les types d'exploitations agricoles en 2008.

  Les fermes bovines et porcines ont affiché le revenu d'exploitation net moyen le moins élevé de tous les types d'exploitations agricoles en 2008. En particulier, les fermes porcines ont éprouvé de sérieuses difficultés financières et affiché un revenu commercial net négatif pour diverses raisons, dont des prix des aliments pour animaux qui n'ont jamais été aussi élevés, une demande réduite causée par l'appréciation du dollar et les craintes d'une maladie animale (p. ex. la grippe H1N1). Les paiements de programme compensent le revenu commercial négatif.

Graphique C4.19
Revenu d'exploitation net moyen par type de ferme
2008



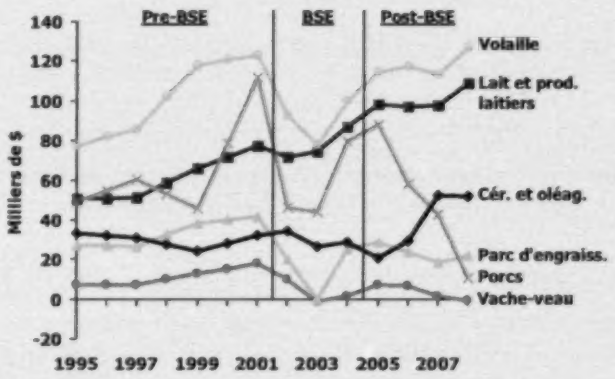
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales et calculs d'AAC.

- **En général, les exploitations de vache-veau affichent un revenu d'exploitation net moins élevé que les autres types d'exploitations agricoles.**

  Dans l'ensemble, comme elles sont petites en général, les exploitations de vache-veau ont en général un revenu d'exploitation net moins élevé par rapport aux autres types d'exploitations agricoles.

  Le revenu d'exploitation net moyen des exploitations de vache-veau était inférieur à celui de tous les autres types d'exploitations agricoles avant la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) de 2003, et il est toujours faible.

Graphique C4.20
Revenu d'exploitation net moyen par type de ferme
1995-2008



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes* et calculs d'AAC.

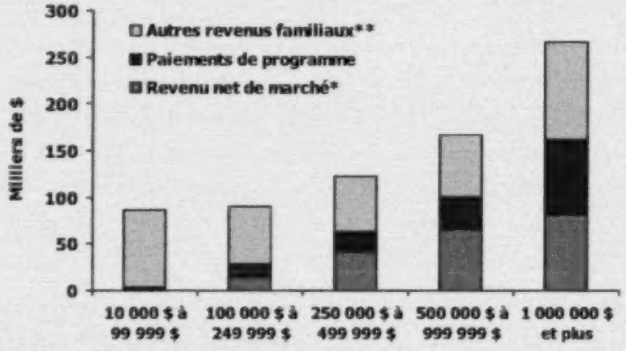
Le revenu hors ferme des familles agricoles canadiennes continue d'être important quel que soit le type ou la taille des exploitations agricoles

- **En 2007, toutes les familles agricoles ont engrangé un revenu hors ferme.** Toutefois, les familles exploitant de petites fermes (revenus entre 10 000 et 99 000 $) comptaient en général presque exclusivement sur les sources de revenu non agricoles.

  Dans les petites exploitations, le revenu d'autres sources et les paiements de programme suffisent à compenser le revenu commercial négatif ou faible.

  Toutefois, plus les exploitations agricoles sont grandes, plus la part du revenu provenant des ventes ou des paiements de programme est élevée.

Graphique C4.21
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, fermes non constituées en société
2007



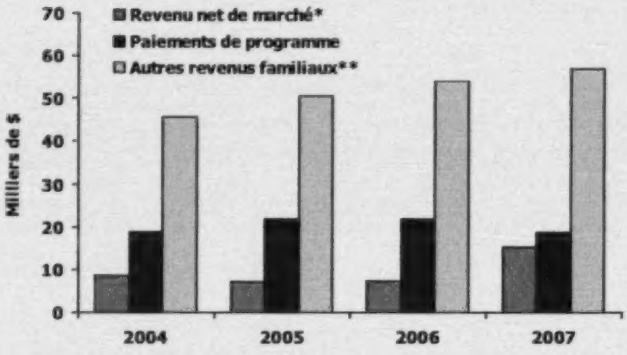
Source : Statistique Canada.

Nota : * Le revenu net du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA). Les salaires agricoles payés aux membres de la famille sont considérés comme des dépenses d'exploitation de la ferme. Ils peuvent aussi être comptabilisés comme un revenu pour la famille en les incluant dans les salaires et traitements sous « Autres revenus familiaux ». Les primes de programme sont considérées comme des dépenses d'exploitation de la ferme et ne sont pas déduites des paiements de programme.

** Les autres revenus familiaux sont fondés sur les données de l'*Enquête financière sur les fermes* et sont des moyennes obtenues pour l'ensemble des fermes.

- **Bien que le pourcentage du revenu familial agricole soit resté relativement constant au fil du temps, la composition de ce revenu a changé.** Entre 2004 et 2007, le revenu familial provenait davantage des autres sources de revenus familiaux.

Graphique C4.22
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, fermes non constituées en société
2004-2007



Source : Statistique Canada.

Nota : * Le revenu net du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA). Les salaires agricoles payés aux membres de la famille sont considérés comme des dépenses d'exploitation de la ferme. Ils peuvent aussi être comptabilisés comme un revenu pour la famille en les incluant dans les salaires et traitements sous « Autres revenus familiaux ». Les primes de programme sont considérées comme des dépenses d'exploitation de la ferme et ne sont pas déduites des paiements de programme.

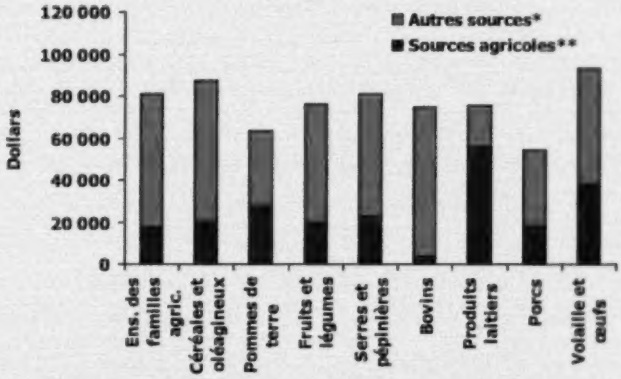
** Les autres revenus familiaux sont fondés sur les données de l'*Enquête financière sur les fermes* et sont des moyennes obtenues pour l'ensemble des fermes.

Mais il varie aussi selon le type d'exploitation agricole

- **Les familles agricoles qui exploitent des fermes laitières et des fermes avicoles et de production d'œufs comptent en général davantage sur les sources de revenu agricole que les familles agricoles qui exploitent d'autres types de fermes.**

  Cette situation tient au fait que les fermes laitières, avicoles et de production d'œufs sont en général à plus forte intensité de main-d'œuvre que les autres types de fermes. Les familles qui exploitent des fermes d'élevage de bovins (principalement vaches et veaux) et des fermes de culture de céréales et d'oléagineux ont tiré des « autres sources » un plus grand pourcentage de revenus. Ces types d'exploitations agricoles sont en général à moins forte intensité de main-d'œuvre, ce qui permet aux membres des familles de travailler à temps partiel.

Graphique C4.23
Revenu moyen des familles agricoles par type de ferme
2007



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales, Familles agricoles non constituées en société et calculs d'AAC.

Nota : * Inclut les salaires et traitements non agricoles.
** Revenu agricole net + salaires et traitements agricoles.

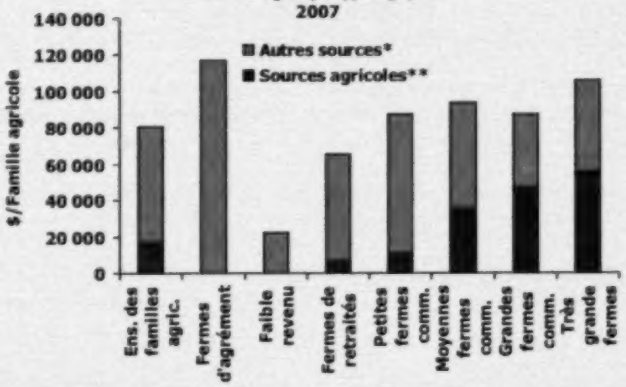
L'importance des sources non agricoles du revenu familial varie aussi selon la typologie des exploitations agricoles

- **La typologie des exploitations agricoles correspond à l'objectif commercial de l'exploitation agricole.**

  Les familles exploitant des fermes d'agrément et des fermes à faible revenu avaient en moyenne un revenu agricole net négatif, leur revenu provenait donc d'autres sources. En 2007, une famille agricole sur cinq exploitait une ferme d'agrément.

  Les familles qui exploitent des fermes appartenant à un retraité tirent aussi un pourcentage relativement faible de leur revenu de l'agriculture, ce qui témoigne en partie de leur stade dans la vie (revenus de pension). Quant aux familles qui exploitent des fermes à vocation commerciale, plus l'exploitation est grande, plus le pourcentage du revenu familial tiré des autres sources est faible. Cette situation correspond à leur objectif commercial.

Graphique C4.24
Revenu moyen des familles agricoles selon le groupe typologique
2007



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales, Familles agricoles non constituées en société et calculs d'AAC.

Nota : * Inclut les salaires et traitements non agricoles.
** Revenu agricole net + salaires et traitements agricoles.

Graphique C4.25
Définition des types de fermes

TYPES	DÉFINITIONS
PETITES FERMES FAMILIALES (REVENUS BRUTS ENTRE 10 000 $ et 249 999 $)	
Ferme de retraité	Ferme dont l'exploitant est âgé de 65 ans et plus ou de 60 à 64 ans et qui touche un revenu de pension. Les fermes exploitées par plusieurs générations d'une même famille sont exclues.
Ferme d'agrément	Ferme familiale dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 49 999 $ et ferme familiale ayant un revenu de 50 000 $ ou plus provenant de sources autres que des activités agricoles
Ferme à faible revenu	Ferme familiale dont le revenu familial total est inférieur à la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada.
Ferme à vocation commerciale	Ferme dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 249 999 $ et qui ne fait pas partie d'une des trois catégories ci-dessus.
Petite ferme à vocation comm.	Ferme dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 99 999 $.
Moy. ferme à vocation comm.	Ferme dont le revenu brut se situe entre 100 000 $ et 249 999 $.
GRANDES FERMES FAMILIALES (REVENUS BRUTS DE 250 000 $ OU PLUS)	
Grande ferme à voc. comm.	Ferme dont le revenu brut se situe entre 250 000 $ et 499 999 $.
Très grande ferme à vocation commerciale	Ferme dont le revenu brut est de 500 000 $ ou plus.
Ferme non familiale	Ferme non familiale constituée en société, coopérative ou organisme communautaire. Ce type de ferme inclut également les fermes détenues en fiducie.

Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2007.

Nota : Les définitions ont changé par rapport à celles des années précédentes et ne sont pas directement comparables. Les petites fermes d'agrément et les fermes dont les revenus bruts sont inférieurs à 10 000 $ sont exclues de cette classification.

NOTE(S) :

La catégorie « autres sources » de revenu familial agricole combine les salaires et traitements non agricoles et les autres revenus non agricoles. Par ailleurs, les sources « agricoles » incluent les salaires et traitements agricoles.

Le revenu familial agricole a toujours été inférieur au revenu familial non agricole urbain, mais il a augmenté d'une manière plus marquée ces dernières années

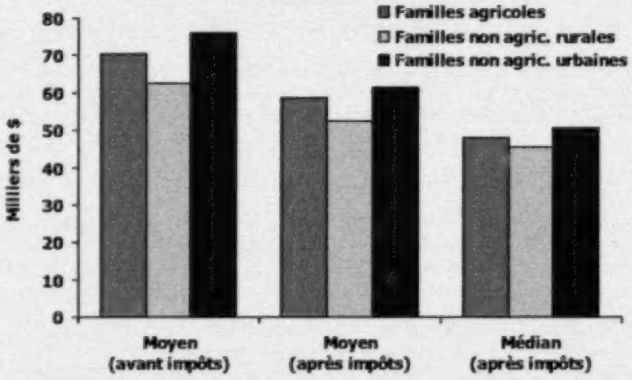
- **Le revenu familial des familles agricoles était supérieur au revenu des familles non agricoles rurales, mais inférieur au revenu familial des familles non agricoles urbaines au cours de la période de cinq ans entre 2002 et 2006.**

  Entre 2002 et 2006, le revenu familial total moyen s'élevait à 58 600 $ dans le cas des familles agricoles comparativement à 52 500 $ dans le cas des familles non agricoles rurales et à 61 500 $ dans le cas des familles non agricoles urbaines.

  Quant au revenu médian, il était de 48 000 $ pour les familles agricoles comparativement à 45 500 $ pour les familles non agricoles rurales et à 50 500 $ pour les familles non agricoles urbaines.

  Cependant, le coût de la vie dans les régions rurales est plus faibles que dans les régions urbaines. Selon l'Enquête sur les dépenses des ménages, conduit par Statistique Canada en 2007, les dépenses moyennes des ménages sur la nourriture, les vêtements et le logement étaient 19 726 $ en zone rural et 24 817 $ en zone urbaine.

Graphique C4.26
Revenu familial des familles agricoles, familles non agricoles rurales et familles non agricoles urbaines 2002-2006



Source : Statistique Canada, *Données administratives longitudinales* (DAL).

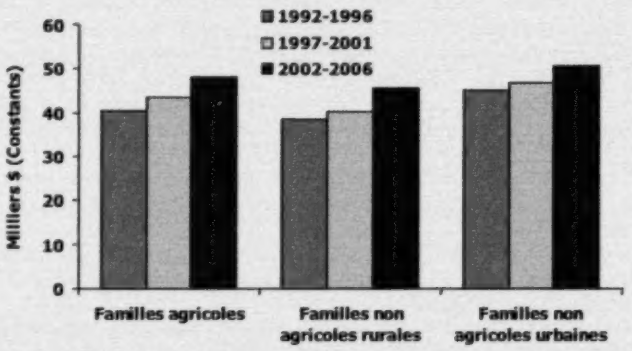
Nota : 1) Exploitations non constituées en sociétés seulement.
2) Les familles agricoles sont les familles qui ont déclaré tirer un revenu agricole brut supérieur à zéro d'une exploitation agricole non constituée en société.

- **Le revenu des familles exploitant une ferme non constituée en société a augmenté d'une manière plus marquée par rapport à celui des autres familles ces dernières années.**

  Le revenu familial médian après impôts a crû dans tous les types de familles entre 1992 et 1996 et 2002 et 2006.

  L'augmentation du revenu familial agricole est venu après 2001.

Graphique C4.27
Revenu familial médian après impôts
Familles agricoles, familles non agricoles rurales et familles non agricoles urbaines
1992-1996, 1997-2001 et 2002-2006



Source : Statistique Canada, *Données administratives longitudinales* (DAL).

Nota : 1) Exploitations non constituées en sociétés seulement.
2) Les familles agricoles sont les familles qui ont déclaré tirer un revenu agricole brut supérieur à zéro d'une exploitation agricole non constituée en société.

NOTE(S) :

Le **revenu familial médian** correspond au niveau de revenu familial au-dessus et au-dessous duquel on compte le même nombre de familles.

On obtient le **revenu familial moyen** en divisant le revenu familial total par le nombre de familles.

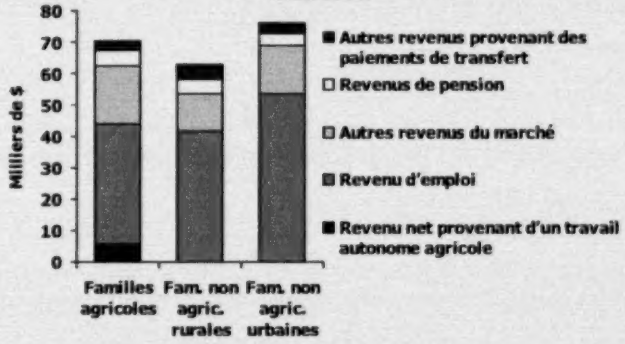
Les sources du revenu familial et la distribution du revenu varient selon le type de famille

- **Le revenu d'emploi et tout autre revenu commercial constituent la majeure partie du revenu familial de tous les types de familles.**

  En moyenne, les familles agricoles ont affiché des revenus de la ferme de 5 700 $, mais le gros des autres revenus provenait d'un emploi et d'un autre revenu commercial.

  Ce sont les familles non agricoles urbaines qui ont affiché le revenu d'emploi le plus élevé, mais le revenu des paiements de transfert et le revenu de pension étaient comparables d'un type de famille à un autre.

Graphique C4.28
Revenu familial avant impôts selon la source
Familles agricoles, familles non agricoles rurales et familles non agricoles urbaines
2002-2006



Source : Statistique Canada, *Données administratives longitudinales* (DAL).

Nota : 1) Exploitations non constitués en sociétés seulement.
2) Les familles agricoles sont les familles qui ont déclaré tirer un revenu agricole brut supérieur à zéro d'une exploitation agricole non constituée en société.

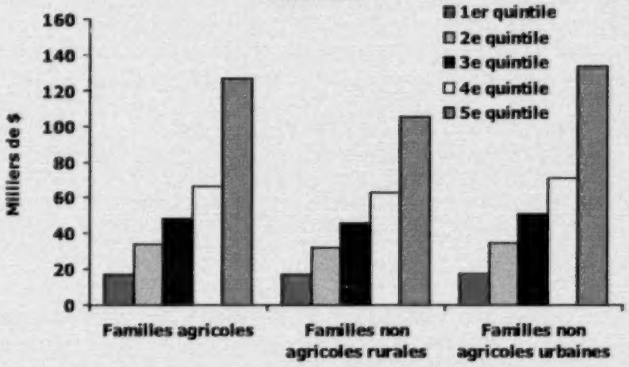
- **L'écart de revenu familial entre les quintiles de revenu supérieur et inférieur est le plus élevé dans les familles urbaines.**

  Le revenu familial moyen après impôts des familles était comparable d'un type de famille à un autre dans la tranche de revenu inférieure (1er quintile), variant entre 17 000 et 17 400 $.

  En conséquence, la différence de revenu entre les quintiles supérieurs et inférieurs était la plus grande dans la catégorie des familles non agricoles urbaines. Elle s'élevait à 116 000 $ par famille comparativement à 88 000 $ dans les familles non agricoles rurales et à 110 000 $ dans les familles agricoles. Toutefois, le revenu familial de la tranche de revenu supérieure (5^{e} quintile) variait beaucoup selon le type de famille.

  Le revenu familial de la tranche de revenu supérieure (5^{e} quintile) s'établissait à 105 300 $ dans les familles non agricoles rurales, à 133 900 $ dans les familles non agricoles urbaines et à 127 000 $ dans les familles agricoles.

Graphique C4.29
Revenu familial moyen après impôts par quintile de revenu familial
2002-2006



Source : Statistique Canada, *Données administratives longitudinales* (DAL).

Nota : 1) Exploitations non constituées en sociétés seulement.
2) Les familles agricoles sont les familles qui ont déclaré tirer un revenu agricole brut supérieur à zéro d'une exploitation agricole non constituée en société.

NOTE(S):

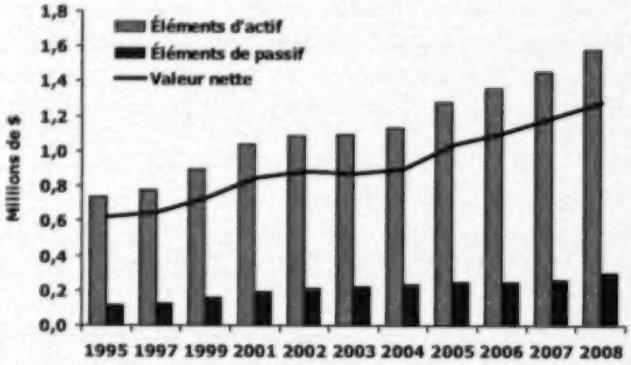
Quintile : Les ménages sont classés par ordre croissant de revenu total du ménage et sont regroupés en cinq groupes de nombre égal. Le 1er quintile correspond aux 20 % des ménages qui ont les revenus les plus faibles et le 5^{e} quintile, aux 20 % des ménages qui ont les revenus les plus élevés.

Dans l'ensemble, la santé financière des exploitations agricoles tient compte des revenus et de la valeur nette

- **La valeur nette moyenne par exploitation agricole, qui a augmenté au fil du temps, varie selon la province et le type d'exploitation agricole.**

  Au Canada, la valeur nette moyenne par exploitation agricole a continué d'augmenter de façon régulière au cours des cinq dernières années après avoir diminué en 2003. En 2008, elle s'élevait à 1,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 8 % par rapport à 2007.

Graphique C4.30
Valeur nette moyenne totale par type de ferme
1995-2008



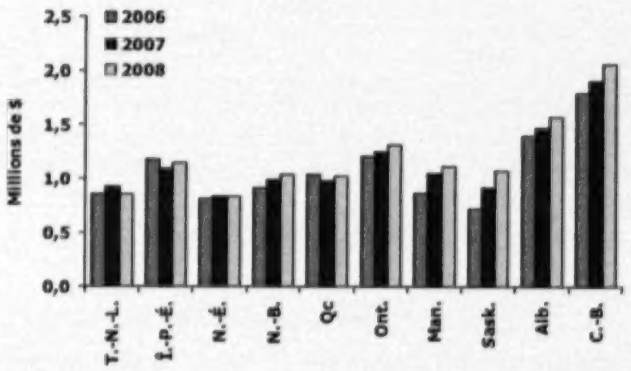
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes, diverses années, et calculs d'AAC.*
Nota : Fermes dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur nette moyenne a augmenté dans certaines provinces en 2008 comparativement à 2007 et 2006, mais a diminué dans d'autres.**

  La valeur nette moyenne par exploitation agricole a augmenté considérablement en Ontario, en Colombie-Britannique et dans les provinces des Prairies. Elle a diminué à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec, et est demeurée stable en Nouvelle-Écosse.

  C'est en Saskatchewan que la valeur nette a augmenté le plus en pourcentage en raison, en partie, de la hausse marquée de la valeur des terres agricoles et bâtiments agricoles ces dernières années.

Graphique C4.31
Valeur nette moyenne totale des fermes par province
2006-2008



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes, diverses années, et calculs d'AAC.*
Nota : Fermes dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

Certains types d'exploitations agricoles ont une plus grande valeur nette parce que les exploitations agricoles qui les composent sont généralement plus grandes

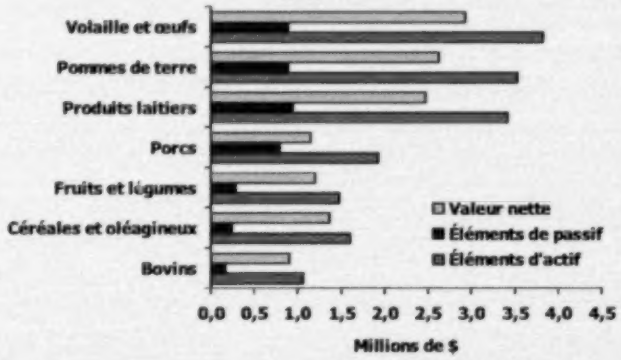
- **En 2008, les fermes avicoles et de production d'œufs, les fermes de pommes de terre et les fermes laitières ont enregistré la valeur nette moyenne la plus élevée par exploitation agricole, à plus de 2 millions de dollars.**

  Cette situation tient au fait que les fermes laitières, avicoles et de production d'œufs doivent tenir des contingents, ce qui contribue à augmenter la valeur aux niveaux des actifs.

  Les exploitations bovines avaient la valeur nette, les éléments d'actif agricoles et les éléments de passif agricoles moyens les moins élevés de tous les types d'exploitations agricoles.

  Les éléments d'actif et de passif moyens étaient beaucoup moins élevés dans les fermes porcines, les fermes céréalières et les fermes de culture d'oléagineux et de fruits et de légumes.

Graphique C4.32
Éléments d'actif, de passif et valeur nette en moyenne par type de ferme
2008

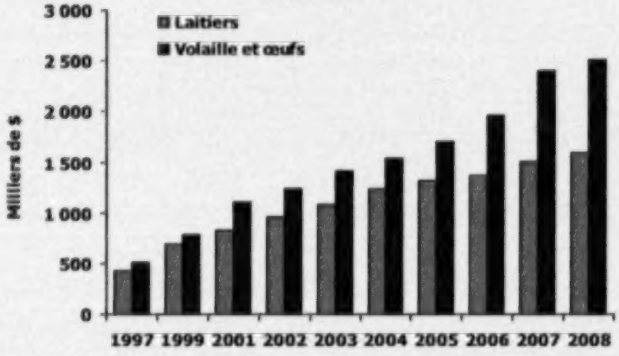


Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, diverses années, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur des contingents a augmenté de façon marquée dans les fermes avicoles et de production d'œufs au cours des dernières années.**

  En 2008, les fermes laitières ont déclaré détenir un contingent valant en moyenne 1,6 millions de dollars, et les fermes avicoles, un contingent d'environ 2,5 millions de dollars. Les contingents représentaient 46 % et 56 % de l'actif agricole total respectif de ces exploitations. Il faut un contingent pour produire du lait, des volailles et des œufs au Canada.

Graphique C4.33
Valeur moyenne des quotas des fermes soumises à la gestion de l'offre
1997-2008



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, diverses années, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

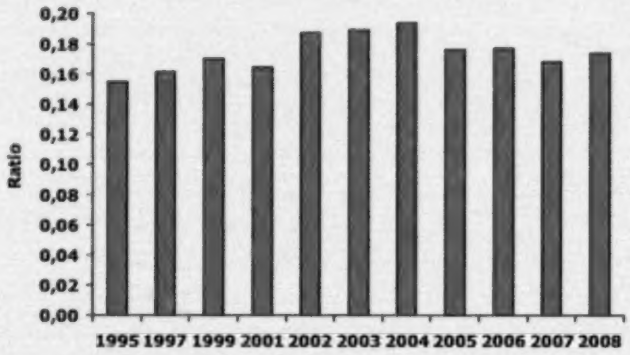
La santé financière générale des exploitations agricoles dépend de la façon dont elles gèrent leur dette

- **Le ratio de la dette sur l'actif rend compte, dans une certaine mesure, du risque financier auquel sont exposées les exploitations agricoles et de la valeur des actifs agricoles qui ont été financés par des emprunts.**

  Au cours des dernières années, le ratio de la dette sur l'actif est demeuré relativement stable et inférieur aux niveaux élevés enregistrés en 2004.

  Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, ce qui contribue à maintenir les faibles coûts du service de la dette.

Graphique C4.34
Ratio de la dette sur l'actif* de l'ensemble des fermes
1995-2008

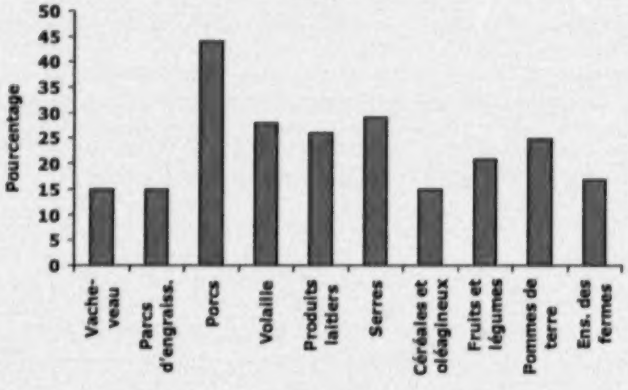


Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, diverses années, et calculs d'AAC.
Nota : Fermes dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.
*Moyenne par ferme.

- **En 2008, les exploitations de vache-veau et les parcs d'engraissement ont affiché le ratio de la dette sur l'actif le plus bas (15 %) de tous les types d'exploitations agricoles, tandis que les fermes porcines ont affiché le ratio de la dette sur l'actif le plus élevé (45 %).**

  En 2008, les fermes porcines ont affiché le ratio de la dette sur l'actif le plus élevé, ce qui témoigne de l'endettement élevé accumulé durant l'expansion des activités au début des années 2000.

Graphique C4.35
Ratio de la dette sur l'actif par type de ferme
2008



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes.*

SECTION C5

Intrants de l'agriculture primaire

INTRODUCTION :

Les fournisseurs d'intrants et de services, qu'il s'agisse de sociétés multinationales, de courtiers en marchandises ou de petites entreprises locales, jouent un rôle majeur dans le système agricole et agroalimentaire canadien. Les hausses des prix du carburant et la demande accrue ont contribué à une majoration des prix des intrants à l'échelle mondiale, ce qui a eu des répercussions importantes sur les dépenses d'exploitation. Pour réduire celles-ci, bon nombre de producteurs achètent leurs intrants par l'intermédiaire de coopératives ou pendant les périodes d'inactivité, ou encore adoptent des pratiques écoénergétiques.

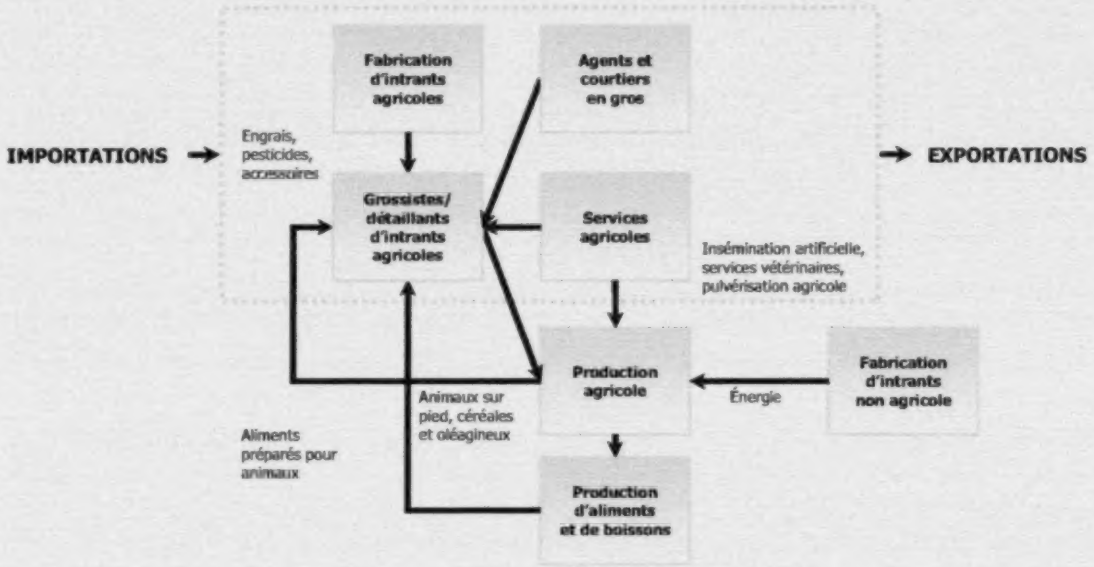
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète au sein du système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services ainsi que les détaillants et les grossistes.**

  Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire et font office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex. aliments préparés pour animaux achetés aux minoteries de céréales et d'oléagineux ou veaux d'engrais achetés aux exploitations de vache-veau).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment un groupe hétérogène composé notamment de sociétés multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles; de petites entreprises locales qui vendent des aliments pour animaux et des pesticides; de courtiers internationaux en marchandises et de petits fournisseurs de proximité qui réalisent des travaux sur commande.

Graphique C5.1
Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



Source : AAC.

Les dépenses d'exploitation agricole ont diminué légèrement en 2009 par rapport à 2008, le prix des intrants ayant diminué en raison de la récession mondiale

- **En 2009, les dépenses d'exploitation agricole nettes et les frais d'amortissement s'élevaient à 40,8 milliards de dollars.**

Les agriculteurs ont dépensé 35,3 milliards de dollars au titre de l'exploitation avant remise et ont engagé des frais d'amortissement de 5,4 milliards de dollars.

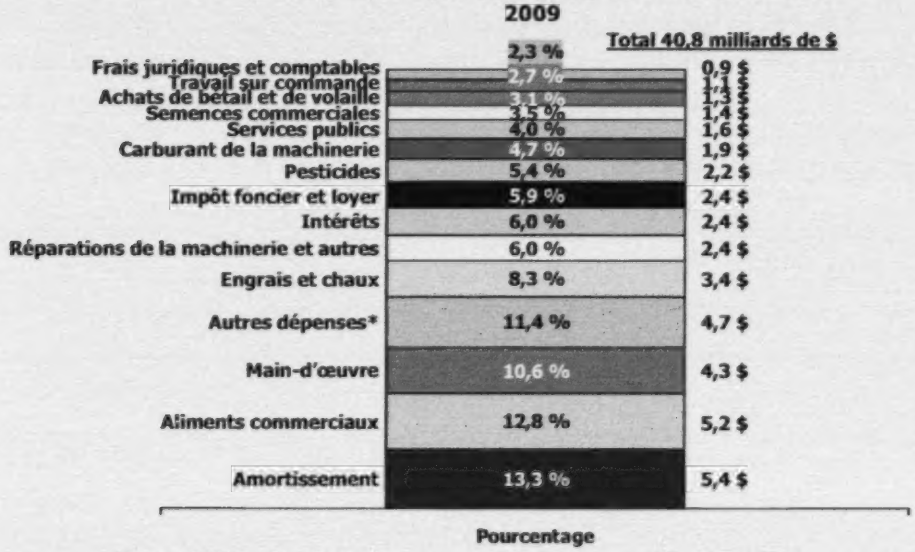
Les frais d'amortissement étaient la principale dépense des agriculteurs en 2009, suivis des aliments commerciaux (5,2 milliards de dollars), de la main-d'œuvre salariée (4,3 milliards de dollars), des frais divers (4,7 milliards de dollars) et des engrais et de la chaux (3,4 milliards de dollars).

La hausse des coûts des aliments pour animaux a particulièrement touché les éleveurs de bétail.

Graphique C5.2

Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement

2009



Source : Statistique Canada.

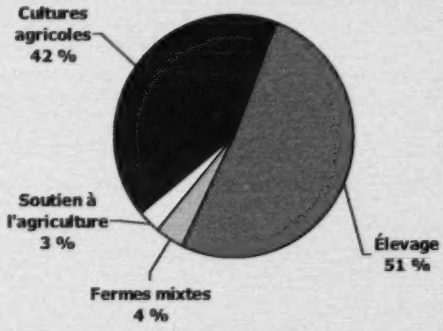
Nota : *La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : réparations de bâtiments et de clôtures, irrigation, corde, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.

La main-d'œuvre est un intrant important en agriculture

- **En 2009, plus de 300 000 personnes travaillaient dans l'agriculture primaire, ce qui représentait presque 2 % de la main-d'œuvre canadienne totale.**

  La production animale a contribué à la plus grande part de l'emploi dans l'agriculture primaire, soit environ 51 % de l'emploi total.

Graphique C5.3
Répartition de l'emploi en agriculture primaire
2009



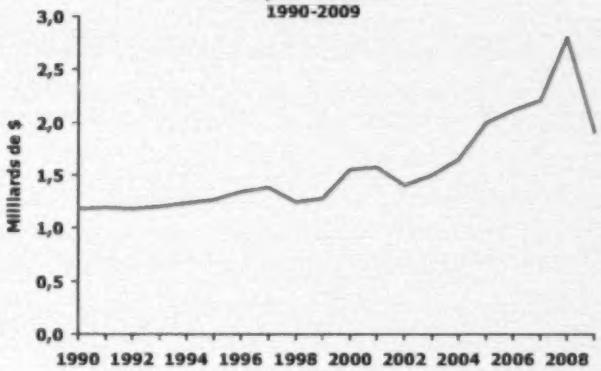
Source : Statistique Canada.

La récession économique mondiale a fait baisser la demande et le coût de nombreux intrants agricoles en 2009

- **Les coûts du carburant représentent habituellement un coût de production important pour les producteurs primaires.**

  Toutefois, les dépenses d'exploitation agricole au titre du carburant utilisé dans les machines ont diminué considérablement en 2009. La récession économique mondiale, qui a fait reculer la demande énergétique mondiale, a contribué à faire baisser les prix du pétrole et les coûts du carburant en 2009.

Graphique C5.4
Dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie
1990-2009



Source : Statistique Canada.

- **Les prix des engrais sont principalement déterminés par la demande, l'offre et les coûts de production.**

  En général, les prix des engrais azotés suivent de près les prix du gaz naturel. Cette situation tient au fait que le gaz naturel est une composante importante de la production d'engrais et représente une grande part du coût des intrants utilisés pour produire les engrais azotés. En 2009, le prix des engrais azotés a chuté de façon marquée en raison de l'affaiblissement de la demande mondiale qui a fait baisser le prix du gaz naturel. La diminution des prix des cultures a aussi contribué à la baisse de la demande d'engrais.

Graphique C5.5
Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel
1991-2009

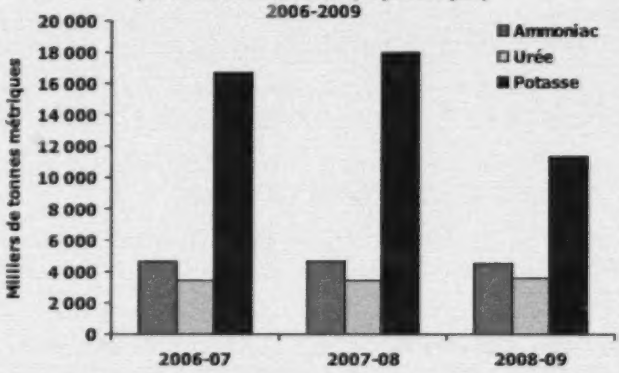
Source : Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS) et United States Energy Information Administration.

L'Ouest canadien domine au chapitre de la production, de la consommation et de l'exportation des engrais au Canada

- **Le Canada est un des plus gros producteurs et exportateurs de potasse du monde, ainsi qu'un exportateur net d'ammoniac et d'urée.**

  La majeure partie des engrais canadiens est produite dans l'ouest du pays. En 2008-2009, la production de potasse a chuté considérablement à la suite d'une baisse importante de la demande d'exportation causée par la récession économique mondiale.

Graphique C5.6
Production d'engrais
par année de fertilisation (de juillet à juin)
2006-2009

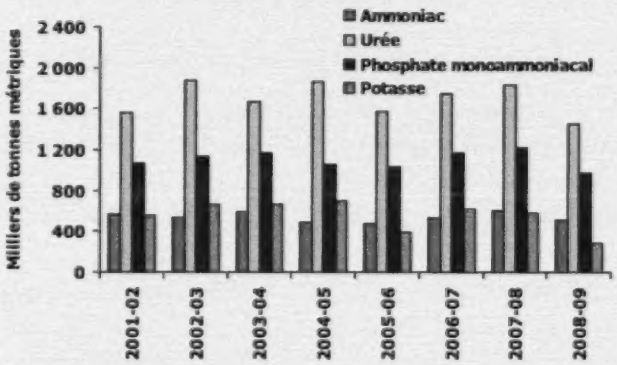


Source : Statistique Canada et Institut canadien des engrais.

- **L'urée et le phosphate monoammoniacal sont les principaux engrais consommés au pays, la plus grande partie de la consommation de ces produits étant enregistrée dans l'Ouest canadien.**

  En raison du recul des prix des cultures observé en 2009, les expéditions d'engrais à base d'ammoniac, d'urée, de phosphate monoammoniacal et de potasse ont diminué en 2008-2009 par rapport à 2007-2008.

Graphique C5.7
Expéditions d'engrais au Canada
par année de fertilisation (de juillet à juin)
2001-2009



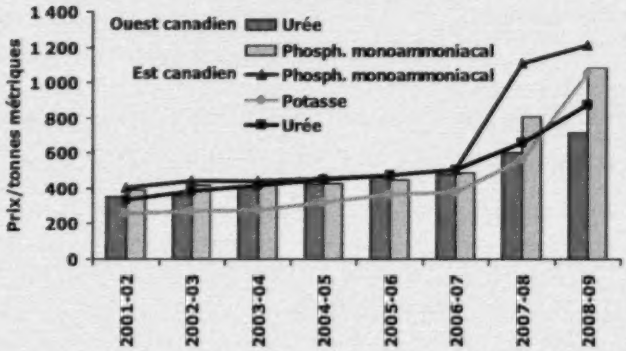
Source : Statistique Canada et Institut canadien des engrais.

Le prix des engrais a crû moins rapidement au Canada en 2009 après avoir augmenté de façon très marquée au cours des années précédentes

- **Après la hausse importante des prix des engrais entre 2006-2007 et 2008-2009, les prix de l'urée et du phosphate monoammoniacal sont tombés en 2009-2010, aussi bien dans l'Est canadien que dans l'Ouest canadien aux niveaux observés précédemment en 2006-2007.**

  Toutefois, les prix de la potasse observés en 2008-2009 dans l'Ouest canadien demeuraient bien plus élevés que ceux enregistrés avant que les prix des engrais commencent à monter en 2006-2007.

Graphique C5.8
Prix des engrais par région par année de fertilisation (de juillet à juin) 2001-2009



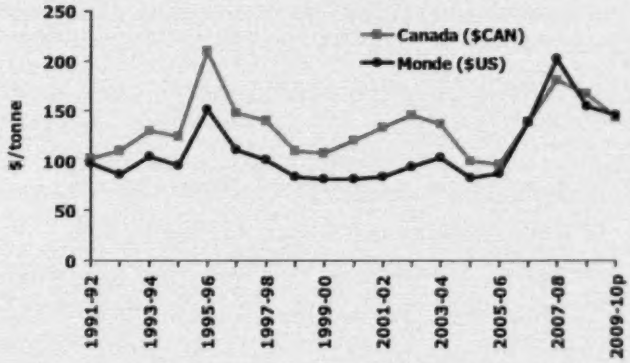
Source : Ridgetown Survey, Alberta Input Monitoring System.

En 2009, les éleveurs de bétail ont vu baisser les coûts en aliments pour animaux, mais les prix des bovins d'engraissement n'ont pas remonté

- **Au cours de la campagne agricole 2009-2010, les prix mondiaux des céréales fourragères ont chuté de façon marquée pour une deuxième année consécutive, en raison principalement de l'augmentation des stocks, de la hausse de la demande et de la dépréciation du dollar américain.**

  Au Canada, les prix des céréales fourragères ont aussi chuté de façon marquée, mais moins que sur le marché mondial, en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Graphique C5.9
Prix canadiens et internationaux des céréales fourragères
1991-2009



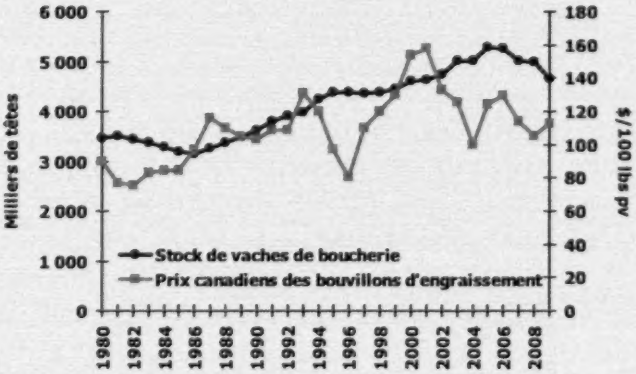
Source : University of Guelph, Ridgetown College et Chicago Board of Trade.

Nota : Moyenne cumulative pour la campagne agricole de septembre 2009 à août 2010, calculée au 7 mai.

- **Les stocks des vaches de boucherie sont fonction du prix des bovins d'engraissement. Comme il a été difficile de vendre les vaches à des prix raisonnables entre 2003 et 2005, les producteurs ont préféré garder un grand nombre de leurs bêtes.**

  En 2005, la reprise du commerce de jeunes bovins, notamment des génisses de boucherie, a permis de réduire les stocks accumulés. La baisse des prix des bovins d'engraissement a aussi ralenti la forte croissance des troupeaux observée ces 18 dernières années. La sécheresse et la récession économique mondiale en 2009 ont prolongé la période de liquidation des troupeaux.

Graphique C5.10
Prix canadiens des veaux d'engraissement
1991-2009



Source : Statistique Canada, Canfax et calculs d'AAC.

SECTION C6

Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales

INTRODUCTION :

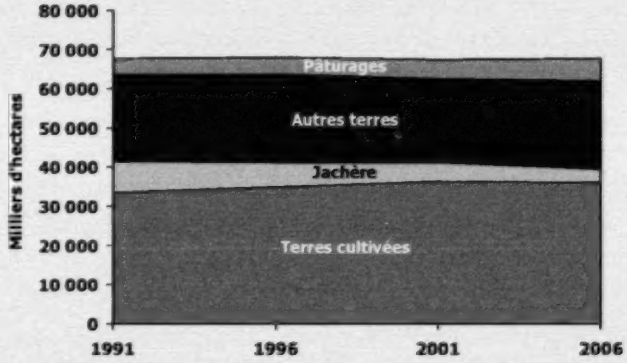
La production agricole dépend de l'accessibilité et de la qualité des ressources naturelles, dont les terres et l'eau. Elle dépend aussi du choix des cultures, des pratiques agricoles et des modes d'utilisation des intrants, qui varient en fonction des décisions que les agriculteurs prennent pour composer avec la conjoncture du marché.

Au Canada, les progrès technologiques et une meilleure gestion des terres ont favorisé la mise en culture des terres et une diminution de la superficie en jachère

- **La superficie en jachère a diminué du fait que les agriculteurs utilisent les terres d'une manière plus intensive en prolongeant les rotations des cultures ensemencées et adoptent des pratiques de gestion plus respectueuses de l'environnement, comme les cultures sans travail du sol (semis direct) et les pratiques de conservation du sol.**

  La superficie en jachère a diminué de 56 % entre 1991 et 2006, tandis que les terres cultivées et les pâturages augmentaient de 7,2 et 37,5 %, respectivement, au cours de cette période.

Graphique C6.1
Utilisation des terres agricoles au Canada
1991-2006

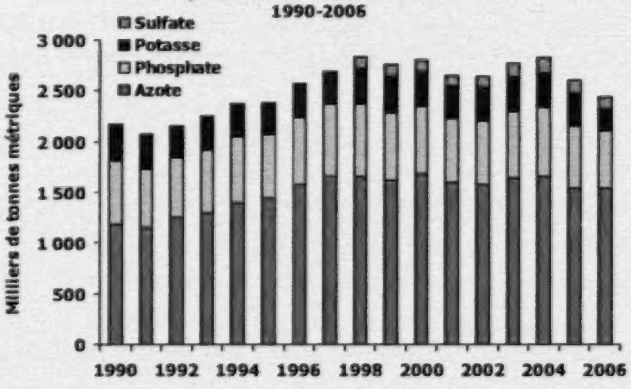


Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, 2006.

- **L'accroissement des terres cultivées qui a accompagné la réduction de la superficie en jachère et la volonté de maintenir les niveaux de fertilité du sol par l'intensification des systèmes culturaux ont entraîné un accroissement de la consommation d'engrais.**

  La consommation est passée de 2,2 millions de tonnes en 1990 à 2,4 millions de tonnes en 2006. La consommation d'engrais azotés s'est accrue de 29 % entre 1990 et 2006.

Graphique C6.2
Expéditions d'engrais aux marchés agricoles canadiens par teneur en éléments nutritifs
1990-2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

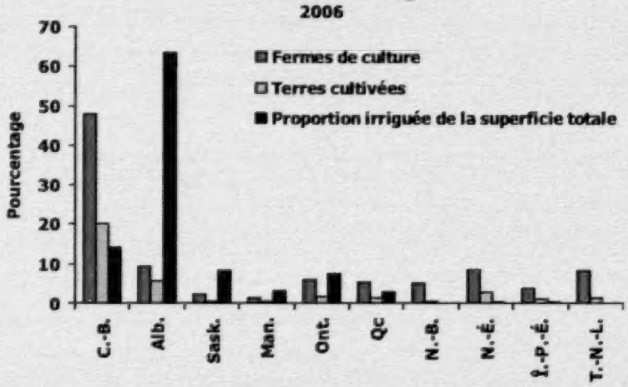
L'agriculture au Canada est essentiellement tributaire des pluies, même dans les Prairies semi arides, et seule une petite proportion des terres cultivées est irriguée

- **En 2006, seulement 8,5 % des fermes de culture ont eu recours à l'irrigation, et ces fermes représentaient seulement 2,4 % de la superficie cultivée totale.**

  L'Alberta est la province où l'on trouve la plus grande superficie de terres irriguées, soit 64 % de la superficie irriguée à l'échelle nationale. La Colombie-Britannique suit, à 14 %.

  Toutefois, l'irrigation n'est utilisée que pour une petite part des terres cultivées dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique où 20 % de la superficie cultivée est irriguée.

Graphique C6.3
Proportion des fermes de culture et des terres cultivées irriguées
2006



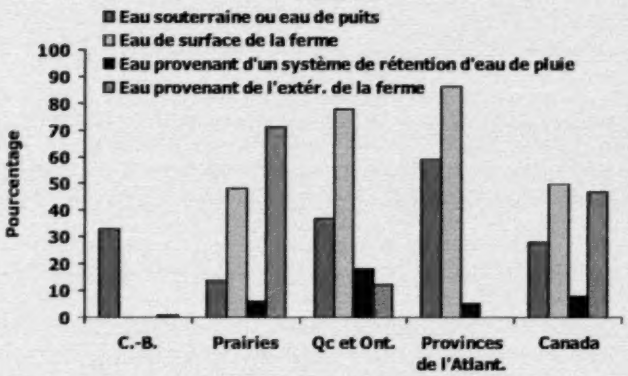
Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, 2006, et calculs d'AAC.

- **Les fermes irriguées des provinces de l'Ouest dépendent des sources d'eau hors ferme, tandis que les fermes irriguées des provinces de l'Est utilisent surtout des sources d'eau à la ferme pour leurs activités agricoles.**

  L'eau hors ferme est transportée à partir d'une source appropriée dans des tuyaux, des canaux ou des aqueducs.

  La Colombie-Britannique est particulière en ce qu'elle est la seule province où il y a plus de fermes qui utilisent des eaux souterraines provenant de puits que de fermes qui utilisent des eaux de surface à la ferme pour irriguer leurs terres agricoles.

Graphique C6.4
Sources d'eau des terres agricoles irriguées
2007



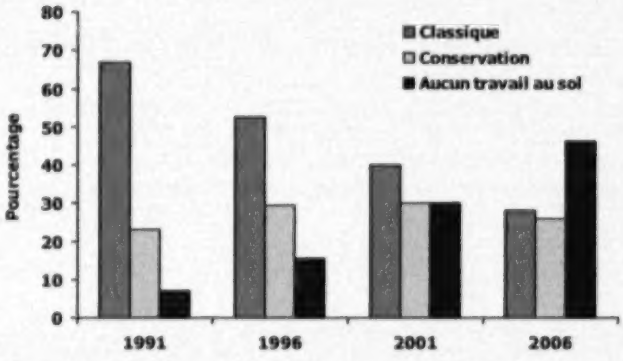
Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'utilisation de l'eau à des fins agricoles*, et calculs d'AAC.

Plus d'agriculteurs adoptent des pratiques de gestion respectueuses de l'environnement qui sont à la fois bénéfiques sur le plan économique et saines sur le plan agronomique

- **Les pratiques sans travail du sol gagnent en popularité parce qu'elles réduisent les coûts des intrants et protègent le sol de l'érosion causée par le vent et l'eau.**

  La culture sans travail du sol est maintenant la pratique dominante, presque 50 % des terres agricoles étant exploitée ainsi en 2006. Le travail du sol classique a diminué de 59 % depuis 1991. En 2006, environ 70 % des terres agricoles au Canada étaient cultivées sans travail du sol ou selon une méthode de travail du sol favorable à la conservation du sol, et ce, principalement dans les Prairies.

Graphique C6.5
Pratiques de travail du sol
1991-2006

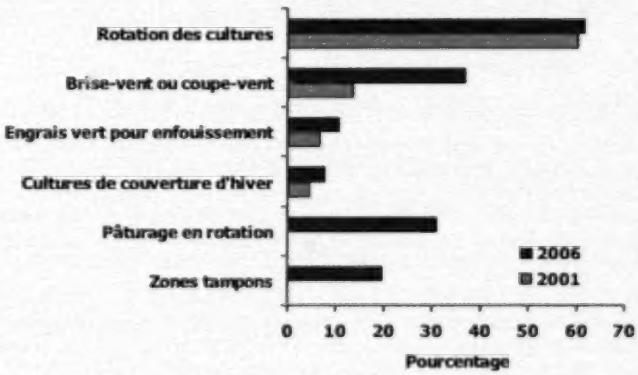


Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture, diverses années.*

- **Plus d'agriculteurs ont déclaré utiliser des pratiques de conservation du sol en 2006 qu'en 2001.**

  Outre la culture sans travail du sol ou selon une méthode de travail du sol favorable à la conservation du sol, la rotation des cultures demeure la pratique de conservation du sol la plus courante, suivie du recours aux brise-vent arborés et coupe-vent et aux pâturages en rotation.

Graphique C6.6
Pratiques de conservation du sol
2001-2006



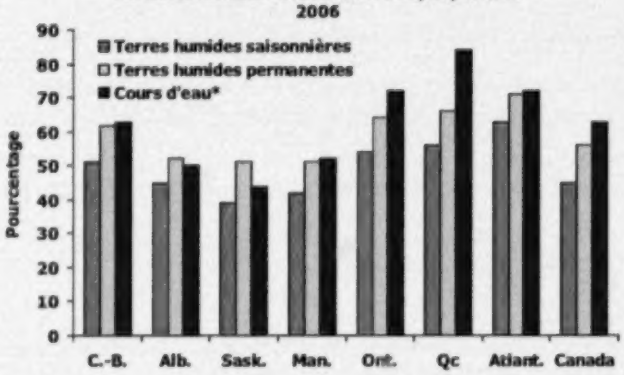
Source : Statistique Canada, *Recensements de l'agriculture*, 2001 et 2006.

Plus d'agriculteurs prennent des mesures pour protéger la qualité de l'eau

- **Une majorité d'agriculteurs ayant des terres adjacentes à des sources d'eau naturelles entretiennent une bande tampon riveraine autour des terres humides permanentes et des cours d'eau sur leurs terres.**

  Cette mesure de protection de l'eau se généralise au pays. En 2006, les bandes tampons riveraines étaient légèrement plus courantes dans l'Est du Canada.

Graphique C6.7
Pourcentage de fermes qui maintiennent une zone tampon riveraine pour protéger les terres humides et les cours d'eau par province
2006

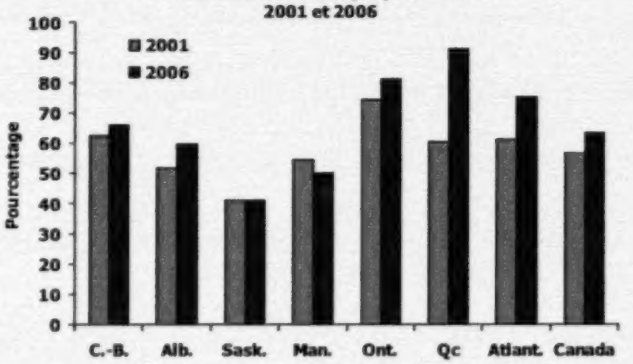


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale*, 2006, et calculs d'AAC.
Nota : *Ruisseaux, fossés, voies d'eau gazonnées, etc.

- **Dans l'ensemble, un plus grand nombre d'agriculteurs limitent l'accès de leur bétail aux eaux de surface.**

  Entre 2001 et 2006, davantage d'agriculteurs ont restreint l'accès à l'eau de surface dans toutes les provinces, à l'exception de la Saskatchewan et du Manitoba. Le Québec et les provinces de l'Atlantique viennent en tête à cet égard.

Graphique C6.8
Pourcentage des fermes d'élevage en pâturage offrant au bétail un accès contrôlé aux eaux de surface par province
2001 et 2006



Source : Statistique Canada, *Enquêtes sur la gestion agroenvironnementale*, 2001 et 2006, et calculs d'AAC.

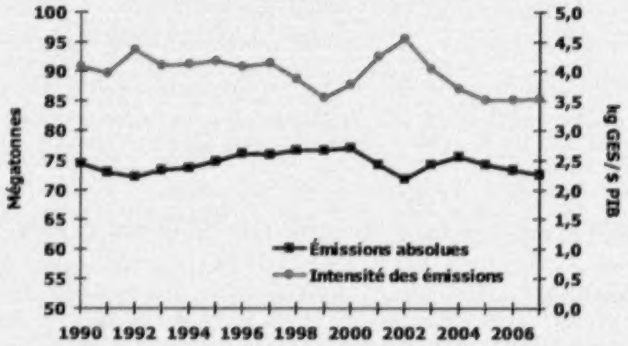
Le secteur agricole canadien a adopté des pratiques qui réduisent l'empreinte de carbone

- **Les émissions absolues du secteur agricole ont diminué de 2,6 % (ou de 1,95 million de tonnes) entre 1990 et 2007.**

  L'intensité des émissions, c'est-à-dire le volume de gaz à effet de serre (GES) émis par unité d'activité économique, a diminué de façon encore plus marquée, soit de 13,3 %, au cours de la même période.

  Par ailleurs, le PIB du secteur agricole a progressé de 12 % entre 1990 et 2007.

Graphique C6.9
Émissions et intensité des émissions du secteur agricole
1990-2007

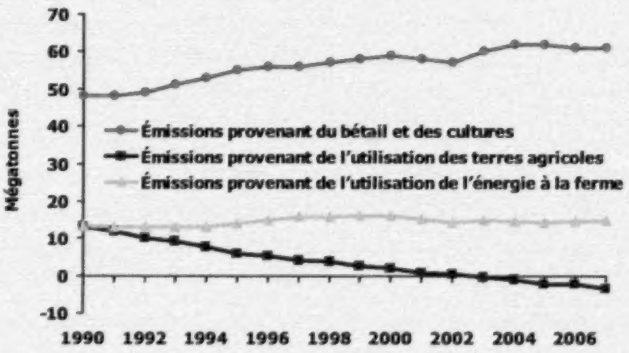


Source : Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national*, et Ressources naturelles Canada, Base de données nationale sur l'énergie, 1990-2007.

- **Les réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'utilisation des terres (-17 millions de tonnes) entre 1990 et 2007 ont été neutralisées par l'accroissement des émissions absolues de gaz à effet de serre provenant de la production animale et de la production végétale (+14 millions de tonnes) enregistré au cours de la même période.**

  Les principales causes de la hausse des émissions de GES provenant de l'élevage et des cultures agricoles ont été l'accroissement des stocks de bovins de boucherie et de porcs et l'application accrue d'engrais azotés synthétiques dans les Prairies.

Graphique C6.10
Émissions par catégorie
1990-2007



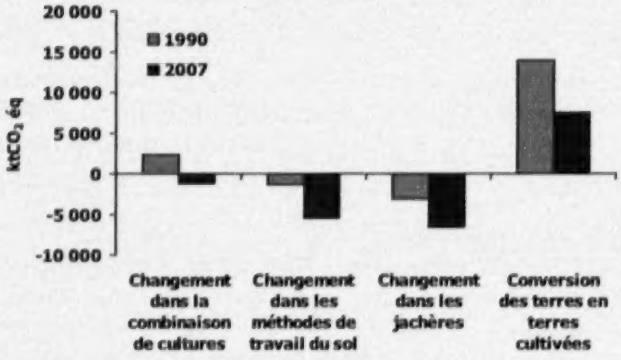
Source : Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national*, et Ressources naturelles Canada, Base de données nationale sur l'énergie, 1990-2007.

Les gains de productivité et l'évolution des pratiques de gestion au fil du temps ont entraîné une réduction considérable des émissions par unité d'activité de production agricole

- **En ce qui concerne la production végétale, les nouvelles combinaisons culturales, la réduction de la superficie en jachère, les pratiques de travail du sol et la diminution des terres converties en terres agricoles expliquent la réduction du flux net de GES dans les émissions provenant de l'utilisation des terres agricoles au fil du temps.**

  Entre 1990 et 2007, la superficie en jachère a diminué, tandis qu'augmentait la superficie ne faisant l'objet d'aucun travail du sol ou que d'un travail du sol réduit. Au cours de cette période, on a observé un accroissement net de la superficie des terres cultivées en permanence et une quantité nettement réduite des terres forestières conservées en terres agricoles.

Graphique C6.11
Émissions et absorptions associées à des changements dans la gestion des terres cultivées
1990 et 2007

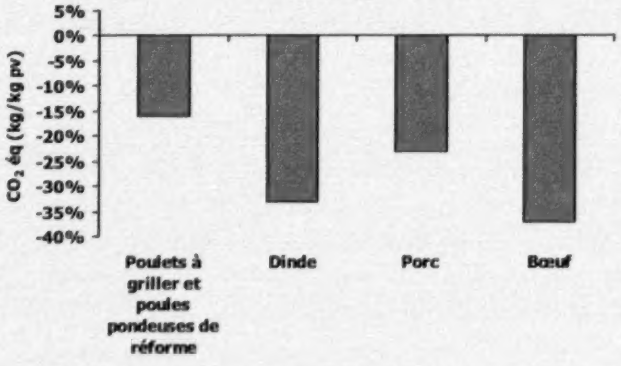


Source : Statistique Canada, *Rapport d'inventaire national*

- **En ce qui concerne la production animale, les émissions de GES par kilogramme d'animal vivant ont aussi diminué au fil des ans, ce qui témoigne des gains de productivité dans la production animale attribuables à la recherche en génétique animale et aux pratiques de gestion.**

  La production de bœuf et la production de dinde sont celles à l'égard desquelles les plus grandes réductions d'émissions par unité ont été observées entre 1981 et 2006, à savoir 37 % et 33 % respectivement.

Graphique C6.12
Variation en pourcentage des émissions par unité de production
1981-2006



Source : X.P.C. Vergé, J.A. Dyer, R.L. Desjardins et D.E. Worth, 2008 et 2009.

Les pratiques de gestion respectueuses de l'environnement ont des effets sur la qualité du sol, de l'eau et de l'air

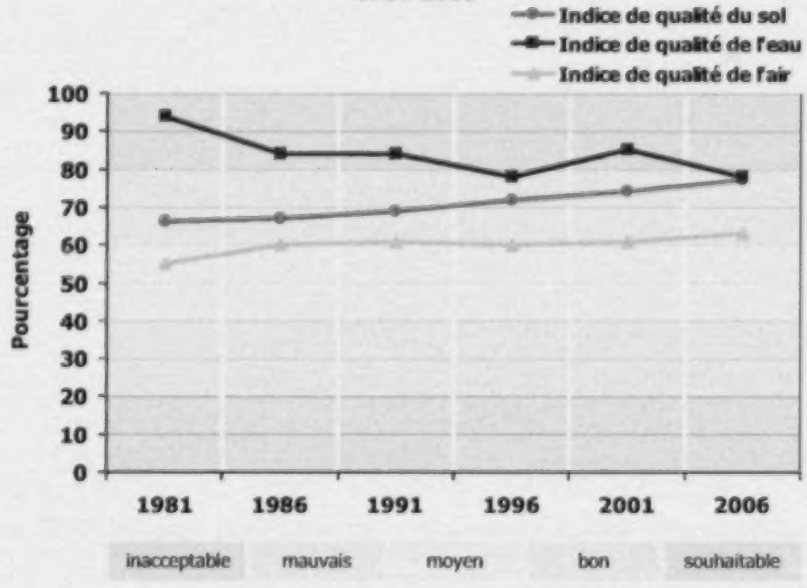
- **Dans l'ensemble, d'après les résultats obtenus, des progrès semblent avoir été faits au développement durable.**

La performance environnementale de l'agriculture sur le plan de la qualité du sol est mesurée par l'indice de la qualité du sol qui combine plusieurs mesures : le risque d'érosion du sol, le risque de salinisation du sol par les microconstituants et le risque de contamination du sol par les microconstituants ainsi que par les variations de la teneur en carbone organique du sol. L'indice de la qualité du sol est considéré comme « souhaitable » et s'est en général amélioré au cours des 25 années avant 2006 grâce à l'amélioration des pratiques de gestion des terres. L'accroissement de la performance s'explique en grande partie par la performance des provinces de l'Ouest, où la culture est extensive et dominée par les cultures céréalières et les cultures oléagineuses.

L'indice de la qualité de l'air combine aussi diverses mesures : les émissions de GES, les émissions de matières particulaires et les émissions d'ammoniac de l'agriculture. Cet indice est considéré comme « moyen », ce qui révèle une amélioration graduelle entre 1981 et 2006. Ici aussi, l'amélioration des pratiques de gestion explique en grande partie ces progrès. L'adoption de ces pratiques, notamment dans les Prairies, a permis aux sols de devenir un puits net de carbone atmosphérique, ce qui a compensé l'augmentation des émissions provenant de l'élevage.

L'indice de la qualité de l'eau combine quatre mesures : la contamination de l'eau par l'azote, la contamination de l'eau par le phosphore, la contamination de l'eau par les coliformes et la contamination de l'eau par les pesticides. Cet indice global du risque relatif à la qualité de l'eau est en fait considéré comme « bon ». Toutefois, il représente un recul général au cours de la période de 25 ans à l'étude. L'application accrue d'engrais et de fumier riches en éléments nutritifs que sont l'azote et le phosphore (N et P) a été la principale raison de la baisse de l'indice de rendement relatif à la qualité de l'eau observée dans tout le Canada.

Graphique C6.13
Indices de performance agroenvironnementale
1981-2006



Source : W. Eilers, R. Mackay, L. Graham et A. Lefebvre, (éd.), 2010.

Les terres agricoles contribuent de manière importante à la biodiversité

- **La diversité des terres agricoles assure un habitat favorable à de nombreuses espèces fauniques au Canada.**

  À l'échelle nationale, la capacité des terres agricoles de servir d'habitat faunique a légèrement diminué entre 1986 et 2006.

  La diminution de la couverture terrestre naturelle et semi-naturelle et l'intensification des activités agricoles ont affaibli la capacité d'habitat générale d'environ 3 %. Toutefois, ces dernières années, les agriculteurs ont adopté de nombreuses pratiques de gestion bénéfiques (PGB) qui peuvent améliorer et soutenir la biodiversité dans le paysage agricole, par exemple l'utilisation de brise-vent et de zones tampons.

  En associant la superficie et l'utilisation des terres à leur utilisation par la faune (capacité d'habitat faunique), il est plus facile de comprendre comment le secteur, le marché et les politiques peuvent influer sur la disponibilité des habitats fauniques sur les terres agricoles.

Graphique C6.14
Catégories de changement de capacité d'habitat faunique
1986-2006

Source : Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national.*

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire

SECTION D1

Dépenses publiques

INTRODUCTION :

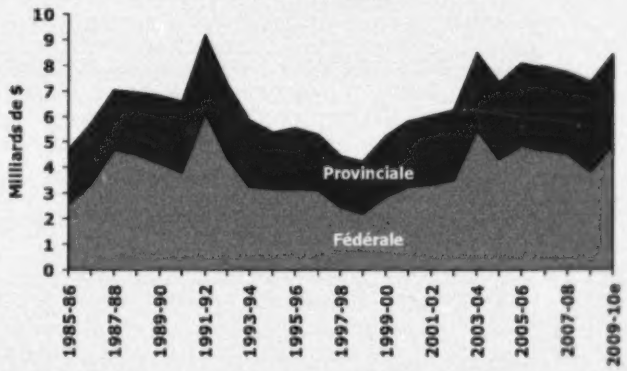
Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devraient augmenter en 2009-2010. En pourcentage du PIB du secteur, elles devraient tomber à 34 %, soit un recul par rapport à 2008-2009. Les paiements de programme constituaient la portion la plus importante des dépenses publiques dans le secteur.

Les dépenses publiques en faveur du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au fil du temps, mais elles ont diminué en pourcentage du PIB

- **Le gouvernement fédéral et les provinces aident énormément le secteur agricole et agroalimentaire. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs contribué à hauteur de 59 % aux dépenses totales pendant toute la période.**

  Les dépenses totales consacrées par l'État au secteur agricole et agroalimentaire devraient s'établir à 8,4 milliards de dollars pour l'exercice 2009-2010. Il s'agit d'une hausse de plus d'un milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent; l'aide fédérale a augmenté, mais l'aide provinciale a baissé.

Graphique D1.1
Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire
1985-86 à 2009-10

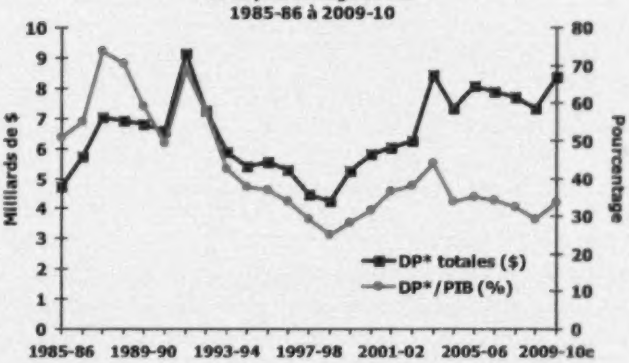


Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

- **Les dépenses publiques en faveur du secteur agricole et agroalimentaire devraient augmenter en valeur et en pourcentage du PIB en 2009-2010.**

  Durant les années 1990, les dépenses publiques ont fléchi autant en valeur qu'en pourcentage du PIB du secteur, mais elles ont crû de 1999-2000 à 2003-2004. Par la suite, elles se sont stabilisées en valeur, mais elles ont chuté en pourcentage du PIB du secteur jusqu'en 2009-2010, année durant laquelle elles ont augmenté tant en valeur qu'en pourcentage.

Graphique D1.2
Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire exprimée en chiffres absolus et en pourcentage du PIB
1985-86 à 2009-10



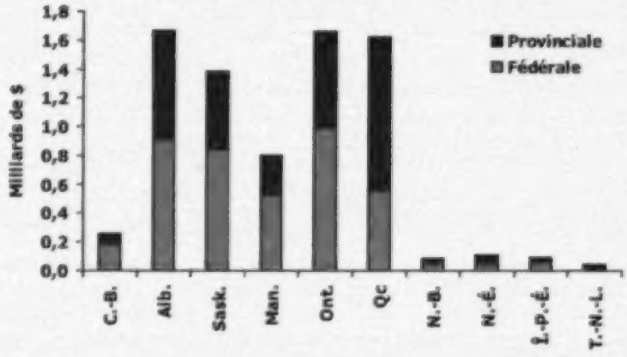
Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.
*DP : Dépenses publiques.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire varient selon la province

- **Le gouvernement fédéral devrait contribuer pour plus de la moitié du soutien total dans la plupart des provinces au cours de l'exercice 2009-2010.**

  Toutefois, le gouvernement du Québec devrait contribuer pour plus de la moitié du soutien total accordé au secteur.

Graphique D1.3
Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par province
2009-10

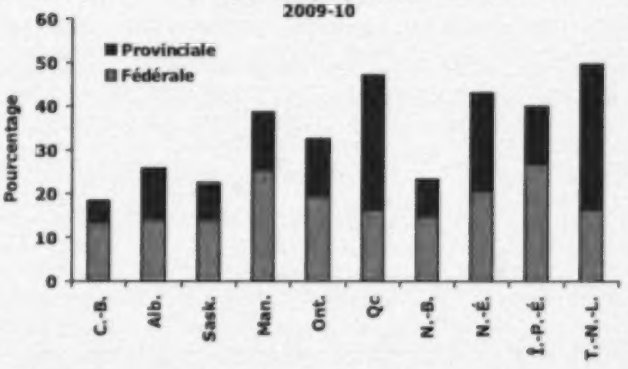


Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

- **Au cours de l'exercice 2009-2010, les dépenses publiques en faveur du secteur agricole et agroalimentaire du Canada étaient évaluées à 33,7 % du PIB du secteur, mais cette part fluctue d'une province à une autre.**

  L'aide exprimée en pourcentage du PIB du secteur qui sera accordée par l'État au secteur agricole et agroalimentaire devrait être supérieure à la moyenne (33 %) à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec, en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et à l'Île-du-Prince-Édouard et s'établir entre 40 % et 50 % du PIB provincial du secteur, tandis qu'elle sera inférieure à la moyenne en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick.

Graphique D1.4
Aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB du secteur par province
2009-10



Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

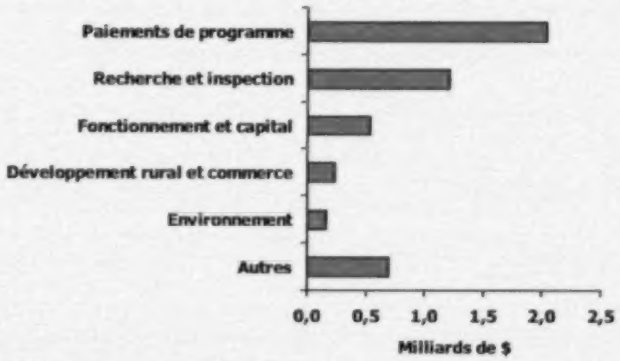
Les paiements de programme composent la plus grande partie de l'aide fédérale et provinciale

- **Au cours de l'exercice 2009-2010, les paiements de programme devraient constituer la principale contribution du gouvernement fédéral à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire au Canada.**

  Les paiements de programme représenteront 41 % des dépenses fédérales dans le secteur en 2009-2010.

  Les sommes consacrées à la recherche et à l'inspection représentent le deuxième poste en importance des dépenses de l'État, à 25 % du total en 2009-2010.

Graphique D1.5
Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale
2009-10

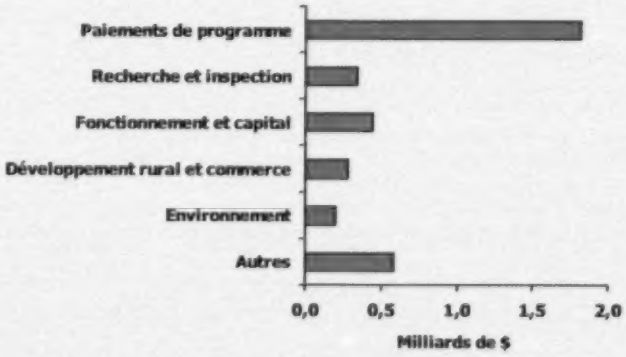


Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

- **À l'échelle provinciale, les paiements de programme constituent les dépenses gouvernementales les plus importantes dans le secteur agricole et agroalimentaire.**

  Les paiements de programme représenteront 50 % des dépenses provinciales totales dans le secteur en 2009-2010. Cependant, seulement 9 % du soutien aura été consacré à la recherche et à l'inspection, comparativement à 25 % à l'échelle fédérale.

Graphique D1.6
Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale
2009-10



Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

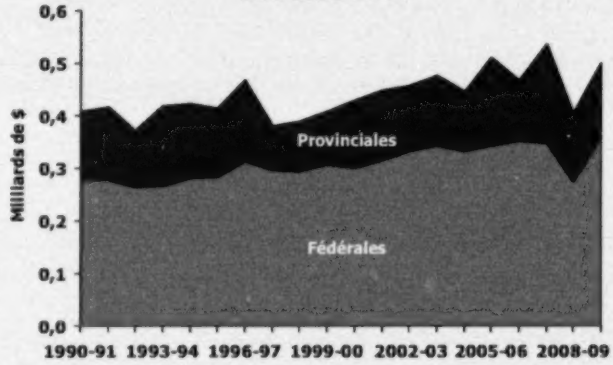
Les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire constituent des investissements importants pour la croissance future du secteur

- **Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au cours de la dernière décennie pour culminer à 536 millions de dollars au cours de l'exercice 2007-2008.**

  Au Canada, les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire sont principalement d'origine fédérale. En moyenne, 70 % des dépenses publiques en recherche ont été assumées par le gouvernement fédéral au cours des dix dernières années (2000-2001 à 2009-2010), et les 30 % qui restent, par les provinces.

  Au cours des cinq dernières années, une proportion plus grande des investissements publiques en R-D ont pour objectif d'encourager des partenariats avec les industries et les universités pour l'obtention de résultats de recherche appliquée.

Graphique D1.7
Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire 1990-91 à 2009-10

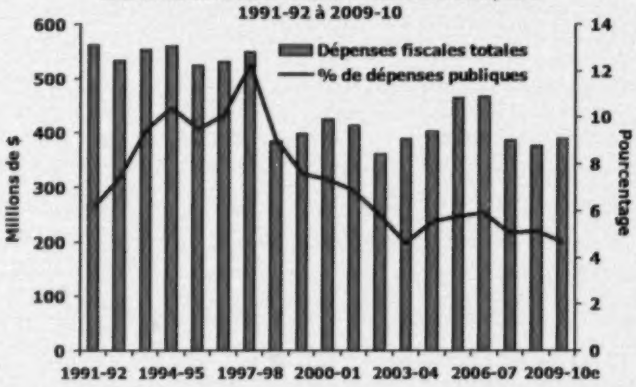


Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

- **Les manques à gagner en recettes fiscales (dépenses fiscales) constituent, avec les exemptions fiscales et les remboursements de taxes, une source du soutien public au secteur agricole et agroalimentaire. Entre 1991-1992 et 2009-2010, les dépenses fiscales ont représenté en moyenne 6,9 % du soutien gouvernemental total.**

  Après avoir diminué récemment, les exemptions fiscales et les remboursements de taxes provinciales accordés à l'agriculture primaire devraient se relever à 390 millions de dollars au cours de l'exercice 2009-2010. Malgré cet accroissement, la part des dépenses publiques représentée par les dépenses fiscales est tombée à 4,7 %.

Graphique D1.8
Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions 1991-92 à 2009-10



Source : AAC.
Nota : Les chiffres se rapportant à 2009-2010 sont des estimations.

Les gouvernements soutiennent aussi le secteur agricole et agroalimentaire en adoptant des mesures fiscales générales et d'investissements dans l'infrastructure publique

- **Les taux d'imposition des bénéfices des sociétés dont l'activité principale consiste à fabriquer et transformer des produits diminuent dans toutes les provinces depuis le milieu des années 80.**

  En Ontario et au Québec, les taux d'imposition fédéraux et provinciaux combinés des bénéfices des sociétés sont passés d'environ 45 % et 36 % respectivement au milieu des années 1980 à 31 % dans les deux provinces en 2009.

  La diminution des taux d'imposition combinés en Ontario et au Québec entre 2008 et 2009 est attribuable à une majoration du taux d'imposition général fédéral de 8,5 % à 9 %. Tandis que le taux d'imposition provincial des bénéfices des sociétés demeurait le même en Ontario, il a augmenté au Québec pour passer de 11,4 % à 11,9 %.

Graphique D1.9
Taux combinés fédéraux-provinciaux d'imposition du revenu des sociétés de fabrication et de transformation
Ontario et Québec
1960-2009

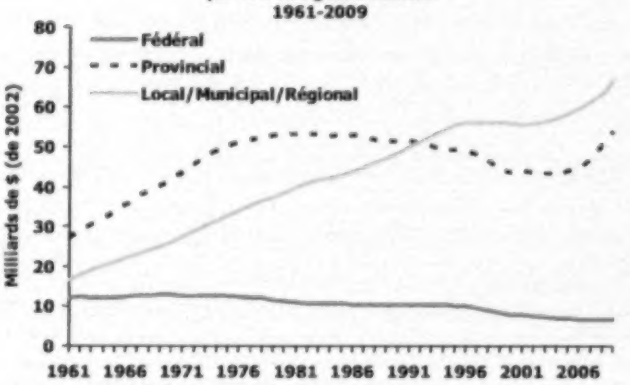
Source : AAC, Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : le Canada et les provinces, 1960-2005 (données révisées en juin 2010).

- **Les investissements publics dans l'infrastructure (routes, ponts, etc.) contribuent à la compétitivité et à la prospérité du secteur agricole et agroalimentaire.**

  L'infrastructure de génie détenue par les gouvernements provinciaux a augmenté constamment depuis 2005, après avoir diminué à partir de 1982. Les installations provinciales sont maintenant un peu plus importantes qu'elles ne l'étaient par rapport à leur dernier sommet, qui date de 1981.

  Les infrastructures publiques locales, municipales et régionales ont progressé constamment depuis 2002, et d'à peu près 5 % en 2009. L'infrastructure de génie appartenant au gouvernement du Canada a augmenté d'environ 2 % en 2009, pour la première fois depuis 1993.

Graphique D1.10
Stock de l'infrastructure de génie publique par ordre de gouvernement
1961-2009



Source : Statistique Canada.

Nota : L'infrastructure de génie comprend l'infrastructure des transports (routes, autoroutes, rues, ponts, voies ferrées, installations portuaires, etc.) ainsi que d'autres types d'infrastructure tels que les réseaux d'aqueduc et les égouts.

SECTION D2

Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays

INTRODUCTION :

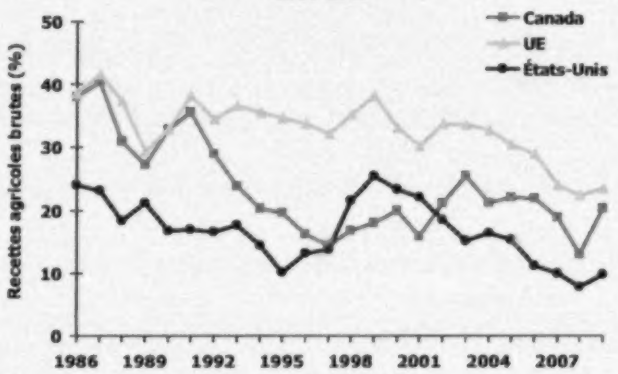
Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil du temps. Les changements apportés n'ont pas seulement consisté à diminuer le soutien, mais aussi à en modifier le type. Certains pays ont procédé à d'importantes réformes de leur politique agricole. Ces changements stratégiques sont présentés ici selon les indicateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Au cours des dernières années, le soutien aux producteurs canadiens exprimé en pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) a surpassé celui accordé aux États-Unis, mais demeure inférieur à celui de l'Union européenne

- **En 2009, l'ESP au Canada correspondait à 20 % des recettes agricoles brutes comparativement à 24 % dans l'Union européenne et à 10 % aux États-Unis.**

  Le soutien accordé aux producteurs du Canada exprimé en pourcentage des recettes agricoles a augmenté de façon marquée pour passer de 13 % en 2008 à 20 % en 2009. Cet accroissement tient principalement à une hausse du soutien des prix du marché (SPM) et des transferts budgétaires, d'une part, et à une diminution des recettes agricoles, d'autre part. Le Canada soutient toujours davantage ses producteurs que les États-Unis, mais moins que l'Union européenne.

Graphique D2.1
ESP, pays sélectionnés
1986-2009



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, Base de données de l'OCDE, 1986-2009.

- **Au fil du temps, le Canada a adopté des formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effet de distorsion sur le commerce.**

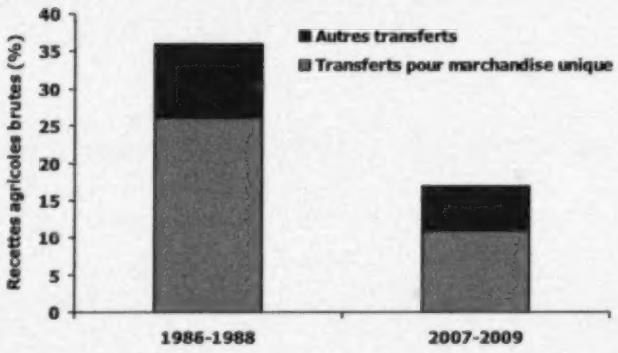
  Le soutien accordé aux agriculteurs canadiens a chuté pour passer de 36 % des recettes agricoles brutes entre 1986 et 1988 à 17 % entre 2007 et 2009.

  La part des transferts au titre d'un seul produit a diminué au profit de formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effet de distorsion. Entre 2007 et 2009, ces transferts représentaient 65 % de l'ESP, comparativement à 72 % entre 1986 et 1988.

  Néanmoins, les transferts au titre d'un seul produit représentent toujours plus de la moitié du soutien accordé aux producteurs au Canada, et ils s'avoisinaient de la moyenne des pays membres de l'OCDE, soit 53 %.

  Entre 2007 et 2009, c'est le secteur des produits laitiers qui a obtenu la plus grande part des transferts au titre d'un seul produit, soit 53 % du total.

Graphique D2.2
Composition du soutien aux producteurs, Canada
1986-1988 et 2007-2009



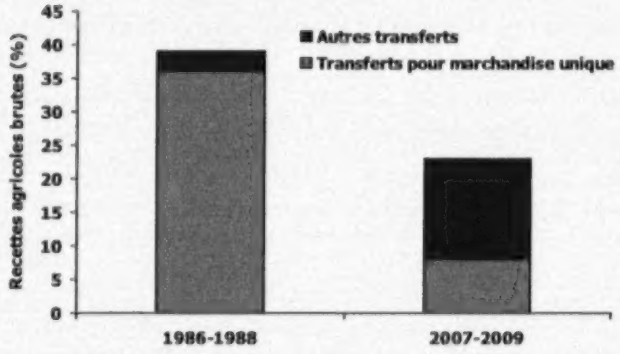
Source : OCDE, *Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE : Panorama, 2010.*

Les orientations stratégiques des autres pays dénotent une réduction de l'aide directe au profit d'une forme de soutien plus général

- **Entre 1986-1988 et 2007-2009, l'Union européenne a réduit son soutien aux agriculteurs, lequel est passé de 39 % à 23 % des recettes agricoles brutes.**

  De plus, les transferts au titre d'un seul produit ont considérablement diminué au profit de formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effets de distorsion. Ces transferts représentaient 34 % de l'ESP total entre 2007 et 2009, comparativement à 93 % entre 1986 et 1988. Ils constituaient moins de la moitié du soutien accordé aux agriculteurs de l'Union européenne. Entre 2007 et 2009, ce sont les éleveurs de bovins et de veaux qui ont obtenu la plus grande part des transferts au titre d'un seul produit, soit 29 % du total.

Graphique D2.3
Composition du soutien aux producteurs, UE
1986-1988 et 2007-2009

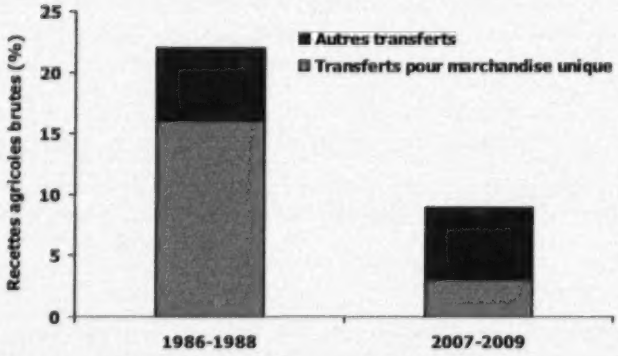


Source : OCDE, *Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE : Panorama, 2010.*

- **Entre 1986-1988 et 2007-2009, le soutien accordé par les États-Unis à leurs agriculteurs a régressé, passant de 22 % à 9 % des recettes agricoles brutes.**

  De plus, les transferts au titre d'un seul produit ont beaucoup diminué en faveur de formes de soutien plus découplées et ayant moins d'effets de distorsion. Ils constituaient 31 % de l'ESP total entre 2007 et 2009, comparativement à 71 % entre 1986 et 1988. Entre 2007 et 2009, ce sont les produits laitiers qui ont obtenu la plus grande part des transferts au titre d'un seul produit, soit 44 % du total.

Graphique D2.4
Composition du soutien aux producteurs, États-Unis
1986-1988 et 2007-2009



Source : OCDE, *Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE : Panorama, 2010.*

Acronymes / Sigles

A

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
AIMS	*Alberta Agriculture Input Monitoring System* (Système de contrôle des intrants agricoles de l'Alberta)
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain

B

BCE	Biens de consommation emballés
BICO	*Bulk, Intermediate, and Consumer-Oriented* (Classification de produits en vrac, intermédiaires et de consommation)
BRIC	Brésil, Russie, Inde et Chine

C

CANSIM	*Canadian Socioeconomic Information Management System* (Système canadien d'information socioéconomique)
CIBC	*Canadian Imperial Bank of Commerce* (Banque Canadienne Impériale de Commerce)
COOL	*Country of Origin Labelling* (Étiquetage du pays d'origine)
CRAWUM	*Canadian Regional Agricultural Water Use Model* (Modèle d'analyse régionale de l'utilisation de l'eau au Canada)
CSA	Cadre stratégique pour l'agriculture

E

ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
É.-U.	États-Unis

F

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOSTAT	Base de données statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

G

GES	Gaz à effet de serre

I

IDE	Investissement direct à l'étranger
IPC	Indice des prix à la consommation

L

LCBO	*Liquor Control Board of Ontario* (Régie des alcools de l'Ontario)

O

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce

P

PAC	Politique agricole commune
PEF	Plan environnemental de la ferme
PGB	Pratique de gestion bénéfique
PIB	Produit intérieur brut
PSB	Produits de santé et de beauté
PTF	Productivité totale des facteurs

R

RC4	Ratio de concentration
RdM	Reste du monde
R-D	Recherche et développement
R.-U.	Royaume-Uni

S

SAQ	Société des alcools du Québec
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SPG	*Saskatchewan Pulse Growers* (Producteurs de légumineuses à grain de la Saskatchewan)
SPM	Soutien des prix du marché
STAN	*Structural Analysis* (Analyse structurelle)

U

UE	Union européenne
USDA	*United States Department of Agriculture* (Département de l'Agriculture des États-Unis)
USDA ERS	*United States Department of Agriculture Economic Research Service* (Service de recherche économique du département de l'Agriculture des États-Unis)

V

VC	À vocation commerciale

GLOSSAIRE

Composantes du système agricole et agroalimentaire canadien

Secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant chaque segment du système figure ci-après.

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des cinq chiffres

1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
1112 Culture de légumes et de melons
1113 Culture de fruits et de noix
1114 Culture en serre et en pépinière et floriculture
1119 Autres cultures agricoles
1121 Élevage de bovins
1122 Élevage de porcs
1123 Élevage de volailles et production d'œufs
1124 Élevage de moutons et de chèvres
1125 Aquaculture
1129 Autres types d'élevage

Transformation des aliments et des boissons
La transformation des aliments et des boissons comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

311 Fabrication d'aliments
312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Au niveau des quatre chiffres

3111 Fabrication d'aliments pour animaux
3112 Mouture de céréales et de graines oléagineuses
3113 Fabrication de sucre et de confiseries
3114 Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires

3115 Fabrication de produits laitiers
3116 Fabrication de produits de viande
3117 Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer
3118 Boulangeries et fabrication de tortillas
3119 Fabrication d'autres aliments
3121 Fabrication de boissons

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Au niveau des quatre chiffres
1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
1152 Activités de soutien à l'élevage
3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres
33311 Fabrication de machines agricoles
41911 Agents et courtiers de produits agricoles
41913 Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
44422 Pépinières et centres de jardinage
49312 Entreposage frigorifique
49313 Entreposage de produits agricoles

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres
4542 Exploitants de distributeurs automatiques

Secteur de la distribution alimentaire
Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement des produits agricoles et alimentaires au consommateur final, ainsi qu'à assurer les services connexes. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Services alimentaires commerciaux
Les services alimentaires commerciaux comprennent les restaurants à service complet, les restaurants à service restreint, les traiteurs et les traiteurs à contrat, ainsi que les tavernes.

Les **restaurants à service complet** comprennent les restaurants chic détenant ou non un permis d'alcool, les restaurants de type familial et les restaurants-bars.

Les **restaurants à service restreint** comprennent les cafétérias, les restaurants-minute, les espaces-restauration, les établissements de mets à emporter et les établissements qui font la livraison.

Les **traiteurs** fournissent des services d'alimentation lors d'événements spéciaux.

Les **traiteurs à contrat** fournissent des services d'alimentation aux compagnies aériennes, aux compagnies de chemin de fer, aux organismes et dans les installations récréatives.

Les **tavernes** sont des établissements dont la principale activité consiste à servir des boissons alcoolisées pour consommation immédiate, notamment les brasseries, les bars-salons et les boîtes de nuit.

Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement
Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont des fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. que les boissons et les produits du tabac sont exclus).

Entreprises de transformation non alimentaire
La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que les aliments pour la consommation humaine et les aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de bioproduits, ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles, comme les tanneries et les usines de textile.

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers
Les autres services d'alimentation comprennent la restauration hôtelière, institutionnelle, les services d'alimentation de détail et les autres services d'alimentation.

La **restauration hôtelière** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôtels, les motels et les centres de villégiature.

La **restauration institutionnelle** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôpitaux, les établissements de soins, les écoles, les prisons, les usines et les bureaux.

Les **services d'alimentation de détail** sont offerts dans les grands magasins et les dépanneurs.

Les **autres services d'alimentation** comprennent les distributeurs automatiques, ainsi que les services offerts dans les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Consommateurs

Consommation courante totale
Dépenses faites pour l'alimentation, le logement, l'entretien ménager, les articles et accessoires d'ameublement, l'habillement, le transport, les soins de santé, les soins personnels, les loisirs, le matériel de lecture, l'éducation, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard, et un groupe d'articles divers.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
Dépenses des ménages en biens de consommation neufs et en services de consommation, et marges sur les biens usagés.

Classement des achats d'aliments

Aliments achetés au magasin
Les aliments achetés au magasin comprennent les aliments achetés dans les supermarchés, les magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, magasins de produits frais, boulangeries, poissonneries, boutiques de mets fins, magasins d'aliments de santé, marchés ou étals, achats directs auprès des producteurs et des fournisseurs de produits surgelés, marchés et comptoirs de producteurs en plein air et tous les autres établissements sans service), les dépanneurs et les autres magasins (tout autre type de magasin qui vend des produits alimentaires, comme les grands magasins, les entrepôts-club, les pharmacies, etc.).

Aliments achetés au restaurant
Les aliments achetés au restaurant comprennent les aliments achetés dans les restaurants offrant le service aux tables, les restaurants à service rapide, les cafétérias et les autres points de vente (comptoirs-rafraîchissements, casse-croûte, machines distributrices, voitures à patates frites et traiteurs). On trouve généralement ces établissements dans les supermarchés, les cinémas, les expositions, les manifestations sportives, les parcs, etc.

Types de fermes

Coopérative agricole
Entité commerciale juridique appartenant à ses membres et contrôlée démocratiquement et équitablement par ceux-ci. Ses membres sont étroitement associés à l'entreprise en tant que producteurs ou consommateurs de ses produits ou services. Les coopératives agricoles se divisent en deux grandes catégories : les coopératives de services agricoles, qui fournissent des services et intrants aux agriculteurs membres, et les coopératives de production agricole, qui mettent en commun les ressources requises pour la production (terres, bâtiments et machines) et exploitent les ressources conjointement.

Ferme à un seul propriétaire
Type d'entreprise commerciale qui appartient à une seule personne et est dirigée par celle-ci et pour laquelle il n'y a pas de distinction juridique entre le propriétaire et l'entreprise. Il s'agit d'un propriétaire unique puisque celui-ci n'a pas de partenaire.

Ferme communautaire
Type d'exploitation qui englobe les coopératives et autres exploitations communautaires, comme celles des colonies huttériennes.

Ferme constituée en société
Entité juridique commerciale distincte des personnes qui la possèdent, la gèrent ou l'exploitent. Les propriétaires ou les actionnaires ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'entreprise, autres que la valeur de leurs investissements dans celle-ci, car l'entreprise est une entité juridiquement indépendante.

Ferme de recensement
Exploitation agricole qui s'adonne à au moins l'une des productions suivantes : cultures (grandes cultures, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, semences); bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.); produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de l'érable).

Ferme non constituée en société
Exploitation agricole sans distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Cette désignation englobe les fermes à un seul propriétaire et les sociétés de personnes.

Ferme non familiale
Ferme organisée comme une société de capitaux non familiale, une coopérative ou une autre exploitation communautaire. Cette désignation englobe les fermes faisant partie d'une fiducie ou d'une succession.

Société de personnes
Exploitation commerciale dont les partenaires (associés) partagent les profits ou les pertes de l'entreprise et où il n'y a pas de distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Tous les partenaires gèrent l'exploitation et sont personnellement responsables de ses dettes, sauf dans le cas d'une société en commandite où certains partenaires peuvent renoncer à leur capacité de gérer l'entreprise en échange d'une responsabilité limitée dans l'endettement de la société.

Définitions du revenu agricole

Autres revenus hors ferme
Revenus de placement (comme les intérêts, les gains en capital imposables et les dividendes) provenant d'autres sources que la ferme, les pensions, les autres revenus provenant des programmes gouvernementaux pour les familles ou pour les particuliers et les autres revenus ne provenant pas de la ferme.

Déduction pour amortissement
La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Dépenses agricoles
Les dépenses agricoles sont des estimations des dépenses de fonctionnement d'une exploitation agricole et représentent les coûts encourus par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits de base agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net, même si les dépenses brutes et nettes peuvent être affichées. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'une ferme à l'autre sont exclus des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Dette en pourcentage de l'actif
La dette en pourcentage de l'actif au niveau d'une ferme correspond au passif divisé par l'actif total.

Paiements directs
Les paiements directs incluent les montants payés aux termes de programmes agricoles gouvernementaux et de programmes agricoles financés par le secteur privé. Ces derniers sont des programmes d'assurance financés entièrement par les primes payées par les producteurs agricoles. Ne sont compris que les paiements directs qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux personnes participant à celle-ci.

Ratio de la dette sur l'avoir propre
Le ratio se calcule en divisant le passif par l'avoir propre.

Ratio de marge bénéficiaire
Le ratio de marge bénéficiaire au niveau de l'industrie est calculé en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation représente les résultats nets des principales activités commerciales d'une entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts. Ce ratio indique la capacité pour la direction de l'entreprise à réaliser un bénéfice à partir de ses activités principales.

Ratio du rendement des capitaux propres
Le ratio du rendement des capitaux propres à l'échelle du secteur est calculé en divisant le bénéfice après impôt par l'avoir total x 100. Ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Recettes du marché
Les recettes monétaires désignent les recettes monétaires tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements de programme versés directement aux producteurs.

Recettes monétaires agricoles
Comprennent les revenus tirés de la vente de produits agricoles, les paiements versés par des organismes gouvernementaux en vertu des programmes ainsi que les paiements provenant des programmes privés d'assurance-récolte et d'assurance du bétail. Les recettes sont comptabilisées dans l'année civile (janvier à décembre) où l'argent est versé (méthode de comptabilité de caise) aux agriculteurs.

Rendement de l'actif
Le taux de rendement sur l'actif à l'échelle d'une exploitation agricole est calculé en additionnant le revenu d'exploitation net et les frais d'intérêt et en soustrayant la déduction pour amortissement. On divise ensuite le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Rendement des capitaux propres
Le taux du rendement des capitaux propres à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en soustrayant du revenu d'exploitation net la déduction pour amortissement et en divisant le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Revenu agricole net réalisé
Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé, plus les paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Revenu d'emploi non agricole
Revenu d'emploi provenant d'autres sources que la ferme (p. ex. salaires et traitements bruts) et revenu net provenant d'un travail autonome (entreprise, profession libérale, travail à commission et pêche) non lié à la ferme.

Revenu d'exploitation net
Le revenu d'exploitation net au niveau de la ferme, correspond à la différence entre le revenu agricole brut et les dépenses agricoles totales.

Revenu familial agricole
Le revenu familial agricole est la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille et inclut les revenus provenant d'activités agricoles et d'activités non agricoles.

Revenu familial médian
Revenu au-dessus et au-dessous duquel se trouve le même nombre de familles.

Revenu familial moyen
Revenu obtenu en divisant le revenu familial total par le nombre de familles.

Revenu net comptant
Mesure les mouvements de l'encaisse d'une entreprise agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net comptant représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Revenu net réalisé tiré du marché
Les recettes tirées du marché, plus le revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

Revenu non agricole
L'expression revenu non agricole peut induire en erreur étant donné qu'elle inclut les salaires et traitements versés à des membres de la famille pour des travaux exécutés à la ferme.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts et les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Valeur nette de la ferme
L'actif total de la ferme calculé d'après sa valeur marchande, moins le passif total.

Catégories commerciales

Classification commerciale
Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO, qui sépare les produits en trois différents groupes : produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

Produits en vrac (B)
Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minime ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.

Produits intermédiaires (I)
Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.

Produits de consommation (CO)
Les produits de consommation nécessitent peu de transformation supplémentaire ou n'en nécessitent pas et ils sont généralement prêts pour la consommation humaine. Il s'agit notamment des produits laitiers, des œufs, du bœuf, des fruits frais, des produits de la floriculture, des soupes en conserve, des repas surgelés, des aliments pour bébé, etc.

Commerce à valeur ajoutée
Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un point donné, par exemple le commerce entre provinces canadiennes ou entre pays membres de l'Union européenne.

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées, des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Catégories d'aide gouvernementale

Dépenses publiques
Les dépenses publiques directes et indirectes (à tous les paliers de gouvernement) liées à l'agriculture et à la transformation des aliments engagées au cours d'une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Infrastructure de génie
Stocks de génie civil appartenant aux administrations municipales ou aux gouvernements provinciaux et fédéral. Il s'agit entre autres des autoroutes, des routes, des rues, des ponts, des chemins de fer, des installations portuaires, des réseaux d'aqueduc, des réseaux d'égout et des usines de traitement des eaux usées.

Infrastructure publique
L'infrastructure publique comprend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure publique inclut des édifices (écoles, hôpitaux, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des stocks de génie civil (voir ci-après) et des machineries (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, autobus, trains de banlieue rapides, etc.).

Principales catégories de dépenses

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme liés à l'entreposage et au fret.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion, ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions gouvernementales accordées pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes Agri-protection et des programmes d'aide financière.

Measures d'aide gouvernementale

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

Recettes agricoles brutes
La valeur de la production des marchandises plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix de seuil de la frontière d'un produit agricole particulier.

Transferts pour marchandise unique
Transferts aux producteurs agricoles découlant de politiques associées à la production d'un produit de base unique. Ainsi le producteur doit produire le produit de base désigné pour avoir droit au transfert.

Terminologie économique et statistique

Dollars enchaînés
Mesure qui exprime les volumes de production réels ou les dépenses réelles en éliminant les effets de distorsion des fluctuations des prix au fil du temps.

Investissement direct à l'étranger (IDE)
L'IDE est l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Prélèvements
Les prélèvements effectués par les associations de producteurs sont des sources courantes de financement de la R-D, de l'innovation et de la promotion et du développement des produits agricoles. Dans le cadre de ces systèmes, qui comportent habituellement une évaluation annuelle des mises en marché et des ventes, les revenus des producteurs sont mis en commun par leur organisation et un pourcentage ou un montant fixe de ces revenus est prélevé aux fins susmentionnées.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité multifactorielle
La productivité multifactorielle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

Productivité totale des facteurs (PTF)
La PTF est calculée en divisant les extrants par tous les intrants (p. ex., le capital et la main-d'œuvre etc.).

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total et organisées en cinq groupes de nombre égal.

Ratio avantages-coûts
Ratio où le numérateur est composé de tous les avantages directs et le dénominateur, de tous les coûts directs. Autrement dit, le ratio avantages-coûts est le rapport entre les avantages pécuniaires pour les bénéficiaires d'un projet et les inconvénients.

Ratio de concentration (RC4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Région rurale
Tout territoire situé à l'extérieur des régions urbaines est considéré comme une région rurale. Ensemble, les régions urbaines et rurales couvrent tout le Canada.

Région urbaine
Les régions urbaines comprennent toutes les grandes régions métropolitaines (même si elles contiennent des régions rurales), la plupart des petites régions métropolitaines, également appelées agglomérations de recensement (dans certains cas, si une agglomération de recensement contient une grande population rurale, seulement la partie urbaine est considérée comme urbaine), et les régions urbaines fondées sur la définition du recensement : « les régions urbaines qui ont une concentration démographique d'au moins 1 000 habitants et une densité de population d'au moins 400 habitants au kilomètre carré, d'après les chiffres de population du recensement précédent. » Ensemble, les régions urbaines et rurales couvrent tout le Canada.

Rendement de culture
Production totale d'une culture par unité de surface terrestre.

Stock de capital
Le capital fixe est constitué des bâtiments, des ouvrages de génie civil, du matériel et des outils. L'investissement total dans le capital fixe correspond aux achats requis pour compenser la dépréciation des biens immobilisés (besoins de remplacement) et aux achats requis pour accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs à l'investissement, le stock de capital diminue parce que le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque l'investissement est supérieur aux besoins de remplacement, le stock augmente.

Taux de rendement interne (TRI)
Exprimé en pourcentage, le TRI est basé sur le ratio avantages-coûts du producteur. Les avantages et les coûts sont actualisés de manière que la valeur actuelle de l'ensemble des coûts égale la valeur actuelle de l'ensemble des avantages. Divers taux d'actualisation peuvent être utilisés.

Technologie
Au sens large, la technologie se compose des moyens techniques et du savoir-faire nécessaires à la fabrication d'un produit ou à la prestation d'un service, qu'il s'agisse d'outils, de matériaux, de procédés, de plans ou de connaissances.

Technologie de pointe
Technologie avancée qui permet d'exercer une nouvelle fonction ou d'améliorer considérablement une fonction par rapport aux technologies habituelles, comme la biotechnologie, la nanotechnologie, etc.

Valeur ajoutée nette
La valeur ajoutée nette mesure la contribution de l'agriculture à la production de biens et services dans l'économie canadienne au cours d'une année particulière. Elle est calculée en soustrayant de la valeur totale de la production du secteur agricole (y compris les paiements de programme) les coûts de production connexes (les dépenses au chapitre des intrants, les taxes d'affaires et l'amortissement). La valeur ajoutée nette est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs, les salaires et les profits.

Valeur des contingents
Il s'agit de la valeur d'une quantité précise d'un produit agricole assujetti au régime de gestion de l'offre (p. ex., produits laitiers ou volaille) qu'un producteur doit fournir.

Terminologie environnementale

Bande tampon riveraine
Étroite bande de terre longeant un cours d'eau, destinée à réduire l'érosion, à intercepter les polluants, à assurer un habitat à la faune et à répondre à d'autres préoccupations environnementales.

Biomasse
Le terme biomasse fait référence aux matériaux provenant de la forêt, de l'agriculture (végétaux, produits animaux ou sous-produits), de la mer et de l'aquaculture, ainsi que des déchets industriels et municipaux.

Bioproduits
Les bioproduits sont des produits (autres que les aliments, les aliments pour animaux ou les médicaments) faits à partir d'intrants biologiques renouvelables (souvent appelés la biomasse). Le terme comprend les nouveaux bioproduits ainsi que les produits traditionnels qui ont été adaptés pour remplacer les intrants non renouvelables. Les produits industriels de fabrication traditionnelle (tels que le bois d'œuvre) sont exclus.

Brise-vent ou coupe-vent
Rangées d'arbres ou de haies naturelles ou plantées le long des champs qui empêchent les vents dominants d'éroder le sol. Cette méthode est surtout utilisée dans l'Ouest canadien, où les terres agricoles sont davantage exposées à l'action éolienne et où il est important de retenir la neige pour conserver l'humidité.

Culture sans travail du sol
La culture sans travail du sol (appelée sans labour ou semis direct) qui consiste à ensemencer le sol directement sans l'avoir travaillé après la récolte de la culture précédente. Le désherbage s'effectue à l'aide d'herbicides et le maintien des chaumes sert à protéger le sol contre l'érosion. C'est une pratique habituellement utilisée sur des terres labourables où la mise en jachère est importante.

Faible empreinte de carbone
Nouveau système économique, technologique et social de production et de conservation qui vise à mieux conserver l'énergie et à mieux réduire les émissions de gaz à effet de serre que le système économique classique, tout en maintenant le développement économique et social.

Gaz à effet de serre (GES)
Dioxyde de carbone, oxyde nitreux, méthane, ozone et chlorofluorocarbones produits de façon naturelle ou découlant de l'activité humaine (production et consommation) et qui contribuent à l'effet de serre (réchauffement climatique de la planète).

Mise en jachère
Pratique de gestion consistant à laisser les terres normalement cultivées sans culture pendant une saison de végétation et à y appliquer des produits chimiques pour détruire les mauvaises herbes, les insectes et les maladies terricoles, et qui a pour but de permettre l'accumulation de réserves d'humidité dans le sol pour la campagne agricole suivante.

Pratiques de gestion bénéfiques
Méthodes ou techniques considérées comme étant les plus efficaces et les plus pratiques pour atteindre un objectif (p. ex. prévenir ou réduire au minimum la pollution) tout en utilisant d'une manière optimale les ressources de l'entreprise.

Salinisation du sol
Accroissement de la concentration saline dans un milieu environnemental, notamment le sol.

Séquestration du carbone
Processus biochimique par lequel le carbone présent dans l'atmosphère est absorbé par les organismes vivants, dont les arbres, les micro-organismes du sol et les cultures. Il nécessite le stockage du carbone dans le sol, ce qui peut contribuer à réduire les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone.

Terre arable
Selon la FAO, une terre arable est une terre couverte de cultures temporaires, de prés ou de pâturages.

Terres cultivées en permanence
La FAO définit les terres cultivées en permanence comme des terres couvertes de cultures qui occupent le sol pendant de longues périodes et qui n'ont pas besoin d'être replantées après chaque récolte (p. ex., cacao, café et caoutchouc). Au Canada, la superficie des terres cultivées en permanence est équivalente à la superficie des fermes qui est couverte de forêts et de terrains boisés.

Travail du sol classique
Pratique culturale classique comme moyen principal de préparation des lits de semences et du désherbage.

Travail du sol favorable à la conservation du sol
Mode de travail du sol qui crée un milieu propice à la culture et qui favorise la conservation des ressources pédologiques, hydriques et énergétiques par une moindre intensité du travail du sol et par l'incorporation des débris végétaux.

Unités de mesure

CO_2 eq	Dioxyde de carbone
CO_2 eq (kg/kg pv)	Équivalent dioxyde de carbone divisé par le poids vif en kilogrammes
KT	Kilotonne
KTPC	Kilotonne de poids en carcasse
KTPV	Kilotonnede poids vif
Mt	Mégatonne
Q	Poids de 100 livres
QPV	Poids de 100 livres de poids vif
TM	Tonne métrique

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

SECTION A – SECTION SPÉCIALE

Section A1 : Entreprises de jeunes agriculteurs

GRAPHIQUE	SOURCE
A1.1-A1.16	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, année de référence 2008

SECTION B – LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE ET L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Section B1 : PIB et emploi

GRAPHIQUE	SOURCE
B1.1 -B1.2	Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0027 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*; Tableau CANSIM 301-0003 – *Enquête annuelle des manufactures (EAM)*; Tableau CANSIM 301-0006, *Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
B1.3-B1.4	Statistique Canada. *Enquête sur la population active*, totalisations spéciales effectuées pour AAC
B1.5-B1.6	Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0027 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*; Tableau CANSIM 379-0025 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et les provinces, annuel* – PIB des provinces et totalisations spéciales effectuées pour AAC
B1.7-B1.8	Statistique Canada. *Enquête sur la population active*, totalisations spéciales effectuées pour AAC

Section B2 : Commerce international

GRAPHIQUE	SOURCE
B2.1-B2.2	Global Trade Atlas
B2.3-B2.20	Statistique Canada, au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC

Section B3 : Investissements en R-D dans l'agriculture primaire et la transformation des aliments

GRAPHIQUE	SOURCE
B3.1	Benitema, N. M. et G.J Stads, 2006. *Agricultural R&D in Sub-Saharan Africa: An era of stagnation*. ASTI Background Paper. Washington, D.C., ed. International Food Policy Research Institute Benitema, N. M. et G.J Stads, 2008a. *Measuring agricultural research investments: A revised global picture*. ASTI Background Note. Washington, D.C., ed. International Food Policy Research Institute

B3.2	FAOSTAT, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Division de la statistique et calculs d'AAF (rendement = production/superficie récoltée)
B3.3	AAC. *Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale*, Recueil de données, tableau C.1 (mise à jour, avril 2010)
B3.4	OCDE. *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010*
B3.5	Statistique Canada. Tableau CANSIM 58-0024 : *Caractéristiques au titre de la recherche et développement dans les entreprises commerciales (DIRDE), selon le groupe d'industries*
B3.6	Gray, R., C. Nagy, V. Galushko et S. Weseen. *Returns to Pulse Crop Research & Development and the Management of Intellectual Property Rights*, décembre 2008
B3.7	Adapté de Galushko, V. et R. Gray, *Benefits from Wheat Breeding Research in Western Canada, 2008*. Document de travail de CAIRN et Statistique Canada
B3.8	Galushko, V. et R. Gray. *Benefits from Wheat Breeding Research in Western Canada, 2008*. Document de travail de CAIRN
	Goddard, E., J. Benkie et C. Boyd. *Impact of ACIDF Fund 2001*. Présenté à l'Assemblée général annuelle de l'ACIDF, le 10 juin 2008
	Scott, T., A. Guzel, H. Furtan, R. Gray. *Returns to Research*, Western Grains Research Foundation, Wheat and Barley Check-Offs, 2005
	Gray, R., C. Nagy, V. Galushko et S. Weseen. *Returns to Pulse Crop Research & Development and the Management of Intellectual Property Rights*, décembre 2008
	Boyd, C., E. Goddard, J. Benkie. *An Assessment of Returns to Research in Field Peas and Canola*. Article sélectionné par la SCAE, 2008
	Klein, K.K., B. Freeze et J.S. Clark, Fox. « Returns to Beef Research in Canada », *Agricultural Systems*, 46(4), 443-459, 1994
	Thomas, G., G. Fox, G. Brinkman, J. Oxley, R. Gill et B. Junkins. « An Economic Analysis of the Returns to Canadian Swine Research - 1974-1997 ». *Can. J. Agricultural Economics* 49: 153-180. 2001
B3.9-B3.10	Statistique Canada. Document n° 22-002-X au catalogue, *Série de rapports sur les grandes cultures : stocks des principales grandes cultures au 31 juillet 2010*
B3.11	Statistique Canada. Document n° 88-001-X au catalogue, vol. 33, n° 4, *Statistique des sciences : recherche et développement industriels, 2005 à 2009*, édition juillet 2009; vol. 32, n° 5, édition septembre, 1980 à 1994, totalisations spéciales
B3.12	Statistique Canada. *Enquête sur les technologies de pointe, 2007*, Tableau 22a1
B3.13	OCDE. Base de données STAN pour l'analyse structurelle, 2009

Section B4 : Croissance de la productivité

GRAPHIQUE	SOURCE
B4.1-B4.8	AAC. Base de données sur la productivité agricole primaire au Canada, 1961-2005
	United States Department of Agriculture, Economic Research Service. http://www.ers.usda.gov/data/agproductivity/alltables.xls
B4.9	Statistique Canada. Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
	United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, 1987-2006. *Aggregate Manufacturing and Manufacturing Industries (KLEMS) Multifactor Productivity Tables*
B4.10	Statistique Canada. Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
B4.11	Statistique Canada. Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
	United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, 1987-2006. *Aggregate Manufacturing and Manufacturing Industries (KLEMS) Multifactor Productivity Tables*

Section C – Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

Section C1 : Consommateurs

Graphique	Source
C1.1-C1.2	Statistique Canada. Tableau CANSIM 380-0024 – *Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel 2009*
C1.3	Statistique Canada. Tableau CANSIM 051-0001 – *Population du Canada, tous âges*; Tableau CANSIM 380-0019 – *Revenu disponible (annuel)*, Tableau CANSIM 380-0056 – *Déflateur du PIB (Indice implicite de prix enchaînés, 2002 = 100)* et calculs d'AAC
C1.4	Statistique Canada. Tableau CANSIM 380-0024 – *Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel 2009*, pour les aliments achetés au magasin et calculs spéciaux pour les aliments achetés au restaurant et calculs d'AAC
C1.5	Statistique Canada. Tableau CANSIM 380-0024 – *Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel 2009* et Tableau CANSIM 051-0001 – *Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe, 1er juillet, Canada, provinces et territoires, annuel (personnes)*, et calculs d'AAC
C1.6	Statistique Canada. Document no de catalogue 62-202-XIF, *Les habitudes de dépenses au Canada, 2008*
	United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics. *Consumer Expenditures in 2008*, Report No. 1016. Enquête annuelle sur les dépenses de consommation
C1.7	OCDE. Base de données OLIS (Online information service – Service d'information en ligne)
C1.8-C1.9	Statistique Canada. Tableau CANSIM 326-0021 – *Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2005, annuel (2002=100)*
C1.10-C1.11	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0019 – *Aliments disponibles selon les principaux groupes au Canada*
C1.12-C1.17	AAC. *Perceptions des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments, 2010*

Section C2 : Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

Graphique	Source
C2.1	*Canadian Grocer*. « National Market Survey – Canadian Food Store Sales », janv./févr. 2001, 2000, p. 22-31, Julia Drake
	Canadian Grocer. Févr. 2010 (les chiffres qui se rapportent à 2009 sont des estimations fondées sur les données préliminaires de Statistique Canada pour les supermarchés et de la *Canadian Grocer's 2010 Survey of Chains and Groups*)
C2.2	*Canadian Grocer*, février 2010
C2.3	TNS (UK), AC Nielsen (Canada). L'expansion.com (France), U.S. Census Bureau (U.S.). Présentation à la conférence de la CIBC sur les marchés mondiaux de détail, mars 2009
C2.4	Statistique Canada. Tableau CANSIM 187-0002 – Statistiques financières trimestrielles des entreprises; Commerce de détail des aliments et boissons – totalisations spéciales et Ensemble du commerce de détail
C2.5	Statistique Canada. Tableau CANSIM 080-0019 – *Enquête trimestrielle sur les ventes au détail de produits de base*
C2.6	Nielsen MarketTrack, National All Channels, 52 semaines jusqu'au 13 mars 2010
C2.7	Statistique Canada. Tableau CANSIM 355-0006 – Nombre d'unités (valeur annuelle moyenne – à partir de données mensuelles non désaisonnalisées); ventes (total annuel à partir de données mensuelles non désaisonnalisées)
C2.8	Canadian Restaurant and Foodservices Association (CRFA). *Quarterly InfoStats 2003*, totalisations spéciales pour 2004-2009
C2.9	CRFA. *Foodservice Facts 2010*, extrait de CREST/NPD Group et ReCount
C2.10	Canadian Restaurant and Foodservices Association. *Foodservice Facts 2010*

C2.11	Statistique Canada, Tableau CANSIM 180-0003 – *Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, annuel*
C2.12	CRFA (2009). *Institutional Foodservice Market Report*

Section C3 : Transformation des aliments et des boissons

Graphique	Source
C3.1	Statistique Canada, Modèle des entrées-sorties et calculs d'AAC
C3.2	Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0027 – *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
C3.3	Statistique Canada. Tableau CANSIM 281-0024 – *Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (personnes)*
C3.4	Statistique Canada. Tableau CANSIM 304-0014 – *Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel* Statistique Canada. Tableau CANSIM 329-0038 – *Indices des prix de l'industrie, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
C3.5	Statistique Canada. Tableau CANSIM 304-0014 – *Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel*
C3.6-C3.7	Statistique Canada. *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, totalisations spéciales*
C3.8-C3.10	Statistique Canada, données récupérées au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, par l'intermédiaire du Conference Board du Canada
C3.11-C3.13	Statistique Canada, données récupérées au moyen du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC
C3.14	Statistique Canada. Tableau CANSIM 301-0006 – *Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
C3.15	Statistique Canada. Tableau CANSIM 383-0022 – *Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (indice 2002 = 100)*
C3.16	Statistique Canada. *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), totalisations spéciales*
C3.17-C3.18	Statistique Canada. Tableau CANSIM 031-0002 – *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel* – Actif, Canada, provinces et territoires, annuel (dollars x 1 000 000)
C3.19-C3.20	Statistique Canada. *Statistiques financières trimestrielles des entreprises, totalisations spéciales*
C3.21	Statistique Canada. *Enquête sur les technologies de pointe, 2007, tableau 17b.2*
C3.22	Statistique Canada. *Enquête sur les technologies de pointe, 2007, tableau 17b.2*
C3.23	Statistique Canada. *Enquête sur les technologies de pointe, 2007, tableau 4b*
C3.24	Statistique Canada. *Enquête sur les technologies de pointe, 2007, tableau 6b2*
C3.25-C3.27	Statistique Canada. Tableau CANSIM 376-0052 – *Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)* et la région, annuel (dollars) au moyen du Conference Board du Canada

Section C4 : Agriculture primaire

GRAPHIQUE	SOURCE
C4.1	Statistique Canada, Modèle des entrées-sorties et calculs d'AAC
C4.2	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture, diverses années*
C4.3	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture, 2006*
C4.4	Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)
C4.5-C4.6	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0001 – *Recettes monétaires agricoles*
C4.7	Commission canadienne du blé et Ridgetown College, Université de Guelph
C4.8	Canfax Rapport annuel. United States Department of Agriculture Economic Research Service. *Livestock, Dairy and Poultry Outlook*. AAC. Information sur le marché de la viande rouge
C4.9-C4.10	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0001 – *Recettes monétaires agricoles*
C4.11	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0009 – *Revenu agricole net, annuel (dollars)*
C4.12	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0001 – *Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars)*. Tableau CANSIM 002-0002 - *Recettes monétaires agricoles, trimestriel (dollars)*. Tableau CANSIM 002-0003 - *Valeur par acre des terrains et bâtiments agricoles, annuel (dollars)*
C4.13	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0004 – *Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel (dollars)*
C4.14	Statistique Canada. *Statistiques économiques agricoles*, 21-017-XIF au catalogue, mai 2010
C4.15-C4.19	Statistique Canada. Programme des données fiscales et calculs d'AAC
C4.20	Statistique Canada et AAC. *Enquête financière sur les fermes*, diverses années
C4.21	Statistique Canada. Programme de données fiscales sur le déclarant, Série sur le revenu des familles agricoles (secteur non constitué en société), diverses années
C4.22-C4.24	Statistique Canada. Base de données des déclarants (sociétés), diverses années
C4.25	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 2007 et calculs d'AAC
C4.26-C4.29	Statistique Canada. *Données administratives longitudinales*, 13C0019 au catalogue
C4.30-C4.35	Statistique Canada et AAC. *Enquête financière sur les fermes*, diverses années

Section C5 : Intrants de l'agriculture primaire

GRAPHIQUE	SOURCE
C5.1	Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)
C5.2	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0005 – *Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars)*
C5.3	Statistique Canada. *Enquête sur la population active*
C5.4	Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0005 – *Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars)*
C5.5	Alberta Agriculture and Food, Economics and Competitiveness Division, Statistics and Data Development Unit, Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS) et United States Energy Information Administration
C5.6-C5.7	Statistique Canada. *Enquête sur les expéditions d'engrais* au nom de l'Institut canadien des engrais, document 21-022-XWF au catalogue
C5.8	University of Guelph, Ridgetown College. *Ontario Farm Input Monitoring Project Survey* et Alberta Agriculture and Rural Development, *Alberta Average Farm Input Price Survey*
C5.9	University of Guelph, Ridgetown College et Chicago Board of Trade
C5.10	Statistique Canada. *Statistiques sur les bovins*, n° 23-012-XIF au catalogue; Canfax, Bovins d'engraissement de 500 à 600 livres en Alberta, et calculs d'AAC

Section C6 : Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales

Graphique	Source
C6.1	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture, 2006*
C6.2	Statistique Canada. Tableau CANSIM 001-0065 – *Expéditions d'engrais vers les marchés agricoles canadiens, selon la teneur en éléments fertilisants et la campagne de fertilisation, annuel (tonnes métriques) *Terminé**
C6.3	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture, 2006*, et calculs d'AAC
C6.4	Statistique Canada, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, *Enquête sur l'utilisation agricole de l'eau* (enquête n° 5145) et calculs d'AAC
C6.5	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture, diverses années*
C6.6	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture, 2001 et 2006*
C6.7	Statistique Canada. *Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2006*, et calculs d'AAC
C6.8	Statistique Canada. *Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2001 et 2006*, et calculs d'AAC. Institut canadien des engrais
C6.9-C6.10	Environnement Canada. *Rapport d'inventaire national : 1990-2008, Partie 1 : sources et puits de gaz à effet de serre au Canada, 2000*, n° En81-4/2008F-PDF au catalogue Ressources naturelles Canada, Base de données nationale sur la consommation d'énergie, 1990-2007
C6.11	Environnement Canada. *Rapport d'inventaire national : 1990-2008, Partie 1 : sources et puits de gaz à effet de serre au Canada, 2000*, n° En81-4/2008F-PDF au catalogue
C6.12	Vergé, X.P.C., J.A. Dyer, R.L. Desjardins et D.E. Worth (2008). « Long-Term Trends in the Greenhouse Gas Emissions from the Canadian Dairy Industry », *Canadian Journal of Soil Science*, 88(5), pp. 629-639 Vergé, X.P.C., J.A. Dyer, R.L. Desjardins et D.E. Worth (2009). « Greenhouse Gas Emissions from the Canadian Pork Industry », *Livestock Science*, 121(1), p. 92-101
C6.13	Eilers, W., R. MacKay, L. Graham et A. Lefebvre (éditeurs). *L'agriculture écologiquement durable au Canada : Série sur les indicateurs agroenvironnementaux - Rapport n° 3*, Ottawa (Ontario), Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2010
C6.14	Javorek, S.K. et M.C. Grant. L'Habitat faunique, 2010, p. 41-48 dans Eilers, W., R. MacKay, L. Graham et A. Lefebvre (éditeurs). *L'agriculture écologiquement durable au Canada : Série sur les indicateurs agroenvironnementaux – Rapport n° 3*, Ottawa (Ontario), Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2010, 252 p

Section D – L'État et le système agricole et agroalimentaire

Section D1 : Dépenses publiques

Graphique	Source
D1.1-D1.8	AAC. *Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale*, Recueil de données, tableau C.1 (mise à jour, avril 2010)
D1.9	AAC. Base de données sur les taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces, 1960 à 2005. Consulté sur le site d'AAC
D1.1 0-D1.12	Statistique Canada. Tableau CANSIM 031-0002 – *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*

Section D2 : Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays

Graphique	Source
D2.1	OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture. *Estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs*, Base de données de l'OCDE, 1986-2009
D2.2-D2.4	OCDE. *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010*